UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RÉFLEXIONS SUR L'HORIZONTALITÉ ET LA VERTICALITÉ CHEZ LES MÉDIAS ALTERNATIFS AU QUÉBEC À PARTIR DE L'ÉTUDE DE CINQ CAS

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAITRISE EN COMMUNICATION

PAR
HÉLÈNE LEGAULT

JANVIER 2019

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'ai repris mes études universitaires après un séjour dans le milieu culturel montréalais où j'ai accompagné des artistes et des organisations de toutes les disciplines qui œuvraient en marge de l'industrie. À la suite de ce parcours, j'ai senti le besoin d'orienter ma vie professionnelle autrement et de réfléchir à certaines questions qui m'habitent depuis bien longtemps. Ce retour à un cadre académique me semblait la voie à suivre. Trois ans plus tard, je suis convaincue d'avoir fait le bon choix. En plus d'y avoir trouvé un milieu stimulant et humain, j'ai rencontré au sein de la faculté des êtres exceptionnels.

J'aimerais remercier mon directeur de mémoire, Maxime Ouellet, pour son érudition et son inaltérable esprit critique qui m'ont permis de cheminer dans cette réflexion. Je remercie tous les membres de ma communauté étudiante, dont je ne ferai pas la liste car elle serait trop longue, pour tous ces moments partagés de rires et de plaisirs, mais aussi de doutes et de questionnements.

Finalement, je suis très reconnaissante envers mon compagnon de vie, Jean-Marc Ravatel, et mon fils, Antonin, d'avoir adhéré à mon projet avec autant de sollicitude.

DÉDICACE

À ces femmes et ces hommes,
activistes des médias alternatifs.

TABLES DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX viii

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES ix

RÉSUMÉ x

INTRODUCTION 1

CHAPITRE I CONTEXTE ET PROBLÉMATISATION 5

1.1 Médias alternatifs, terminologie et conceptions de la démocratie 5

1.2 Études sur l'histoire des médias alternatifs au Québec 9

1.3 Courte recension des médias alternatifs du Québec depuis 1960 10

1.4 Les médias alternatifs : pérennité et précarité 15

1.5 La crise des médias et de l'identité journalistique 17

1.6 Les médias alternatifs et leurs modes de production d'information 20

1.7 Pertinence de cette recherche pour le champ des communications 23

CHAPITRE II CADRE THÉORIQUE 24

2.1 Typologies du médiactivisme par Cardon et Granjon 24

2.1.1 La critique contre-hégémonique 26

2.1.2 La critique expressiviste 27

2.1.3 Contradictions et dissensions 29

2.1.4 Postures critiques et contexte 30

2.2 Horizontalité et verticalité du pouvoir dans les mouvements sociaux 31

2.2.1 Nuit debout : exemplification des tensions entre horizontalité et verticalité 32

2.3 Quelques influences idéologiques dans les mouvements sociaux contemporains 37

2.3.1 Manuel Castells : la communication de masse individuelle 39

2.3.2 Gilles Deleuze et Félix Guattari : le rhizome comme modèle épistémologique 42
2.3.3 Michael Hardt et Toni Negri : le travail immatériel 45
2.3.4 Gramsci et le rôle de l'intellectuel 49
2.3.5 Réconcilier la verticalité et l'horizontalité avec Gramsci 53
2.4 Laclau et Mouffe : transversalité et articulation des luttes dans le capitalisme avancé 55
2.4.1 L'espace social comme espace discursif 57
2.5 Questions de recherche 62

CHAPITRE III MÉTHODOLOGIE 63
3.1 Choix de l'approche compréhensive 64
3.2 Stratégie de recherche : étude de cas multiples 65
3.3 Délimitation du corpus en vue d'une étude de cas multiples 67
3.4 Considérations éthiques : justification du nominatif dans l'étude 69
3.5 Méthode qualitative : l'entretien semi-dirigé 71
3.5.1 Grille d'entretien 72
3.5.2 Profil des organisations 72
3.6 Posture de l'enquêteur 72
3.7 Constitution du corpus et approche des médias sélectionnés 74
3.8 Constitution finale du terrain de la recherche 75
3.9 Parcours : de la présentation des données jusqu'à son analyse et sa discussion 77

CHAPITRE IV PORTRAITS DES MÉDIAS ET ANALYSE TYPOLOGIQUE 80
4.1 Journal *Le Mouton Noir* (Rimouski) 81
4.1.1 Profil 81
4.1.2 Histoire 81
4.1.3 Mission et identité 83
4.1.4 Structure organisationnelle 84
4.1.5 Mode de financement 84
4.1.6 Processus de production de l'information 85
4.2 Les Alter Citoyens (Montréal) 88
4.2.1 Profil 88
4.2.2 Histoire 89
4.2.3 Mission et identité 91

4.2.4 Structure organisationnelle 92
4.2.5 Mode de financement 93
4.2.6 Processus de production de l'information 95

4.3 La revue *Relations* (Montréal) 97

4.3.1 Profil du média 97
4.3.2 Histoire 98
4.3.3 Mission et identité 99
4.3.4 Structure organisationnelle 100
4.3.5 Mode de financement 101
4.3.6 Processus de production de l'information 102

4.4 La radio CKRL 89,1 (Québec) 104

4.4.1 Profil du média 105
4.4.2 Histoire 105
4.4.3 Mission et identité 106
4.4.4 Structure organisationnelle 107
4.4.5 Mode de financement 108
4.4.6 Processus de production de l'information 109

4.5 La revue *À bâbord !* (Montréal) 111

4.5.1 Profil du média 111
4.5.2 Histoire 112
4.5.3 Mission et identité 113
4.5.4 Structure organisationnelle 115
4.5.5 Financement 116
4.5.6 Processus de production de l'information 116

4.6 Première analyse-synthèse à partir des portraits des médias 118

4.6.1 Une schématisation de la typologie du médiactivisme 119
4.6.2 Les caractéristiques typologiques des médias étudiés 127

CHAPITRE V PRODUCTION DE SAVOIRS ET RELATION AVEC LES PUBLICS 130

5.1 Les idéaux et les convictions comme impulsion du médiactivisme 131

5.2 La fabrication de l'information 133

5.2.1 Les sources de l'information et le choix des contenus : sources « ordinaires » ou « élitistes » 134
5.2.2 La structure éditoriale et la prise de décision : *gatekeepers* ou *gate-openers* 138

5.3 Les modèles journalistiques et l'espace public 142

5.3.1 Objectivité ou subjectivité ?....143
5.3.2 Les standards journalistiques : la notion de qualité dans le rendu....145
5.3.3 Critique de la médiasphère et inclusion dans l'espace public....146
5.4 Les publics et les « profanes »....149
5.4.1 La composition des collectifs : la représentation et les réseaux....150
5.4.2 L'inclusion des publics profanes dans le processus de production de l'information....153
5.4.3 La relation avec les publics utilisateurs ou en devenir....155
5.5 Le médiactivisme et les mouvements sociaux....156
5.5.1 Vers la mobilisation sociale....158
5.5.2 Travail discursif dans le champ social et perspectives politiques....160

CONCLUSION....163

ANNEXE A PREMIÈRE SÉLECTION DES MÉDIAS ALTERNATIFS....168

ANNEXE B GRILLE D'ENTRETIEN ET D'OPÉRATIONNALISATION DES CONCEPTS....171

APPENDICE A FORMULAIRE DE CONSENTEMENT....177

APPENDICE B CERTIFICAT ÉTHIQUE....183

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES....185

LISTE DES TABLEAUX

Tableau Page

Tableau 3.1 — Quelques caractéristiques de médias alternatifs québécois recensés durant la phase exploratoire 68

Tableau 3.2 — Liste des médias sélectionnés en vue des entretiens 74

Tableau 4.1 — Les grands traits de la typologie développée dans *Médiactivisme* (Cardon et Granjon, 2013) 120

Tableau 4.2 — Grands traits de la typologie (Cardon et Granjon, 2013) appliqués à chaque média étudié (tableau en cinq parties) 121

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ)

Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ)

Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ)

Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC)

Centre des Médias Alternatifs du Québec (CMAQ)

Direction générale des élections (DGE)

Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec (FedTCA)

Fédération nationale des communications (FNC)

Nouveaux mouvements sociaux (NMS)

Presse étudiante francophone (PrÉF)

Université du Québec à Montréal (UQAM)

RÉSUMÉ

Au Québec, comme dans plusieurs pays du monde, des médiactivistes se battent pour le droit à l'information et à la communication. Ce sont des citoyennes et citoyens qui croient à la nécessité de s'opposer aux discours dominants des machines médiatiques néolibérales, d'en contester le pouvoir symbolique et de prendre en main la production de sens. En réalisant cette étude, nous avons voulu saisir de quelles manières les médias alternatifs québécois articulent l'horizontalité et la verticalité dans une perspective de démocratisation de l'information et de transformation sociale. Nous avons abordé deux questions en particulier : comment ces médias pensent-ils la production de savoirs, et de quelles manières entrent-ils en relation avec leur lectorat ou auditoire ?

Nous avons réalisé en ce sens une étude de cas multiples permettant d'observer différents modèles journalistiques. Cette étude est donc basée sur cinq entrevues réalisées avec des membres des médias alternatifs soit le journal *Le Mouton Noir* de Rimouski, les revues *À bâbord !* et *Relations* ainsi que les vidéoactivistes Les Alter Citoyens de Montréal, et finalement la radio CKRL de Québec.

Les bases de notre analyse s'appuient sur une typologie du médiactivisme proposée par Cardon et Granjon (2013) qui repose sur la nature de la critique adressée aux médias dominants. Ainsi, la critique contre-hégémonique appelle à la constitution d'un contrepouvoir critique alors que la critique expressiviste considère la production d'information comme un moyen d'émancipation et se dissocie du dictat des règles journalistiques. L'exercice de catégorisation à partir de cette typologie nous a montré une hybridité des critiques dans chacun des médias étudiés et, en ce sens, une expression partagée de la verticalité et de l'horizontalité.

Nous avons pu constater d'emblée que l'inscription de pratiques expressivistes encourage l'inclusion du profane dans le processus de production journalistique et favorise un rapprochement avec les publics. Par ailleurs, la critique contre-hégémonique, en s'opposant à la neutralité journalistique et en adoptant un point de vue de critique assumée, permet aux médias de jouer un rôle stimulant dans les mobilisations sociales. À notre sens, l'adoption de pratiques expressivistes par les médias alternatifs dont la critique est essentiellement contre-hégémonique semble permettre une réduction de la distance entre l'expert et le profane et, ainsi, offrir certaines conditions nécessaires à la construction d'un sujet collectif.

Mots clés : médiactivisme; média alternatif; média communautaire; mobilisation sociale; mobilisation informationnelle; sujet collectif; contre-hégémonie.

INTRODUCTION

Riche d'une tradition qui s'est incarnée essentiellement aux tournants des années 1960, dans la foulée du Refus global et de la Révolution tranquille, le Québec accueille aujourd'hui une diversité de « médias alternatifs » (Cardon et Granjon, 2013) aux objectifs et aux pratiques polymorphes. Ils utilisent plusieurs moyens de communication, de la presse écrite aux nouvelles technologies de l'information et des communications en passant par des formes d'expression artistique. Leurs objectifs se déploient sur différents fronts. Certains veulent sensibiliser leur auditoire ou leur lectorat envers des enjeux collectifs, d'autres travaillent à permettre l'existence d'une pluralité de discours ou effectuent une vigile des médias dominants. Ainsi, les médias alternatifs revendiquent une « démocratisation de la communication » (Mattelart, 2013, p. 66) et prônent la « défense de l'information en tant que bien public » (Granjon, 2009, p. 353). L'existence de ces formes alternatives de production d'information qui s'inscrit dans la résistance aux médias de masse pose l'enjeu du contrôle de la production des représentations du monde dans nos sociétés.

Ces pratiques médiatiques alternatives s'inscrivent aujourd'hui dans un contexte généralisé de contestation de l'autorité des experts et des intellectuels, ainsi que des institutions médiatiques et politiques, en particulier. S'ajoute à cela une critique spécifique des relations de pouvoir qui traverse les mouvements sociaux tant sur le plan idéologique qu'organisationnel (Melucci, 2016). Les mobilisations sociales, qui prennent place dans le capitalisme avancé, débordent du conflit entre le capital et le travail, et portent maintenant des revendications qui touchent d'autres dimensions de l'oppression. Ainsi, d'un sujet collectif unique concentré autour de la classe ouvrière, nous voilà devant une pluralité de sujets collectifs. Cette transformation des

mouvements sociaux va de pair avec l'apparition de nouvelles formes d'action prônant l'horizontalité ainsi qu'une remise en question de la représentation politique traditionnelle. Ce contexte place les médias alternatifs dans une situation complexe en tant que mobilisations sociales et producteurs de savoirs[1]. La démocratisation de l'information et les rapports sociaux qui fondent cette production d'information alternative sont deux facettes d'un même débat. Cette tension s'exprime d'ailleurs à travers les différents modèles de médias alternatifs.

Nous aborderons notre sujet de recherche à travers plusieurs perspectives. La première qui s'intéresse plus spécifiquement au processus de production de l'information alternative en lien avec les publics, et la deuxième qui ouvre plus largement aux enjeux des mobilisations sociales dont font partie les médias alternatifs.

Cette recherche sera l'occasion d'esquisser des portraits de médias alternatifs du Québec à partir de la vision de ses activistes. À notre connaissance, l'étude de ces pratiques médiatiques alternatives est un champ de recherche actuellement peu investi si l'on compare aux recherches qui s'effectuent à ce sujet, par exemple, aux États-Unis ou France. Ainsi, nous nous intéressons aux façons dont ces médias voient leurs rôles en regard de la démocratisation de l'information et du changement social ainsi qu'à leurs différents modes de production éditoriale afin d'en appréhender particulièrement la relation entre expert (journaliste, contributeur et contributrice) et profane (lectorat, auditoire, public).

La nature de nos questions située autour du « comment » a orienté la démarche de recherche vers une méthode qualitative avec une approche compréhensive. Nous avons

---

[1] Dans cette étude, nous utiliserons les termes « production de savoirs » et « production d'information ». Le premier terme situe les contenus créés par les médias alternatifs dans la catégorie large de la connaissance (Atton, 2002). Le deuxième sera plutôt utilisé dans un contexte où il est question de processus journalistique.

en ce sens opté pour une étude de cas multiples permettant d'observer plusieurs modèles journalistiques. Cette étude est donc basée sur la réalisation de cinq entrevues semi-dirigées avec des membres des médias alternatifs généralistes soit le journal *Le Mouton Noir* de Rimouski, les revues *À bâbord !* et *Relations*, les vidéoactivistes Les Alter Citoyens, de Montréal, et finalement la station radiophonique CKRL de Québec. La présentation des données a été réalisée en silos sous forme de portraits avec l'objectif de restituer la richesse des propos recueillis dans ces entrevues. Les rencontres avec ces militants et militantes ont été des moments d'échange exceptionnel.

Comme ancrages théoriques, la typologie développée par les auteurs Cardon et Granjon (2013) sera grandement mobilisée. Cette typologie propose deux grandes catégories de médias alternatifs selon la critique qu'ils adressent aux médias dominants soit la critique contre-hégémonique ou expressiviste. Ces deux postures ou idéaltypes appellent des modèles différents de mode de production éditoriale et de relation au lectorat ou auditoire. Cette approche sera nourrie d'une réflexion où seront mobilisés les paradigmes de l'horizontalité et de la verticalité, les concepts de sujet collectif et d'identité subjective en relation avec les mouvements sociaux dans le capitalisme avancé (Brustier, 2016a; Ciavolella, 2015; Laclau et Mouffe, 2009).

Cette étude reprend la structure classique d'un mémoire autour de cinq chapitres. Le premier chapitre qui expose le contexte et la problématisation contiendra également une revue de la littérature québécoise sur ce sujet. Le deuxième présente un cadre conceptuel divisé en quatre parties : la typologie du médiactivisme de Cardon et Grajon (2013); une réflexion sur l'horizontalité et la verticalité à partir du mouvement Nuit debout (Brustier, 2016a); quelques influences idéologiques des mouvements sociaux, dont Castells, Deleuze et Guattari, Hardt et Negri et Gramsci; et des éléments théoriques de Laclau et Mouffe (2009) sur la question de la transversalité. L'exposé de nos questions de recherche va clore ce chapitre. Le troisième chapitre justifie nos choix méthodologiques et relate notre démarche. Le quatrième chapitre qui présente nos

données sous la forme de cinq portraits se conclut par une première analyse typologique. Le dernier chapitre poursuit l'analyse et la discussion de données autour de quelques thèmes : la fabrication de l'information; les modèles journalistiques et l'espace public; les publics et les profanes; et les mobilisations sociales.

CHAPITRE I

CONTEXTE ET PROBLÉMATISATION

Dans cette section, nous définirons différentes notions, dont celles de média alternatif et de démocratisation de l'information. Nous ferons une brève revue de la littérature sur le sujet des médias alternatifs au Québec ainsi qu'un survol historique. Nous aborderons ensuite notre problématique et son contexte pour terminer avec un résumé des ancrages théoriques mobilisés et la pertinence de cette étude.

1.1 Médias alternatifs, terminologie et conceptions de la démocratie

Dans le cadre de cette recherche, nous nous intéressons aux médias alternatifs[2] indépendants et à but non lucratif qui produisent une information généraliste. Malgré des objectifs et des pratiques souvent distincts, leurs missions respectives s'inscrivent, à des degrés variables et de façons plus ou moins explicites, dans la défense des idéaux de démocratie et de justice sociale, dans la mobilisation pour des changements sociaux et la conscientisation de leurs lectorats et auditoires à des enjeux collectifs.

Les médias alternatifs sont apparus au XIX^{e} et XX^{e} siècle en opposition aux grands conglomérats de presse (Chalaby, 1998; Muhlmann, 2004b). Au fur à mesure de l'avènement des moyens de communication, ces médias ont adopté par leurs pratiques

---

[2] Les postures idéologiques des médias alternatifs sont hétérogènes. Ils peuvent être associés à des idées politiques dont le spectre s'étend de l'extrême-gauche à l'extrême-droite.

différentes technologies et canaux de diffusion à commencer par les formes habituelles comme la presse, la radio, la télévision.

Mais ces pratiques médiatiques alternatives débordent des moyens de communication utilisés par les médias dominants vers d'autres formes d'expression : « *the full spectrum of radical media in modern cultures includes a huge gamut of activities, from street theater and murals to dance and song [...] and not just radical uses of the technologies of radio, video, press, and Internet.* » (Downing, 2001b, p. 5).

L'accès à Internet au grand public dans les années 1990 constitue un point tournant dans la démocratisation de l'information et modifie grandement les pratiques des médias alternatifs (Aubin *et al.*, 2014; Cardon et Granjon, 2003b, 2013; George, 2000a, 2008). En effet, le réseau Internet a facilité la production alternative d'informations en simplifiant notamment la diffusion, et ce faisant, a mis en place des conditions susceptibles de renouveler le modèle médiatique dans sa structuration organisationnelle et sa pratique éditoriale en favorisant l'implication des individus. Avec les outils participatifs offerts par le web 2.0 qui proposent des tribunes d'expression facilement accessibles comme la publication libre ou le blogage, le rôle du producteur-émetteur d'information et celui du récepteur semblent s'être modifiés (Cardon et Granjon, 2003b, 2013) : « Elles ont permis un renouvellement des pratiques alternatives de production d'information, une redistribution plus large de la parole, ainsi qu'un réarmement du discours critique. » (Granjon, 2006, p. 221).

Ainsi, la production de l'information, comme représentations du monde et création de sens, est un enjeu de lutte et de résistance depuis plusieurs décennies. Les auteurs Cardon et Granjon (2013), dont la typologie sera utilisée dans l'analyse, désignent ce champ du militantisme par le néologisme de « médiactivisme » et inscrivent les médias alternatifs dans l'ensemble des mouvements sociaux, à titre de « mobilisations informationnelles ».

Il existe par ailleurs plusieurs autres termes qui désignent et caractérisent ces médias se posant en alternatives aux médias dominants. Cette terminologie s'est enrichie d'une part, au fur à mesure de leur création par l'effort des collectifs de (re)définir les objectifs de leurs actions, et d'autre part, à travers les études sur ce domaine médiatique dans une tentative par les chercheurs et chercheuses d'appréhender le rôle de ces phénomènes de communication (Atton, 2011; Downing, 2001, 2011; Ferron, 2006, 2010; Rodríguez, 2001; Rodríguez *et al.*, 2009).

Parmi les dizaines de termes recensées notamment par Benjamin Ferron (2006, 2010), on retrouve les appellations, média alternatif, libre, autonome, radical, associatif, citoyen, dissident ou communautaire. Il relève, à ce propos, que les définitions, appellations et modélisations issues du champ de la recherche en sciences sociales se construisent schématiquement à partir de deux cadres normatifs, deux visions polarisées qui semblent incompatibles dont le « positionnement ambigu pose un problème d'ordre épistémologique » : l'une dépréciative associée à l'idée d'une sous-culture, et l'autre héroïque, qui revendique celle d'une contreculture (Ferron, 2006).

Pour Clemencia Rodriquez, la multiplicité de ces termes s'explique entre autres par la portée internationale de ces pratiques, sa diversité « *and the very different historical and political paradigms in which these media and the research about them have developped* » (Rodríguez *et al.*, 2009, p. 11). Cette dernière favorise d'ailleurs l'expression média citoyen (*citizens' media*) plutôt que celui de média alternatif couramment utilisé depuis la fin des années 1960 (Ferron dans Grimbert, 2017). L'utilisation du terme alternatif implique un principe de dualité, qui mène à une pensée binaire (Rodríguez, 2001; Rodríguez *et al.*, 2014). Elle critique la comparaison et la définition qui sont faites de ces pratiques médiatiques en opposition avec les médias dominants qui, selon elle, occultent leurs véritables apports aux mouvements sociaux, aux communautés subordonnées et aux individus les composant. Cela dit, malgré cette remarque judicieuse de Rodriguez, nous emploierons dans cette étude le terme média

alternatif comme la désignation générique de cette « contestation multiforme de l'ordre médiatique » (Granjon, 2009, p. 353) et dans le sens donné également par Atton (2002). Nous préférons donc utiliser ce terme parce qu'il est relativement usuel au Québec, et qu'il englobe largement différentes perspectives d'action.

Ces dénominations multiples sont donc le reflet de pratiques et d'objectifs souvent distincts et singuliers : « *Each term emphasizes different elements of autonomous media use and connects with specific theoretical frameworks, thus revealing the complex nature of media appropriation processes.* » (Rodríguez *et al.*, 2014, p. 151). Au même titre, les conceptions revendiquées de la démocratie dans le champ de l'information et de la communication par ces pratiques médiatiques sont également hétérogènes et relatives à leurs critiques spécifiques adressées aux médias dominants.

Cardon et Granjon proposent deux axes : les mobilisations informationnelles qui orientent leurs revendications « vers un contrôle et une réforme radicale de l'espace public » et celles qui « considèrent plus important de construire un espace médiatique alternatif à côté des médias dominants » (Cardon et Granjon, 2005; Granjon, 2009, p. 353). Le premier mettra de l'avant notamment la « défense de l'information en tant que bien public, la revendication d'un exercice libre, contradictoire et pluraliste de l'expression » (Granjon, 2009, p. 353) et la « démocratisation de la communication » (Mattelart, 2013, p. 66) dans l'idée de (re)créer un nouvel espace médiatique. L'autre tendance remet en question les « rapports sociaux qui fondent le travail de production de l'information » (Granjon, 2009, p. 354) et « revendique alors un élargissement des droits d'expression des personnes en proposant des dispositifs de parole ouverts qui doivent leur permettre de s'affranchir des contraintes imposées par les formats médiatiques professionnels » (Cardon et Granjon, 2013, p. 11).

Dans la prochaine section, nous présenterons un aperçu des études et de la littérature publiées concernant les médias alternatifs au Québec.

1.2 Études sur l'histoire des médias alternatifs au Québec

À la suite d'une première étape de recherche en vue de constituer une revue de la littérature, nous pouvons constater l'absence d'une histoire constituée des médias alternatifs au Québec de ses origines à aujourd'hui.

Nous avons repéré deux monographies qui abordent directement le sujet soit *Libérer la communication : médias et mouvements sociaux au Québec, 1960-1980* de Marc Raboy (1983), et *Médias autonomes* de Frédéric Dubois et Andrea Langlois (2006), un recueil de textes abordant des réalités et des expériences médiatiques actuelles au Canada. Un autre recueil, *Diversité et indépendance des médias* (Gusse, 2006), propose plusieurs textes qui font un état des lieux des médias communautaires québécois.

Le sociologue Jean-Philippe Warren a contribué pour sa part à l'étude de la presse révolutionnaire, avec l'ouvrage *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec* (2007), et des publications de la contreculture québécoise, avec notamment *Pratiques et discours de la contreculture au Québec* (2015) écrit en collaboration avec Andrée Fortin.

L'observatoire montréalais du développement, une équipe de recherche universitaire multidisciplinaire guidée par Jean-Marc Fontan du département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), a publié dans les années 2000 quatre études sur la presse écrite alternative au Québec (Cauchon, 2001; Fontan, 2006; Tremblay, 2001; Tremblay et Garneau, 2001). Selon ces auteurs, il est difficile de trouver des sources qui documentent l'histoire de cette presse avant les années 1950. Par ailleurs, un de ces rapports qui fait l'historique de la revue *Recto Verso* suggère que des organisations religieuses comme Jeunesse ouvrière catholique ont joué un rôle

important dans la création d'une presse indépendante à caractère sociale dont un exemple est le journal *L'Action catholique ouvrière* (Cauchon, 2001).

Il existe également quelques mémoires et articles scientifiques qui abordent des aspects spécifiques de cette histoire, dont l'avènement d'une presse féministe, celle des pratiques de vidéastes militants ou celle des médias altermondialistes qui se sont constitués autour de l'opposition au sommet de l'AMI. D'autres publications permettent de situer les effets de l'arrivée des technologies numériques de la communication notamment sur le tissu communautaire québécois (Proulx *et al.*, 2008) et la mobilisation citoyenne (Aubin *et al.*, 2014; George, 2000b).

Avant d'aborder l'étude présente sur les médias alternatifs au Québec, nous retracerons sommairement dans la prochaine section les grandes lignes de son histoire depuis les années 1960, où l'influence du Refus global et l'avènement de la Révolution tranquille semblent aller de pair avec l'effervescence d'une presse alternative indépendante (Tremblay, 2001).

1.3 Courte recension des médias alternatifs du Québec depuis 1960

Il existe donc une riche tradition de pratiques informationnelles alternatives en Amérique du Nord. Selon les études dont nous avons pris connaissance, cette tradition a émergé au Québec vers le milieu du 20e siècle pour prendre son ampleur dans les années 1960 avec notamment la presse révolutionnaire et féministe ainsi que la pratique de l'intervention vidéo documentaire (Proulx, 1999; Raboy, 1983; Tremblay, 2001; Tremblay et Garneau, 2001).

L'ouvrage *Libérer la communication : médias et mouvements sociaux au Québec, 1960-1980* (Raboy, 1983), qui semble être la première étude consacrée exclusivement à la construction d'alternatives médiatiques au Québec dans une perspective

diachronique, est riche d'enseignements. Son objectif est de contribuer au bilan de vingt années d'agitation politique, sociale et culturelle en déterminant l'influence des pratiques alternatives communicationnelles qui se sont mises en place dès les années 1960. Ancré dans une perspective largement inspirée d'une analyse marxiste de l'économie politique des médias de masse en société capitaliste, Marc Raboy définit ses intentions :

> Nous avons fait la revue de l'histoire sociale de la période afin de repérer, énoncer et évaluer ce qu'ont été les principaux efforts d'utilisation de la communication dans une perspective de changement social radical aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des mass médias traditionnels. (Raboy, 1983, p. 9).

Son étude se concentre donc sur l'histoire des mouvements nationalistes, syndicaux et populaires et sur les critiques que ces mouvements adressent aux médias traditionnels et au travail journalistique. Il situe la formation véritable de pratiques alternatives au Québec dans le contexte de la Révolution tranquille et la montée du mouvement souverainiste. Il analyse l'utilisation, voire même le contrôle des moyens de communication par les militants lors d'évènements comme la grève à *La Presse* en 1964, la Crise d'octobre en 1970, et la grève générale du Front commun en 1972. Ainsi, à travers ces moments forts de l'histoire du Québec, on voit la fondation en 1971 de l'Agence de presse libre du Québec (APLQ), la création des médias autonomes comme *Québec Presse* (1969), *Parti pris* (1963) ainsi que l'avènement de magazines au point de vue critique comme *Liberté* (1959) et *Relations* (1941), et de publications influencées par l'extrême gauche, comme *Mobilisation* (1969).

Pendant cette période se développe à l'international le mouvement de la contreculture qui prend aussi sa place au Québec. Jean-Philippe Warren (2012) a fait une étude de la revue *Main mise* (1970-1978) qui était la plus importante publication parallèle au Québec. Ses lecteurs, rejetant les valeurs conservatrices, adeptes de musique rock, se

recrutaient parmi les étudiants et les marginaux en quête d'un autre mode de vie que celui proposé par la société de consommation.

Dans cette même période, on voit l'arrivée d'organisations révolutionnaires, inspirées notamment par le marxisme-léninisme, le maoïsme et le trotskisme, qui occupent une place importante dans les mouvements sociaux. À ce propos, Jean-Philippe Warren dans son livre sur le militantisme marxiste-léniniste (2007) aborde deux journaux en particulier : *La Forge* et *En lutte !*

Le mouvement féministe prend également son envol et on voit naitre une presse spécifique qui pousse à la fois les réflexions et les revendications féministes. Parmi ces publications, mentionnons *Québécoises deboutte !* et *La vie en rose.* La mobilisation féministe s'exprime également à travers des cinéastes et des vidéastes qui se regroupent notamment autour du Groupe d'intervention vidéo.

On compte d'ailleurs une grande effervescence dans les milieux indépendants du cinéma et de la vidéo au Québec. Ainsi plusieurs organismes, créés par des collectifs, réunissent des artistes dans des structures de production et de diffusion comme La bande vidéo, Le Vidéographe, PRIM, Cinéma Libre.

La mouvance punk anarchiste se dote aussi de ses propres médias, dont les revues culturelles *L'œil rechargeable* et *Rectangle.* C'est une époque riche pour les fanzines qui sont des publications autoéditées et autodiffusées mettant de l'avant le travail d'artistes bédéistes comme Siris, Henriette Valium ou Julie Doucet. Fondée à la même époque, en 1986, la revue *Ciel variable* est un des premiers magazines culturels consacrés à la photo qui combine aussi des genres littéraires dans une perspective sociale.

Le mouvement étudiant crée ses propres médias, des radios comme CISM (Université de Montréal), CKUT (Université McGill), CKRL (Université Laval) ainsi que des journaux dont un des plus anciens est le *Quartier Latin* fondé en 1919 par les étudiants de l'Université de Montréal. En 2014, une dizaine de journaux étudiants s'organise autour de La Presse étudiante francophone (PrÉF).

Des réseaux de radios et de télévisions communautaires se constituent à travers la province : l'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ), en 1979, l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ), en 1981, la Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec (FedTCA), en 1998.

Une presse issue de l'intelligentsia des communautés culturelles québécoises émerge au Québec, particulièrement dans les années 1980, avec le magazine transculturel *Vice Versa*, aujourd'hui en version numérique, et *La Tribune Juive* dont l'édition s'est interrompue avec le décès de sa rédactrice, Ghila Sroka.

Avec l'arrivée d'Internet et du mouvement altermondialiste, de nouveaux médias se créent à la faveur des luttes et disparaissent. En cette période, l'utilisation d'Internet au Québec par les mobilisations sociales semble moins présente ici qu'ailleurs. En effet, dans une étude comparée entre les organisations altermondialistes ATTAC (France) et SalAMI (Québec), Éric George constate que le mouvement québécois utilise peu Internet pour communiquer sur un plan local ou international. Les responsables de SalAMI considèrent que « leur première force réside dans les réseaux de relations entre personnes, le réseau social » (George, 2000a, p. 185). Bien qu'ils soient en faveur de l'usage des technologies de l'information, leurs actions de sensibilisation et de mobilisation font appel aux canaux traditionnels comme le journal qu'ils publient à 40 000 exemplaires.

Par ailleurs, le Centre des Médias Alternatifs du Québec - CMAQ (Indymedia-Québec[3]) dont on peut consulter les archives sur le web[4], est créé le 1er octobre 2000 dans la foulée du mouvement d'opposition à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle. Le CMAQ est « présenté comme une plate-forme pour la communauté des médias alternatifs (plus de 300 dans toute la Province), mais aussi comme un moyen de mobilisation des membres de la société civile qui souhaitent participer au débat sur la mondialisation et la justice sociale. »[5]. La plateforme cessera ses activités en 2012.

En mars 2016, une nouvelle plateforme s'est ajoutée, reçue par le milieu médiactiviste comme une forme de compensation à la dissolution du CMAQ. Fédérant une vingtaine de médias indépendants, canadiens et internationaux, INFOS.media[6] est un intégrateur de médias dont l'objectif est de combler les besoins du lecteur envers une information critique et une couverture journalistique plus exhaustive. La création de cet agrégateur est une initiative de Médi@s Libres, un collectif d'autodéfense communicationnelle et d'intervention sociale du Groupe de recherche d'intérêt public (GRIP-UQAM) qui dispose d'un fonds de soutien aux projets de médias indépendants.

Ainsi, depuis les années 1990, l'univers des médias alternatifs québécois s'est développé et ses pratiques se sont diversifiées avec, notamment, les réseaux sociaux, les blogues, les micros radio, le brouillage culturel, le vidéoactivisme ou le cyberactivisme. Les préoccupations se spécifient et les questions écologiques prennent de plus en plus de place. Cette période de près de trente ans est essentiellement documentée par un corpus épars d'articles de revue scientifique ou de magazine.

---

[3] Indymedia de Montréal proposait également des publications en anglais et en espagnol.
[4] Archives du CMAQ : http://archives-2001-2012.cmaq.net/fr/index.php.html
[5] http://archives-2001-2012.cmaq.net/fr/node/552.html
[6] http://www.infos.media/

À notre avis, il y a plusieurs lacunes à combler dans ce champ de recherche à commencer par la réalisation d'un travail de recension des médias alternatifs québécois. Dans le chapitre III consacré à la méthodologie, nous verrons quelques données schématisées qui nous ont servi à affiner la problématique et constituer le corpus du terrain de recherche.

1.4 Les médias alternatifs : pérennité et précarité

Ainsi, le Québec accueille aujourd'hui une diversité de médias alternatifs qui proposent et parfois amalgament différents types de contenus comme le texte journalistique, la captation vidéo et sonore, la production radiophonique et télévisuelle ou diverses formes d'expression artistique. Quelques-uns des médias issus de la période de genèse qui se situe au milieu du siècle dernier existent toujours. Mais dans cette mouvance alternative, plusieurs apparaissent et disparaissent à la faveur des luttes ou des préoccupations sociales du moment.

Outre l'actualité sociale et politique, d'autres facteurs expliquent cette fluctuation. Parmi ceux-ci, il y a les conditions difficiles dans lesquelles opèrent les médias alternatifs. Certains prônent une indépendance complète, soit l'absence de tous revenus publicitaires, gouvernementaux ou d'organisations politiques. D'autres ont des règles éthiques bien précises quant au recrutement des annonceurs et à l'octroi d'aide financière. Leur financement est généralement précaire, ce qui nuit à la pérennité de l'équipe souvent formée de bénévoles, et en cela il constitue une des causes importantes de la disparition de plusieurs de ces médias.

Le profil des contributeurs des médias alternatifs ou médiactivistes est très large. Selon Uzelman (2006), il transcende l'âge, le sexe, la race ou la classe sociale. Ils proviennent de tous les milieux et sont des syndicalistes, des travailleuses et travailleurs d'organisation à but non lucratif, des universitaires, des artistes ou de simples

citoyennes et citoyens. Rares sont ceux ou celles qui ont une formation journalistique académique ou professionnelle. Par ailleurs, les universitaires et intellectuels médiactivistes font souvent figure d'experts[7] ou du moins de spécialistes comparés aux contributeurs moins scolarisés.

Ainsi, le mode de production de l'information dans le cadre des médias alternatifs pose la controverse de la nécessaire professionnalisation du journalisme et du rôle de l'expert en tant qu'individu, dont les connaissances dans un domaine de savoir, lui confèrent une autorité. Ce questionnement critique est d'autant plus présent avec la nouvelle génération de médias alternatifs issue du mouvement altermondialiste où il est convenu que ces « médias autonomes » doivent produire une communication qui circule dans les deux sens « impliquant la participation de personnes à la base » (Langlois et Dubois, 2006, p. 9).

La question centrale qui est en filigrane dans ces conceptions de modèles médiatiques alternatifs, à savoir qui peut prétendre produire de l'information, s'inscrit dans un contexte social de crise des médias et des formats journalistiques ainsi que dans une remise en question de l'autorité des experts, des intellectuels et des institutions en général dont font partie les institutions médiatiques et politiques.

---

[7] Nous utilisons le terme expert dans le sens d'une personne qui a acquis une grande connaissance, une grande habileté dans un domaine. Cette définition permet d'englober les intellectuels et les professionnels des médias alternatifs ou traditionnels. Elle se distingue en ce sens de la perspective d'Enzo Traverso (Traverso et Meyran, 2013) qui considère l'expert comme un intellectuel qui s'éloigne de plus en plus de sa fonction critique pour devenir un agent au service des gouvernements et des dominants dans les sociétés néolibérales. Nous spécifierons également la notion d'intellectuel avec l'apport de Gramsci dans la partie théorique.

1.5 La crise des médias et de l'identité journalistique

Depuis environ deux décennies, il est effet question d'une crise des médias : crise financière, crise structurelle, crise de l'institution journalistique. Les effets de cette crise chez les médias canadiens sont décrits entre autres dans le rapport *Le miroir éclaté : Nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique* produit par le Forum des politiques publiques du Canada (2017). Ce groupe de recherche indépendant dresse un portrait plutôt sombre de l'avenir des médias canadiens et questionne l'état de la démocratie dans la perspective du droit à l'information. Il constate la difficulté des institutions et des journalistes d'opérer la transformation structurelle exigée par le numérique vers un journalisme multiplateforme, la défection des auditoires et des lectorats notamment envers le journal imprimé, la perte importante de revenus publicitaires aux profits des réseaux sociaux comme Facebook et des entreprises de services technologiques comme Google.

D'ailleurs, au Québec en 2017, les médias comme les journalistes se mobilisent. En effet, 108 éditeurs de journaux se sont regroupés au sein de la Coalition pour la pérennité de la presse d'information au Québec et revendiquent de l'aide de l'État. D'autre part, la Fédération nationale des communications (FNC) et l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ) lancent la campagne d'information et de mobilisation *Sans presse libre, pas de libertés*[8] qui critique les gouvernements de vouloir contrôler l'information et de laisser-aller le marché, et les propriétaires d'entreprises de presse de prioriser leurs intérêts économiques au détriment de la qualité, l'indépendance et l'intégrité de l'information.

---

[8] Source : https://www.ajiq.qc.ca/declaration-de-principes-sans-presse-libre-pas-de-libertes/

Mais au-delà de cette crise financière et structurelle, il y a une véritable crise de l'identité journalistique et des modèles de production de l'information. Cette crise s'alimente à même un ensemble de dynamiques :

> [...] déplacement du centre de gravité d'un public de masse à des publics réticulés (networked publics), concurrence des amateurs dans la production d'informations, changement des pratiques professionnelles suite à l'émergence de plateformes numériques nécessitant des habiletés nouvelles, changement majeur des modes de consommation de l'information, etc. (Kane, 2017, s. p.).

On évoque en outre depuis quelques années l'avènement d'une ère « postfactuelle », d'un régime de « postvérité », avec, entre autres, le phénomène des faits alternatifs abondamment discuté depuis l'arrivée du président Trump au gouvernement américain. Cette terminologie implique l'idée contestable d'une ère de la Vérité (Payette et Tremblay-Pepin, 2017) comme vision nostalgique d'un passé où les médias auraient accompli leur mission de défendre le droit de l'individu à l'information. Cette notion de Vérité s'alimente à même la déontologie et les valeurs journalistiques construites au fil du temps dont la recherche de l'objectivité, de l'impartialité, de l'exactitude factuelle, de la restitution de la réalité sont les notions clés (Muhlmann, 2004b, 2004a). Cependant, il faut convenir que cette volonté d'objectivité, ce « culte des faits », est apparue à la fin du 19e siècle au moment où la presse, qui veut accroitre son tirage, vise un lectorat de masse et devient « apolitique » et « consensuelle » (Muhlmann, 2004b).

Cela dit, ce clivage toujours présent entre la presse d'opinion[9] et la presse dite objective masque le processus réel de production de l'information, de la sélection des faits, au formatage et au recadrage final de la nouvelle (Glasgow University Media Group, 1976). Ainsi, pour plusieurs auteurs, de l'école de Francfort aux *Cultural Studies*, l'information diffusée par les médias dominants ou de masse est nécessairement biaisée et travaille finalement au renforcement du statuquo par sa fonction d'homogénéisation

[9] Les médias alternatifs sont souvent classés dans la catégorie de la presse d'opinion.

des opinions et des visions dans l'espace public (Glasgow University Media Group, 1976; Habermas, 1962, 1992; Muhlmann, 2004b).

L'information journalistique constitue en soi une production culturelle ; il s'agit d'une construction qui s'effectue dans l'encodage social et normatif inscrit à chaque étape de sa production (Bird et Dardenne, 1988; Delforce, 1996; Glasgow University Media Group, 1976; Kane, 2017). Par conséquent, si l'information journalistique est une « pratique de production culturelle » (Kane, 2017, s. p.), on peut se questionner sur son appropriation par un contingent de professionnels du journalisme et d'intellectuels, que nous nommerons experts, et sur l'exclusion des citoyens de l'espace médiatique, légitimée par leur statut de profane. C'est d'ailleurs ce que les nouvelles pratiques de production d'information basée sur le numérique révèlent, dans le sens où on voit une migration progressive du champ professionnel au domaine semi-privé :

> [...] les pratiques journalistiques adoptées par un public amateur ne sont rien d'autre qu'un cas particulier d'innovation culturelle touchant des pratiques médiaorientées produites par des individus appartenant auparavant à la sphère d'une audience réputée passive. (Raetzsch, 2011, p. 146 cité dans; Kane, 2017, s. p.).

Ainsi, ces nouvelles pratiques qui entrent en concurrence avec le professionnel de l'information dans sa fonction de filtre (*gatekeeper*) remettent en question la représentation symbolique du statut de journaliste.

Dans cette perspective, l'étude des médias alternatifs et de leurs modes de production d'information peut s'avérer féconde et fournir des pistes de réflexion pour un dépassement du modèle journalistique et une revitalisation de l'espace médiatique. Fabien Granjon dans la postface du livre *Médias autonomes* (Langlois et Dubois, 2006) partage cette préoccupation :

> Au-delà du développement essentiel des médias autonomes, il faut également construire une critique des médias qui ne soit pas seulement fondée sur une critique de l'information, mais qui porte aussi le débat sur les enjeux structurels du système médiatique. (Granjon, 2006, p. 225).

Il appelle à la réappropriation sociale des médias de masse et à la construction d'un « autre espace médiatique », fondées sur la défense de l'information comme bien public et du droit à la communication ainsi que « l'exercice libre, contradictoire et pluraliste de l'expression » (Granjon, 2006, p. 227)

1.6 Les médias alternatifs et leurs modes de production d'information

Cette tension entre expert et profane qu'on retrouve dans les modèles journalistiques des médias dominants transcende également les médias alternatifs, bien qu'ici cette problématique soit ouvertement discutée et prise en considération. En effet, la question de la démocratisation de l'information est non seulement une revendication adressée à l'espace médiatique, mais aussi un enjeu structurel et idéologique interne pour les mobilisations informationnelles.

Dans leur ouvrage intitulé *Médiactivistes,* les auteurs Dominique Cardon et Fabien Granjon (2013) identifient deux grandes catégories de médias alternatifs : ceux qui se positionnent dans la critique contre-hégémonique des médias dominants et ceux qui s'inscrivent dans une critique expressiviste. Ces deux postures appellent des modèles différents de relation au lectorat et à l'auditoire par leur mode de production informationnelle spécifique.

Les médias tenants de la critique contre-hégémonique tiennent un rôle majeur dans le champ du médiactivisme par leur surveillance des médias de masse, dénonçant la concentration de la propriété, l'inégalité des flux d'informations au plan planétaire, la complaisance des conglomérats de presse devant les *lobbys* de l'industrie. Ils

s'emploient à critiquer la pensée dominante par le biais d'une contre-expertise. Inspirés par les grands courants en sciences sociales, ils veulent fournir des armes de défense intellectuelle contre la domination symbolique. Ce faisant, malgré leur parti pris idéologique, ils favorisent une approche scientifique basée sur l'exactitude et la distanciation qui peut être confondue avec le modèle classique des médias dominants.

Pour leur part, les tenants de la critique expressiviste refusent la domination de l'expert sur le profane et voient davantage la production d'information comme un outil d'émancipation individuelle « plutôt que comme moyen de lutter contre la reproduction de la domination symbolique » (Cardon et Granjon, 2013, p. 18). Ainsi, ils encouragent la participation du lecteur ou auditeur notamment par la publication ouverte dans les médias numériques ou la prise de parole par la production radiophonique, vidéographique ou écrite. L'expressivité peut prendre la forme de témoignages de préoccupations individuelles ou locales, qu'elles soient culturelles, sociales ou politiques. Le but de ces médias est l'appropriation par le peuple[10] des outils de production de l'information. « Le médiactiviste qui emprunte cette voie critique invite les individus à maitriser les instruments de représentation de leurs propres conditions. » (Cardon et Granjon, 2013, p. 19).

Ainsi, même s'ils partagent les mêmes objectifs de démocratisation et d'émancipation, ces deux types de médias alternatifs ont une approche différente envers leur lectorat et leur auditoire qui est à la source de divergences en leur sein. Ces tensions s'apparentent à celles qui traversent actuellement les mouvements sociaux soit la dichotomie entre

---

[10] Nous utiliserons le concept de peuple comme un signifiant flottant et vide tel que proposé par Laclau et Mouffe (Laclau et Mouffe, 2009). Ainsi, le peuple est une catégorie politique et non pas un « donné de la structure sociale » (Grossman, 2008, p. 2) : il se construit par l'identification des « élites » (Laclau, 2008; Laclau et Mouffe, 2009).

l'horizontalité ou la verticalité du pouvoir dans la structure des organisations. (Brustier, 2016a; Ciavolella, 2015; Laclau et Mouffe, 2009).

La tendance horizontale est associée aux mouvements sociaux caractérisés par les luttes démocratiques et les revendications postmatérialistes qui ont émergé dans le capitalisme avancé. Plusieurs théoriciens ont participé à la fondation de la pensée horizontale dont Castells, Deleuze, Guattari, Hardt et Negri en développant une réflexion conceptuelle, bien que distincte, orientée autour du paradigme du réseau. La tendance verticale est illustrée en un sens par le concept d'intellectuel organique de Gramsci qui prône, à la base, la nécessité de l'organisation « en soudant spontanéité et direction consciente » à travers les luttes des subalternes (Ciavolella, 2015, p. 124).

En revisitant Gramsci, les auteurs Laclau et Mouffe proposent une réconciliation des deux axes, une actualisation du sujet collectif en adéquation avec nos sociétés complexes et la constitution de contre-hégémonies par l'articulation des revendications hétérogènes. Ce projet théorique et politique revendique la « notion du social comme espace discursif » (Mouffe, 2010a, p. 84) et pose l'enjeu du travail idéologique en vue d'une transformation sociale.

Les médias alternatifs sont des mobilisations sociales, mais également des agents d'articulation des revendications ainsi que des producteurs de sens. Cette fonction idéologique les place ainsi dans une relation complexe avec leur lectorat ou auditoire fondée sur une forme d'autorité du savoir. Par ailleurs, dans la perspective de Gramsci, tous les individus qui militent ou contribuent à ces médias pourraient être considérés comme des intellectuels organiques dans la mesure où ils exercent un rôle d'éducation populaire et ainsi contribuer à la constitution d'une contre-hégémonie (Gramsci, 1983; Piotte, 2010).

1.7 Pertinence de cette recherche pour le champ des communications

Cette recherche permettra d'esquisser un portrait des médias alternatifs du Québec à travers quelques cas en utilisant la typologie proposée par Cardon et Granjon (2013) et de contribuer ainsi à une mise à jour de ce champ d'études depuis notamment la publication *Médias autonomes* de Langlois et Dubois (2006). En effet, peu de monographies abordent l'étude des pratiques médiatiques alternatives au Québec qui témoignent pourtant d'une riche tradition d'expression sociale et politique.

Ce mémoire sera l'occasion, d'une part, de réfléchir à la relation entre autorité, savoir et démocratisation de l'information, à partir de données empiriques des médias alternatifs étudiés. Il permettra, d'autre part, d'inscrire et de mettre en dialogue les enjeux de développement du médiactivisme avec ceux des mouvements sociaux en général et des dynamiques de transformation sociale. Finalement, nous espérons que les fruits de cette étude sauront apporter une contribution à la réflexion sur les pratiques de production de l'information.

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE

Afin de nourrir et d'élargir cette analyse basée sur la typologie de Cardon et Granjon, nous utiliserons les apports théoriques de plusieurs auteurs dont Castells, Deleuze, Guattari ainsi que Hardt et Negri comme penseurs de l'horizontalité, Antonio Gramsci pour le concept d'intellectuel organique comme approche de la verticalité et, finalement, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe pour l'articulation entre l'horizontalité et la verticalité ainsi que la constitution du sujet collectif dans le capitalisme avancé.

2.1 Typologies du médiactivisme par Cardon et Granjon

Médiactivistes de Dominique Cardon et Fabien Granjon[11], est un ouvrage de synthèse historique et théorique sur la formation des médias alternatifs qui sont apparus progressivement dès le début du 20e siècle. Ces médias se sont construits en opposition ou en marge des grandes entreprises de presse devenues indépendantes des partis politiques et des gouvernements grâce au financement publicitaire, dès la seconde moitié du 19e siècle (Chalaby, 1998).

Ainsi, l'histoire des médias modernes est indissociable de cet ensemble de pratiques médiatiques dont la richesse et la diversité sont évoquées dans cette étude. Issues des

---

[11] Fabien Granjon et Dominique Cardon sont des sociologues français et des chercheurs associés au Laboratoire des usages d'Orange Labs en France. Ils ont écrit le livre *Médiactivistes*, publié en 2010 et réédité en 2013, dans une version revue et complétée.

mobilisations sociales et politiques comme des extensions directes de ces mouvements, elles constituent également des pratiques informationnelles spécifiques définies ici par les auteurs : « Nous désignerons par le syntagme "mobilisation informationnelle" ou par le néologisme "médiactivisme" les mobilisations sociales progressistes qui orientent l'action collective vers la critique des médias dominants et/ou la mise en œuvre de dispositifs alternatifs de production d'information. » (Cardon et Granjon, 2013, p. 8).

La perspective historique développée dans *Médiactivistes* propose une nouvelle lecture de la formation des médias alternatifs en les situant à travers deux principaux courants critiques envers les médias dominants, soit la critique expressiviste et la critique contre-hégémonique, autour desquelles s'articulent des tensions et des contradictions d'ordre idéologique qui traversent également les autres mouvements sociaux. Ainsi, cette typologie permet de mettre en lumière la manière spécifique de ces médias de « faire de l'information » à travers leurs modes de production éditoriale, leurs types de diffusion et de relation au lectorat et auditoire.

Proposant une réflexion sur la terminologie et les différentes approches théoriques sur les médias alternatifs, Ferron reconnait l'utilité de ce modèle d'analyse qui est « de combiner une approche synchronique — les deux cadres d'interprétation sont considérés comme les deux faces d'une même pièce — à une approche diachronique. » (Ferron, 2006, s. p.). Il en fera par ailleurs la critique :

> Cette typologie a le mérite de clarifier les fondements idéologiques de la division du travail et des luttes internes des médias alternatifs. Sa limite est de ne pas chercher à comprendre sociologiquement en quoi ces conceptions traduisent des conflits ou ajustements d'habitus entre des militants, dont les propriétés, trajectoires et positions sociales sont variées. (Ferron, 2010, p. 114)

2.1.1 La critique contre-hégémonique

Pour Cardon et Granjon, la critique contre-hégémonique est la posture la plus ancienne du médiactivisme, celle qui a émergé au début du 20e siècle avec l'avènement de la presse révolutionnaire et syndicale. Elle se caractérise par des mobilisations informationnelles qui dénoncent les médias dominants « comme vecteurs de propagande des pouvoirs économiques et politiques et, d'autre part, font l'effort de créer des contre-pouvoirs critiques. »(Cardon et Granjon, 2013, p. 16).

Ainsi, le courant critique contre-hégémonique se consacre plus précisément à la surveillance des médias de masse et à la condamnation, notamment, de la concentration économique, de la manipulation idéologique, de l'imposition d'un agenda public en fonction des intérêts du capital ou de l'État, ainsi que du contrôle des flux informationnels planétaires par les grandes puissances, notamment au détriment des pays en voie d'émergence. De ce point de vue, les journalistes des médias dominants sont considérés comme des agents, volontaires ou involontaires, de la reproduction de l'ordre social.

Les propos et les arguments des tenants de la critique contre-hégémonique puisent souvent à même les théories en sciences sociales qui ont participé à révéler la domination du système symbolique derrière la nature des médias de masse.

> De ce fait, il n'est pas surprenant que le contre-modèle d'information opposé aux dérives des médias dominants soit lui-même empreint des exigences du travail scientifique : référence au modèle de l'exactitude, distanciation maximale, temps long de l'investigation, rupture avec les formats courts et les formules, et faible intégration du lecteur dans les préoccupations du rédacteur. (Cardon et Granjon, 2013, p. 18)

Ce contre-modèle d'information de la perspective contre-hégémonique s'oppose par ailleurs, à la prétendue objectivité du journalisme traditionnel en favorisant des analyses qui prennent un parti idéologique. Néanmoins, la structure de production des

médias contre-hégémoniques s'apparente en un sens à celle des médias dominants qui fonctionnent sur un mode vertical.

Pour John Downing (2001b) qui utilise le terme *Radical Alternative Media,* la critique contre-hégémonique peut s'exprimer à travers un éventail très large de pratiques englobant également des formes d'expression artistique aussi disparates que le vidéoactivisme, le graffiti ou l'action performative urbaine. Selon lui, la radicalité d'un média alternatif est relative à sa posture dans un contexte politique donné et transcende les formes médiatiques. Considérant ces pratiques comme une forme de culture populaire oppositionnelle, la distinction entre les formes d'expression n'est pas pertinente : « Radical alternative media constitute the most active form of the active audience and express oppositional strands, overt and covert, within popular cultures. » (Downing, 2001a, p. 2, chap. 1).

Les auteurs de Médiactiviste vont résumer sa posture : « Aussi est-ce l'opposition idéologique à la domination du pouvoir sur l'information qui permet à Downing de définir si largement l'espace des alternatives médiatiques ». (Cardon et Granjon, 2013, p. 16)

2.1.2 La critique expressiviste

La critique expressiviste s'épanouit au tournant des années 1970. marquées par les luttes des pays émergents contre l'impérialisme culturel et pour le droit à la communication, autour de l'opposition au principe du *free flow of information,* qui a émergé avec la guerre froide. Cette opposition revendique que

> [...] les conditions d'une autodétermination culturelle et d'une autonomie médiatique soient réunies à l'échelle internationale. Ils souhaitent avoir une réelle emprise sur les flux d'information qui partent ou arrivent sur leur territoire et aspirent à contrôler leurs propres représentations à destination des pays du Nord, ainsi qu'à maîtriser les contenus diffusés dans les pays du Sud. La notion

> d'« impérialisme culturel » consacre ainsi un nouveau type d'analyse contre-hégémonique portant sur les rapports qu'entretiennent les cultures dans une économie-monde dont l'internationalisation se fait toujours plus prégnante. (Cardon et Granjon, 2013, p. 51-52)

Néanmoins, entrainées dans une dynamique de reterritorialisation et dans la mise de l'avant de revendications locales et culturelles, les mobilisations informationnelles s'expriment alors par la création de médias communautaires.

Dans les années 1980 et 1990, l'évolution des technologies de communication et l'arrivée d'Internet ouvrent les horizons des pratiques informationnelles alternatives avec une incidence majeure sur les médias à tendance expressiviste qui y trouvent les conditions pour renforcer leurs bases.

Les médiactivistes de cette voie critique s'intéressent plus à l'émancipation de l'individu à travers une prise de parole, à contrer le silence médiatique sur des réalités spécifiques qu'à s'opposer à la domination idéologique et symbolique des médias. Ainsi, l'énergie est investie dans la mise en place de réseaux indépendants (de tous dictats jusqu'au financement publicitaire ou gouvernemental) de création, de production et de distribution de l'information en dehors des normes et standards médiatiques et permettant une large participation citoyenne.

En ce sens, leurs critiques s'adressent plus directement au modèle journalistique qui préconise l'autorité d'une expertise dans la production de l'information. Aussi, le formatage journalistique, avec ses standards et ses procédés, est lui-même remis en question parce qu'il exclut le profane par son cadre limitatif et culturellement construit. Le but est d'amener à égalité le producteur d'information, le journaliste et le public.

> Le médiactiviste qui emprunte cette voie critique invite les individus à maitriser les instruments de représentation et de symbolisation de leurs propres conditions. Il s'appuie donc essentiellement sur le refus de la clôture de l'espace

> journalistique sur ses enjeux professionnels et dénonce l'asymétrie entretenue par les médias dominants à l'égard de leurs publics. (Cardon et Granjon, 2013, p. 19-20).

En voulant donner de réels moyens de communication aux masses populaires, aux minorités et aux marginalisés, la voie de la critique expressiviste favorise la multiplicité des expressions et la réduction de la distance entre émetteur et récepteur. Ainsi, selon les auteurs Cardon et Granjon, « Ces formes de médiactivisme font donc la promotion d'un remaniement du pouvoir médiatique dans la mesure où celui-ci "écrase la subjectivité contemporaine". » (2013, p. 21).

Ainsi, en remettant en cause la production du savoir comme forme d'autorité, le point de vue expressiviste semble s'inscrire dans le courant de pensée qui critique la verticalité et prône une horizontalité du pouvoir.

2.1.3 Contradictions et dissensions

Pour les auteurs, l'antagonisme entre ces deux positionnements critiques est suffisant pour empêcher les médias alternatifs de travailler ensemble. Ainsi, les médiactivistes contre-hégémoniques reprochent aux médias expressivistes une certaine désorganisation, se montrent sceptiques quant à la participation égalitaire et réprouvent l'enthousiasme de ceux-ci quant aux développements des techniques de communication comme apport dans le processus démocratique. Ils désapprouvent l'accent mis sur l'expression de la parole individuelle et des réalités locales au détriment du collectif, des rapports de force globaux de nos sociétés et d'une réflexion plus large sur « la production d'information en lien avec les structures sociales, économiques et politiques des sociétés capitalistes avancées » (Cardon et Granjon, 2013, p. 22).

Les expressivistes, pour leur part, considèrent que les médias contre-hégémoniques ne représentent pas une réelle alternative informationnelle dans la mesure où ils

reproduisent les schémas journalistiques et médiatiques dominants sans remettre en cause le modèle structurel lui-même comme outil de reproduction de l'ordre social. Aussi, ils critiquent les critères de vérité et d'objectivité journalistiques, ainsi que les filtres (*gatekeeper*) derrière le processus de production de l'information. Ils pointent également ici l'exclusion des citoyennes et citoyens des tribunes médiatiques par les experts et journalistes professionnels dans ces médias.

2.1.4 Postures critiques et contexte

Ainsi, dans l'histoire des médias alternatifs de 1960 à aujourd'hui, ces deux postures ont été tour à tour favorisées par les conjonctures sociales et politiques ou l'avènement de nouvelles technologies de l'information. Les auteurs évoquent quelques moments charnières.

Dans les années 60 et 70, les médias contre-hégémoniques issus d'organisations militantes révolutionnaires ont été peu à peu contraints de se mouler à des formes d'expressivisme afin de donner la parole à ceux et celles qu'ils défendaient. Ensuite dans la décennie des années 1980, pendant que la critique contre-hégémonique tentait vainement de s'opposer à la domination des flux informationnels sur le plan international, les médias expressivistes se multipliaient dans les communautés partout dans le monde sous la forme de médias communautaires. Dans les années 2000, les luttes altermondialistes donnent du souffle aux deux types de postures critiques. Finalement, l'arrivée d'Internet, le développement d'outils participatifs et, par conséquent, la création de nombreux médias en ligne semblent mettre en veilleuse la critique des médias de masse. En effet, emportés par cette euphorie technologique, les médiactivistes se concentrent sur la création de leurs médias en nourrissant l'espoir que ces nouvelles technologies poseront les bases d'une démocratie informationnelle.

2.2 Horizontalité et verticalité du pouvoir dans les mouvements sociaux

En plus d'offrir l'intérêt de revisiter l'histoire du médiactivisme sous un autre angle, lui donnant un nouveau sens, la typologie proposée par Cardon et Granjon favorise une mise en dialogue des paradigmes qui traversent les formations politiques et les mouvements sociaux contemporains. Ainsi, dans les dissensions au sein du médiactivisme contemporain cristallisées autour du savoir et de son autorité, on retrouve l'opposition entre les paradigmes d'horizontalité et de verticalité du pouvoir présente dans les débats idéologiques qui traversent les mouvements sociaux actuels (Brustier, 2016a; Ciavolella, 2015).

Les mobilisations sociales d'aujourd'hui se sont complexifiées et ramifiées, si on les compare avec celles qui avaient cours dans la première moitié du 20e siècle. Plusieurs théories à cet effet ont émergé dans les années 1980. Des auteurs, comme Melucci (1980, 1983), Touraine (1973, 1978), Neveu (2005), avancent l'idée d'une mutation des luttes sociales et politiques dans le capitalisme avancé. Bien que largement utilisée, la théorie des nouveaux mouvements sociaux (NMS) est remise en question par des auteurs comme Pichardo (1997) qui lui reproche notamment son ethnocentrisme (Occidental, classe moyenne) et l'exclusion des mouvements de « droite » de son cadre d'analyse. Néanmoins, pour les théoriciens des NMS, les conflits postindustriels qui prennent place au milieu des années 1960, rompent avec l'antagonisme de classe, la tradition des luttes ouvrières du capitalisme industriel, et les théories politiques révolutionnaires qui lui sont associées. Les revendications ouvrières de la société industrielle axées sur la dualité entre le capital et le travail laissent place graduellement à des combats soutenus par des valeurs postmatérialistes et des attentes qualitatives, telles qu'énoncées par Inglehart dans *The Silent Revolution* (1977).

Ces luttes postmatérialistes qui viennent politiser des revendications ignorées par l'appareil technobureaucratique adoptent des « structures fragmentées, réticulaires, polycéphales », prennent la forme de rassemblement, « d'espace d'agrégation » et contestent les systèmes de représentation traditionnels (Melucci, 2016, p. 14). Plutôt qu'un mouvement, ces groupes aux revendications spécifiques, identitaires ou culturelles, forment un réseau « diffus » d'affinités « [...] qui diffèrent profondément de l'image de l'acteur collectif organisé politiquement. » (Melucci, 2016, p. 14).

> Les mouvements de jeunes, les mouvements féministes, écologistes, ethniques et nationaux, les luttes urbaines, les luttes anti-institutionnelles n'ont pas seulement mis en scène des acteurs en conflit, des formes d'action et des problèmes étrangers aux traditions de lutte du capitalisme industriel ; ils ont mis au premier plan également l'inaptitude des formes traditionnelles de représentation politique à rassembler de manière efficace les demandes en émergence. (Melucci, 2016, p. 13)

Aussi, la quête démocratique est de plus en plus présente dans les mouvements sociaux, non seulement comme une revendication, mais comme un enjeu et une finalité structurelle. Ces luttes antipouvoir (Holloway, 2007) qui ont émergé plus fortement avec le mouvement altermondialiste dans les années 2000 s'expriment aujourd'hui dans les débats internes sur les modalités de fonctionnement qui ont animé des mobilisations comme *Occupy* (Frank, 2013) et Nuit debout (Brustier, 2016a). En effet, les premières énergies des militantes et militants à la naissance de ces mouvements ont été consacrées à débattre et définir les règles permettant la mise en place d'un fonctionnement démocratique décentralisé, sans hiérarchie, soit horizontal.

2.2.1 Nuit debout : exemplification des tensions entre horizontalité et verticalité

Gaël Brustier (2016a) dans son article *Nuit debout, mouvement postmarxiste ?* propose une analyse éclairante de cette dualité qui occupe les mouvements sociaux contemporains. Nous nous servirons de cet exemple récent de mobilisation majeure en ce qu'il met en lumière, sur le plan théorique, les débats sur l'horizontalité ou la

verticalité au sein des mouvements sociaux ainsi que la question de la nécessité de sujet(s) collectif(s), au centre de cette tension.

Le mouvement Nuit debout, qui a débuté en avril 2016, rassemble dans un premier temps des milliers de manifestantes et manifestants occupant jour et nuit la Place de la République à Paris pour s'étendre ensuite dans plusieurs villes et régions de France. Déclenché par l'opposition au projet de réforme du Code du travail nommé Loi Travail, le mouvement de protestation devient également la tribune d'un éventail de préoccupations et de revendications à caractère démocratique, féministe, LGBT, écologiste, interculturel, altermondialiste, et plus encore. Nuit debout, fruit de la convergence de luttes éclectiques et de l'implication d'organisations syndicales et politiques diverses, de médias indépendants et alternatifs, de travailleurs et d'étudiants, semble être une réponse à la crise des gauches françaises, sociales-démocrates ou radicales. Dès le départ, le mouvement opte pour une structure horizontale, s'oppose à toute forme de direction, s'organise selon les principes de la démocratie directe et met en place des commissions thématiques et structurelles composées de militantes et militants de la base[12]. La défiance envers le pouvoir ainsi que les idées libertaires autant qu'anarchistes sont très présentes en son sein engendrant maints débats sur des questions d'autorité et de représentation (Brustier, 2016a).

Pour Brustier, « Les querelles et affrontements internes relatifs à ces questions d'horizontalité et de verticalité [...] ne sont compréhensibles et n'ont de sens véritable que si l'on prend en compte l'absence d'articulation entre ces deux dimensions. » (2016a, p. 85). Ainsi, pour l'auteur, bien que Nuit debout semble représenter le modèle emblématique d'un mouvement postmarxiste, la disparité des visions et les formes

[12] (https://fr.wikipedia.org/wiki/Nuit_debout#Organisation_interne)

organisationnelles subséquentes des mouvements sociaux constitue un enjeu important du développement et de l'efficience des mobilisations contemporaines.

À ce sujet, Brustier donne l'exemple de la construction par Nuit debout de ses propres médias dans cette perspective d'horizontalité afin de pouvoir contrôler l'information, de joindre les activistes et de mobiliser la population. Ces médias, *Média Center*, *Télé Debout* et *Radio Debout*, et leurs militantes et militants, deviennent rapidement la cible de critiques venant de l'interne. On accuse Média Center de se constituer en « direction politique » et les médiactivistes impliqués de vouloir s'approprier du pouvoir en s'imposant comme porte-paroles. Par ailleurs, au sein même des médias mobilisés au sein de Nuit debout, d'autres frictions émergent : l'approche « verticale » associée à *Fakir* et au *Monde diplomatique* rencontre celle du *Média Center* censée représenter « l'horizontalité ». Ainsi, les « horizontalistes » et les « verticalistes » s'affrontent et épuisent le mouvement.

Selon Brustier, la dialectisation de l'horizontalité et de la verticalité s'avère nécessaire pour l'avancement de la lutte : le mouvement vers le haut et le mouvement vers le bas ont tous deux leur raison d'être. Défendant la place de la verticalité, il ajoute que : « Donner une unité discursive à une large gamme de préoccupations sociales, les porter dans les institutions, notamment au moyen des élections, relève de la verticalité. » (2016a, p. 86). Il invoque à cet égard, les réflexions de Laclau et Mouffe, notamment développées dans *Hégémonie et stratégie* (2009), pour envisager l'articulation de ces deux axes et faire des mouvements sociaux de véritables forces contre-hégémoniques.

L'auteur de l'article expose également un des enjeux des mobilisations actuelles, soit le rôle des intellectuels, à travers l'intervention du journaliste et rédacteur-adjoint du *Monde diplomatique*. En mai 2016, Pierre Rimbert écrit un article-choc intitulé « Contester sans modération » qui questionne la pondération des revendications et la faible radicalité de la contestation depuis 1995 en France, en les comparant aux idées

radicales émises au sein de Nuit debout. Parlant des revendications et des slogans du mouvement, Rimbert explique :

> Ils disent : " Le monde ou rien " ; " *Nous ne voulons pas les pauvres soulagés, nous voulons la misère abolie* ", comme l'écrivit Victor Hugo ; pas seulement des emplois et des salaires, mais contrôler l'économie, décider collectivement ce que l'on produit, comment on le produit, ce qu'on entend par " richesse ". [...] En somme : " Nous voulons tout ", ambition qui déborde si largement le champ de vision politique habituel que beaucoup l'interprètent comme l'absence de toute revendication. (Rimbert, 2016, s. p.).

Dans son article, le rédacteur-adjoint du *Monde diplomatique* critique notamment le mouvement altermondialiste à travers ATTAC ainsi que les intellectuels, dont ceux du *Monde diplomatique*, en disant qu'ils s'accommodent d'une certaine façon du néolibéralisme en luttant à coup de contre-expertises, sur un mode défensif. En fait, il enjoint les intellectuels à sortir de leur « zone de confort », à cesser de s'adresser qu'à la classe moyenne, afin de (re)jouer un rôle véritablement subversif et de « rêver » un nouveau projet social. Il soulève ainsi la fracture entre les masses rassemblées en un mouvement spontané, d'une part, et les intellectuels ou militants « professionnels » d'autre part. Rimbert affirme au final que seule la création de formations qui opteront un projet politique porteur d'un imaginaire collectif sera en mesure de faire converger les classes moyennes instruites avec les milieux ouvriers, populaires ou marginalisés et d'offrir ainsi une nouvelle alternative.

Brustier termine son analyse en disant que Nuit debout est un symptôme de la crise organique qui sévit en Europe de l'Ouest depuis 2007 ainsi que la genèse d'une mutation des forces combattantes et des idéaux sociaux et politiques. Devant la crise des idéologies, les conséquences concrètes des nouvelles formes du capitalisme et les difficultés des mobilisations à établir un rapport de force, il conclut en invoquant la nécessité de revenir aux contributions de Gramsci : « Immanquablement, la question de la création d'un nouveau "sujet politique" se posera à ceux qui prétendent incarner

une alternative au bloc historique néolibéral. En ce sens, plus que jamais, les outils forgés par Antonio Gramsci sont d'une utilité primordiale pour comprendre, vouloir et agir... » (Brustier, 2016a, p. 88).

Cette exhortation de Brustier s'inscrit à contre-courant dans ce contexte idéologique et politique. Un contexte où l'atomisation des luttes et le dialogue difficile entre les conceptions d'horizontalité et de verticalité au sein des mouvements soulèvent la problématique de l'instauration d'un sujet collectif qui prendrait la forme d'une organisation politique fédératrice. En effet, dans l'époque actuelle, celle du capitalisme néolibéral, la constitution d'un sujet collectif unique est largement remise en cause par les nouveaux mouvements sociaux. Cela se reflète, à l'exemple de Nuit debout, dans le refus d'une forme de représentation politique et de délégation des pouvoirs tel qu'on le retrouve dans le modèle horizontal. Cette horizontalité est de plus favorisée par la forme que prend la critique politique dans les NMS qui s'inscrit souvent dans l'organisation elle-même par « l'expérience collective immédiate », par la création de zones alternatives « hors de l'empire » où les principes d'égalités et de solidarité sont la base (Ciavolella, 2015, p. 114). La valorisation des subjectivités politiques, plurielles et fragmentées, remplace alors le désir de constituer un sujet politique unique et rassembleur (Melucci, 2016).

Pour Laclau et Mouffe, auteurs invoqués par Brustier dans l'analyse sur Nuit debout, les idéologies et les praxis actuelles des nouveaux mouvements sociaux sont difficilement productives de changements politiques fondamentaux. Les auteurs critiquent la désertion des institutions et des arènes politiques et mettent en garde contre des formes d'action basées sur l'évènementiel comme une fin en soi (Laclau et Mouffe, 2009; Mouffe, 2010b). Ils y voient une forme de dépolitisation des mouvements sociaux où la pensée contestataire en se désinvestissant des structures politiques laisse libre place à l'hégémonie néolibérale. Revisitant les réflexions de Gramsci comme outils théoriques pour l'action politique, ils proposent en retour la mise en place d'une

stratégie contre-hégémonique réunissant les « subalternes » afin de faire opposition à ce bloc historique.

Incidemment, Chantal Mouffe, interrogée par un journaliste de *Médiapart* concernant le regard qu'elle porte sur le mouvement Nuit debout, exprime à la fois son enthousiasme et sa réserve. Même si le mouvement reflète le désir profond d'une autre forme de politique, ce qui est positif, elle le compare à *Occupy*, par sa forme horizontaliste qu'elle trouve problématique :

> [...] je pense qu'il faut une traduction institutionnelle aux mouvements de révolte. Je ne suis pas sur une ligne purement horizontaliste, mais pour l'établissement d'une synergie entre les dimensions verticale et horizontale. [...] Mais l'occupation de places et la mise en branle des « multitudes » chères à Toni Negri et Michael Hardt ne suffisent pas, il faut aussi agir au niveau des institutions. (Mouffe citée dans Confavreux, 2016 s. p.)

On peut donc constater dans cette critique de Chantal Mouffe à l'égard de Toni Negri et Michael Hardt que les débats sur les orientations idéologiques et politiques au sein des mouvements sociaux, ont également leurs assises chez les théoriciens actuels de la sociologie, de la politique ou de la philosophie.

2.3 Quelques influences idéologiques dans les mouvements sociaux contemporains

Avec le capitalisme postindustriel[13] et l'avènement des nouveaux mouvements sociaux, plusieurs théories politiques et sociales se confrontent au sein même des milieux militants. Plusieurs penseurs sont invoqués et influencent les idées, les projets ainsi que les formes des luttes actuelles.

---

[13] Nous utilisons ici le concept de « capitalisme postindustriel » plutôt que celui de « capitalisme avancé » afin de rester fidèle à la pensée des auteurs ici évoqués.

Il est convenu, dans une perspective synthétique, que le spectre des idéologies convoquées dans les mouvements politiques subversifs du 20e et du 21e siècle s'organise entre deux pôles : d'une part, l'idéologie marxiste-léniniste et le projet communiste, et d'autre part, les différents courants anarchistes et le projet anti-autoritaire. Cela dit, cette perspective qui est utile d'un point de vue ontologique occulte la complexité des courants de pensée qui ont traversé et traversent encore les mouvements contestataires et révolutionnaires. Prenons à cet égard l'exemple des contributions de Marx qui sont souvent décriées, mais parfois saluées dans plusieurs doctrines à tendance anarchiste comme l'opéraïsme et le mouvement autonome (Albertani, 2003). Aux fins de notre analyse, nous utiliserons plutôt une classification des idéologies en deux catégories soit la verticalité, d'une part, et l'horizontalité, d'autre part. Cette classification basée sur les courants théoriques favorisant ces deux paradigmes nous semble plus féconde en regard de notre problématique.

Les courants de pensée autour de la verticalité et de l'horizontalité sont balisés par des couples conceptuels qui les spécifient comme le sujet collectif ou le sujet individuel, la démocratie représentative ou la démocratie participative voire directe, l'organisation politique ou le réseau, la transcendance ou l'immanence. Parmi les penseurs de l'horizontalité, nous avons choisi trois théoriciens dont les apports ont eu une influence marquante dans les NMS. Il s'agit du sociologue Manuel Castells et son modèle de la société en réseaux, les philosophes Gilles Deleuze et Félix Guattari avec le concept de rhizome appliqué à la société, et le théoricien de la politique Michael Hardt et le philosophe Toni Negri avec leur théorie de la multitude et de l'Empire. Finalement, nous allons aborder Antonio Gramsci et son concept de l'intellectuel organique comme penseur de la verticalité et de la transversalité. On peut voir dans sa conception du parti, une structure verticale, la concrétisation ultime de son concept, soit « l'intellectuel collectif » (Piotte, 2010, p. 67). Par ailleurs, il est aussi vu comme l'auteur de la

réconciliation entre les notions de verticalité et d'horizontalité notamment par Laclau et Mouffe.

2.3.1 Manuel Castells : la communication de masse individuelle

Manuel Castells est un auteur largement connu dans les milieux scientifiques et profanes pour sa trilogie *L'Ère de l'information* publiée entre 1998 et 1999. Reprenant les schèmes de la société globale de l'information, Castells revendique pour sa part le concept spécifique de « capitalisme informationnel », un mode de développement qui aurait remplacé le capitalisme industriel et préindustriel (Ouellet, 2016; Smyrnaios, 2006). Pour Castells, qui défend le choix de ce terme, il « [...] caractérise une forme particulière d'organisation sociale, dans laquelle la création, le traitement et la transmission de l'information deviennent de[s] sources premières de la productivité et du pouvoir, en raison des nouvelles conditions technologiques apparaissant dans cette période historique-ci. » (Castells, 1998, pp. 44-45 cité dans Smyrnaios, 2006, p. 120).

Cette forme d'organisation est « la société en réseaux », un thème qu'il développe dans le premier tome de sa trilogie. Celle-ci aurait émergé dans les années 1970 à la faveur des innovations technologiques issues de la Silicon Valley. La société en réseaux qui aurait opéré une restructuration des « rapports sociaux sous la forme de réseaux », adopterait un mode de développement « [..] qui fonctionne de manière réticulaire et autoréférentielle et qui se reproduit en dehors des relations sociales. » (Ouellet, 2016, p. 28). En ce sens, Castells remet question les rapports de forces sociaux et économiques comme moteur de la transformation sociale au profit d'un modèle théorique basé sur la reconfiguration fluctuante de réseaux constitués de sujets et d'organisations qui s'associent et se dissocient selon leurs intérêts. Dans son modèle, le pouvoir n'est plus concentré dans les institutions (États), les organisations (corporations) ou les contrôleurs symboliques (médias de masse, églises, etc.), mais « *It is diffused in global networks of wealth, power, information, and images, which*

circulate and transmute in a system of variable geometry and dematerialized geography. » (Castells, 2010, p. 224).

Par conséquent, dans cette société en réseaux, l'information, la communication et l'appropriation des nouvelles technologies deviennent le centre des enjeux de transformation sociale et politique.

> *What I sensed then, and believe now, is that power is based on the control of communication and information, be it the macro-power of the state and media corporations or the micro-power of organizations of all sorts. [...] But power relies on the control of communication, as counterpower depends on breaking through such control. [...] Communication power is at the heart of the structure and dynamics of society.* (Castells, 2009, p. 3)

De plus, Castells voit dans le développement des technologies de l'information et leur accessibilité, les conditions de l'instauration d'une démocratie directe et participative. Sa vision est empreinte « d'un déterminisme de la performance technologique » (Cardon et Granjon, 2013, p. 136). Elle s'inscrit dans le courant des utopies technologiques qui ont accompagné la genèse et la mise en place du web et d'Internet et qui perdurent encore aujourd'hui (Garnham, 2000).

Il développe notamment dans le livre *Communication Power* (2009) une thèse, résumée lors d'une conférence intitulée *Ni dieu ni Maitre : les réseaux* (2012), où il défend l'idée de « communication de masse individuelle » (*mass self-communication*). Contrairement à la communication de masse, la communication de masse individuelle qui se déploie essentiellement sur un plan numérique, au niveau mondial, se distingue par « [l']émission de messages de beaucoup a beaucoup, interactive (tout émetteur est aussi récepteur), multimodale, en temps choisi, à la fois locale et globalisée, à travers des réseaux de communication largement incontrôlés. » (Castells, 2012, p. 4). S'appuyant sur les exemples du Printemps arabe et du mouvement des Indignés en Espagne, il avance que cette communication de masse est en train de faire basculer les

rapports de pouvoir en « élargissant les champs d'action des contre-pouvoirs. » (Castells, 2012, p. 5).

Bien qu'on ne puisse nier l'incidence positive des médias socionumériques dans les mobilisations de masse, il reste, comme l'énonce Fabien Granjon, que le web ne fait pas à lui seul la révolution :

> Mais encore faut-il rappeler, d'une part, que ce qui se présente comme une conversion vers l'action politique hors ligne dépend de dynamiques préalables (un mécontentement, une crise, etc.) et, d'autre part, que son succès tient également à d'autres logiques (comme l'établissement de rapports de force) qui n'ont que peu à voir avec Internet. (Granjon, 2011, paragr. 13)

Dans son ouvrage *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, Castells semble dire que le but des mouvements sociaux n'est pas en premier lieu de devenir un acteur politique ou de constituer une organisation politique, mais tient essentiellement dans l'existence même du mouvement, comme exercice (ou création) de la démocratie.

> *In the last analysis, the legacy of a social movement is made of the cultural change it has produced through its action. Because if we think differently about some critical dimensions of our personal and social lives, the institutions will have to yield at some point. [...] In this regard, what appears to be the possible legacy of the networked social movements still in the making? Democracy. A new form of democracy.* (Castells, 2015, p. 315)

Ainsi, la construction même du mouvement est réifiée : sa performativité tient dans sa pratique comme terrain d'essai de la démocratie et du vivre-ensemble, et non dans l'atteinte de ses revendications.

> *These networked social movements are new forms of democratic movements, movements that are reconstructing the public sphere in the space of autonomy built around the interaction between local places and Internet networks, movements that are experimenting with assembly-based decision-making and*

> *reconstructing trust as a foundation for human interaction.* (Castells, 2015, p. 316)

On retrouve de toute évidence dans les affirmations de Castells plusieurs conceptions emblématiques et fondatrices des NMS et de sa tendance horizontaliste : le mouvement pour soi, la démocratie directe, le rejet de la hiérarchie ou l'espace autonome[14] qui engendre une forme de désinvestissement de l'arène publique et politique en privilégiant un « devenir maintenant ».

2.3.2 Gilles Deleuze et Félix Guattari : le rhizome comme modèle épistémologique

Dans un registre complètement différent des postulats de Castells, la rencontre des philosophes Gilles Deleuze et Félix Guattari a inspiré quelques générations de militantes et militantes notamment par leurs écrits *Capitalisme et schizophrénie,* dont les deux tomes, *L'Anti-Œdipe* et *Mille Plateaux,* sont publiés respectivement en 1972 et 1980. Leurs réflexions qui se situent dans l'après-Mai 68 et le déclin des organisations communistes proposent à travers la critique du capitalisme et de la psychanalyse, une relecture de la société et des grandes catégories philosophiques (Berardi, 2001; Garo et Sauvagnargues, 2012).

Se fondant sur le principe d'immanence, ils ont pensé un modèle explicatif et épistémologique[15], la théorie du rhizome, à partir des travaux en mathématiques sur les fractales. Le rhizome s'oppose à l'arborescence qui comporte une structure hiérarchique et des relations de subordination partant des racines aux ramifications (Antonioli, 2009). En ce sens, le modèle du rhizome donne à chaque élément du

---

[14] L'idée d'espace autonome s'est matérialiser notamment autour du concept de zone autonome temporaire (ZAT), popularisé par Hakim Bey, et ensuite par celui de zone autonome à défendre (ZAD), à la base de lutte comme celle de Notre-Dame-des-Landes, en France.

[15] En effet, leur modèle s'oppose au paradigme de l'arbre de la connaissance.

« système » une forme d'indépendance, et une possibilité de s'influencer entre eux, quel que soit leur position ou le moment choisi :

> Principes de connexion et d'hétérogénéité : n'importe quel point d'un rhizome peut être connecté avec n'importe quel autre, et doit l'être. C'est très différent de l'arbre ou de la racine qui fixent un point [...] Un rhizome ne cesserait de connecter des chaînons sémiotiques, des organisations de pouvoir, des occurrences renvoyant aux arts, aux sciences, aux luttes sociales. (Deleuze et Guattari, 1980, p. 13-14)

À ce principe de connexion et d'hétérogénéité, s'ajoutent ceux de multiplicité, de rupture a-signifiante et, finalement, de cartographie et de décalcomanie, ouvrant en ce sens de nouvelles perspectives pour une philosophie de la multiplicité.

Ainsi, le rhizome dont la structure s'oppose à la verticalité devient une figure conceptuelle de l'horizontalité. Or, cette perspective théorique, qui est bien différente de celle de Castells, explique l'affiliation relativement simpliste qui en est faite avec la pensée californienne et les tenants de l'utopie technologique par sa parenté avec le concept de réseau. Dans un texte intitulé *Techno-nomadisme et pensée rhizomatique*, Berardi, philosophe et militant des radios libres avec Guattari, répond aux arguments de Richard Barbrook, chercheur en sociopolitique, à cet effet : « La pensée de Deleuze et Guattari voit le capitalisme en termes de flux sémiotiques et situe à ce niveau un potentiel de critique et de transformation exprimé en termes d'auto-organisation moléculaire. » (Berardi, 2001, p. 201).

On peut trouver également dans le parcours de Deleuze et Guattari, des influences théoriques qui expliquent leur pensée et la distinguent foncièrement du modèle californien basé sur l'Internet et ses pratiques collaboratives. En effet, les idées de Marx et Althusser ont formé les prémisses de la pensée deleuzienne (Garo et Sauvagnargues, 2012). Cela dit, revisitant ces théories, il va revendiquer la primauté de la différence

sur la contradiction, ce qui a des implications certaines au niveau d'une pensée politique :

> Avec Deleuze, la différence et son jeu dispersif deviennent un facteur d'action politique plus violent que le facteur d'attraction unitaire d'une organisation. Or, ce sont cette différence et cette dispersion dont les organisations étudiantes, syndicales ou les partis n'arrivaient pas à tenir compte, parce qu'ils étaient entièrement pris dans une vision unanimiste de l'organisation. Deleuze, avec son primat de la différence, nous permet ainsi de retrouver Marx, en dehors de la vision orthodoxe centrée et souveraine d'un parti. (Garo et Sauvagnargues, 2012, p. 17)

Pour sa part, Guattari a insufflé dans ses collaborations avec Deleuze, qui s'est consacré plus à la critique qu'à l'engagement politique, une réflexion sous-jacente ancrée sur une praxis militante auprès du Parti communiste français, de la Voie communiste et des mouvements syndicaux (Garo et Sauvagnargues, 2012). Sur la base de son expérience dans ces mouvements qu'il a ensuite quittés, et sa pratique de la psychanalyse à la clinique de La Borde[16], Guattari a développé une réflexion sur la transversalité à travers notamment l'ouvrage *Psychanalyse et transversalité* paru en 1972. Cette idée de transversalité qui est d'ailleurs utilisée d'une autre manière chez Laclau et Mouffe comme nous le verrons plus tard remet en question les structures de pouvoirs traditionnelles. Sauvagnargues dans l'article *Deleuze, Guattari et Marx* résume la pensée de Guattari :

> Les groupes assujettis fonctionnent selon une hiérarchie verticale de domination, du type commandement-obéissance, qui implique horizontalement des niveaux hiérarchisés de même ordre. Or, précisément, la transversalité propose de multiplier les connexions diagonales, pour échapper à ces relations verticales et horizontales de subordination, pour déjouer stratégiquement les formations de

---

[16] Fondé en 1953 par le Dr Jean Ourdy, la Clinique La Borde propose l'approche de la psychothérapie institutionnelle qui s'oppose à l'institution de type concentrationnaire. Elle va fonctionner sur un mode d'autogestion qui réunit personnels soignants et bénéficiaires des soins.

> pouvoir qui gangrènent si facilement « groupes et groupuscules ». (Garo et Sauvagnargues, 2012, p. 18).

Finalement, l'action politique de Guattari en soutien à diverses causes mondialisées comme la lutte des Palestiniens et la « redémocratisation » du Brésil ainsi que sa participation à la création des radios libres en France, auront contribué à faire connaitre la pensée rhizomatique auprès des milieux activistes, notamment auprès des médiactivistes de la tendance expressiviste (Cardon et Granjon, 2003a).

2.3.3 Michael Hardt et Toni Negri : le travail immatériel

Peu de temps après la sortie de *L'Ère de l'information* de Castells, Michael Hardt et Toni Negri publient *Empire*, en 2000, et ensuite *Multitude : guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, en 2004, qui poursuit la réflexion du premier opus sur la notion de « multitude », et finalement *Commonwealth* en 2009. Ces publications coïncident avec l'amplification du mouvement altermondialiste déclenchée notamment par les manifestations au sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tenu à Seattle en 1999. *Empire*, publié dans plusieurs langues, est largement considéré comme une influence majeure du mouvement antimondialisation par sa lecture postmarxiste des nouveaux paradigmes économiques, sociaux et politiques du système mondial de ce nouveau millénaire (Albertani, 2003; Granjon, 2002). Cela dit, les travaux de Hardt et Negri qui s'inscrivent d'une certaine façon dans la perspective de la société en réseaux, reprennent un lexique propre aux avancées théoriques de Deleuze et Guattari, comme la déterritorialisation et le nomadisme, et des éléments de la pensée de Foucault, notamment le biopouvoir et la biopolitique (Albertani, 2003; Ouellet, 2016).

Un des coauteurs, Toni Negri, figure importante avec Mario Tronti du mouvement postmarxiste italien l'opéraïsme, a cofondé en 1969 le parti Potere Operaio. En exil en France durant 14 ans, accusé d'avoir participé au meurtre d'Aldo Moro avec les Brigades rouges, il y fait la rencontre de représentants du poststructuralisme qui ont

une influence sur sa pensée. Il revient en Italie en 1997 après avoir terminé la rédaction d'*Empire* avec Michael Hardt, critique littéraire et théoricien politique américain.

Dans *Empire*, les auteurs proposent un cadre théorique qui permet d'expliquer les « nouvelles formes du pouvoir capitaliste » dans le cadre du processus de globalisation (Granjon, 2002, p. 1). De plus, à l'instar de Castells qui renomme le mode actuel sous le terme de capitalisme informationnel, Hardt et Negri proposent plutôt la désignation de capitalisme cognitif qui fait référence à l'intellectualité comme nouvelle donnée dans les rapports de production (Ouellet, 2016). Ce pouvoir capitaliste, ce nouveau sujet politique qui fonde l'ordre mondial, désigné par le concept d'Empire, est résumé ainsi par Maxime Ouellet dans son livre, *La révolution culturelle du capital* :

> Hardt et Negri utilisent le concept d'Empire pour décrire le passage de la forme moderne d'organisation du pouvoir centrée sur la souveraineté territoriale a une nouvelle configuration de l'ordre mondial qui prend la forme d'un réseau déterritorialisé. [...] L'empire se serait constitué grâce à une modification radicale du mode de production capitaliste, qui se caractériserait désormais par l'informatisation de la production. (Ouellet, 2016, p. 30)

Selon les auteurs, ces nouvelles conditions économiques et technologiques du système créées notamment par l'informatisation engendrent le travail immatériel, une nouvelle catégorie qui succèderait au travail industriel de l'ère moderne. Ainsi, Hardt et Negri revendiquent la mise en place d'une économie fondée sur la connaissance et l'intellectualité. Celle-ci finirait par s'opposer au capitalisme cognitif

> [...] étant le résultat d'un processus de restructuration par lequel le capital tente d'absorber et de soumettre à sa logique, de manière parasitaire, les conditions collectives de la production des connaissances, en étouffant le potentiel d'émancipation inscrit dans la société du *general intellect*. (Negri et Vercellone, 2008, p. 41)

En ce sens, les conditions de production propres au capitalisme cognitif favorisent la création d'une nouvelle classe de dominés, composée d'une force de travail

intellectuelle organisée en réseaux (intellectualité de masse), mais aussi, d'une nouvelle subjectivité, soit l'individu en réseau (Granjon, 2002; Ouellet, 2016). Cette nouvelle subjectivité produite par le travail immatériel dans ses pratiques collaboratives et caractérisée par l'acquisition de « connaissance, communication, jeux de langage », s'avèrerait, pour Hardt et Negri, devenir la nouvelle force oppositionnelle (Granjon, 2005, p. 2).

Ainsi, transcendant les États devenus factices, l'Empire, par sa gestion biopolitique « investissant et régulant la production de la vie sociale dans son intégralité », institue un nouvel antagonisme qui rayonne sur un plan international (Granjon, 2002, p. 2). Hardt et Negri avancent même que ce système, malgré son apparente performativité, génère les conditions de sa disparition. Ils considèrent aussi que la recréation d'une nouvelle démocratie exige la séparation de la société civile de l'État ainsi que le social du politique. Les conditions pour réaliser cette séparation seraient maintenant fournies par la nature même de la crise contemporaine qui détruit les formes de médiations de la modernité. Hardt et Negri expliquent dans une entrevue : « *In fact, the passage to political postmodernity and the practical recognition of the role of biopower and biopolitics is key to going beyond the bourgeois separation between the social and the political.* » (Hardt et Negri cités dans Brown et Szeman, 2005, p. 378). Au même titre, ils considèrent également que l'avènement de l'Empire comme mode nouveau est en quelque sorte une victoire de la classe ouvrière qui aurait forcé l'ancien système à se métamorphoser créant dans la foulée un immense potentiel révolutionnaire (Albertani, 2003; Granjon, 2002).

Donc pour Hardt et Negri, la lutte contre la domination opposerait maintenant la multitude contre l'Empire. Cette multitude, inspirée d'un concept de Spinoza qui désigne un « ensemble humain indifférencié et sauvage, pas encore organisé au sein d'un État » (Albertani, 2003, p. 13) est reprise ici d'une manière positive. Cette catégorie renvoie à un sujet pluriel et ouvert, au-delà des enclaves nationales, et

s'oppose aux notions de peuple ou de classe associées à des principes d'identité et d'homogénéité. (Albertani, 2003; Granjon, 2005). Elle rassemble tous les individus opprimés par le nouvel ordre mondial : « Il n'y a pas de différence qualitative séparant les pauvres des diverses catégories de travailleurs. En revanche, il est une condition existentielle et une activité créative partagée qui définit la multitude dans son ensemble. » (Hardt et Negri, 2004, p. 168, cités dans Granjon, 2005, p. 2).

Donc, selon Hardt et Negri, la multitude dotée d'outils et d'aptitudes sociales partagées grâce au travail immatériel fondé par les nouvelles technologies de l'information, peut potentiellement s'organiser en réseaux de luttes et ainsi abandonner les formes anciennes d'action politique : « Le projet politique que doit se donner la multitude pour exister doit, selon les auteurs, s'organiser autour de la critique des formes contemporaines de la représentation, du refus de la misère et d'une opposition farouche à la guerre civile généralisée. » (Granjon, 2005, p. 3)

Par ailleurs, Nicholas Brown et Imre Szeman, dans une discussion avec les auteurs, soulèvent la question du paradoxe de leur concept. En effet, d'une part le projet de la multitude est mis de l'avant comme la construction d'une vie en commun, comme l'expansion des communs dans le cadre d'une démocratie globale et, d'autre part, la multitude ne peut se réduire à une unité et doit rester le foyer des singularités et des pluralités. Hardt et Negri répondent à ce propos :

> It would be senseless to ask the multitude to become 'civil society' and it would be equally ridiculous, on the other side, to demand that it form a party or any fixed structure of organization. [...] What the concept of multitude indicates instead, (and we see this emerging in movements everywhere today) is a social organization defined by the ability to act in common without unification. (Hardt et Negri cités dans Brown et Szeman, 2005, p. 378-379)

Sans nier l'importance de la formation des identités à travers la production locale, Hardt et Negri critiquent l'implication dans des combats de défense à caractère national ou

local, prétendant que ceux-ci détournent les efforts envers la lutte contre l'ennemi principal, l'Empire (Granjon, 2002; Mouffe, 2016).

Ainsi, on voit à travers les réflexions théoriques de Castells et des duos Deleuze et Guattari ainsi que Hardt et Negri, certains des fondements idéologiques de l'horizontalisme dans les NMS. Ces postulats théoriques serviront de points d'ancrage dans l'analyse du positionnement des médias alternatifs au cœur de cette recherche. Cela dit, malgré ce fil conducteur constitué par l'idée de réseau, nous remarquons que les appartenances et sources idéologiques de ces trois théories sont relativement disparates. Quoi qu'il en soit, pour celles-ci, la question du sujet collectif est soit bannie, soit éludée.

2.3.4 Gramsci et le rôle de l'intellectuel

Antonio Gramsci est un philosophe, écrivain et théoricien politique italien d'origine albanaise, fondateur du Parti communiste italien, décédé en 1937. Il a fait un long séjour en prison où il a élaboré l'essentiel de sa pensée. Il se distancie d'une partie de la doctrine marxiste, notamment par sa conception du rôle de l'intellectuel et de la nature de l'idéologie. En effet, pour Gramsci, l'idéologie n'est pas directement déterminée par les bases matérielles et économiques d'une société. L'intellectuel organique, de la classe ouvrière ou de la classe capitaliste, possède à cet effet une relative autonomie et contribue à produire les conditions subjectives de l'hégémonie.

> La place et la fonction des classes sociales délimitent le cadre dans lequel s'exerce l'activité des intellectuels, mais ceux-ci, en retour, agissent sur ce cadre et même le transforment. Nous n'avons pas un déterminisme pur, mais une causalité circulaire : la nécessité de la place et de la fonction des classes sociales est en rapport dialectique avec la liberté des intellectuels ou, plus précisément, cette place et cette fonction situent et limitent cette liberté sans l'annihiler. (Piotte, 2010, p. 28)

Le concept de l'intellectuel organique est intéressant en ce qu'il nous permet d'analyser la dichotomie entre horizontalité et verticalité dans les mouvements sociaux ainsi que le rôle des intellectuels des médias alternatifs dans la production de savoir. Pour l'étude du rôle de l'intellectuel chez Gramsci, nous utiliserons essentiellement l'ouvrage de synthèse écrit par Jean-Marc Piotte en 1970 : *La pensée politique de Gramsci.* [17]

Gramsci définit l'intellectuel en dehors du sens habituel de créateur d'idées. Il considère que la distinction entre « intellectuel » et « manuel », abordée du point de de la production du travail est inadéquate. En effet, dans toute activité, il y a une proportion de travail intellectuel et manuel. La délimitation de cette catégorie en fonction d'un ratio est donc totalement arbitraire et relève d'une construction culturelle. Ainsi, en postulant que tous les humains sont des intellectuels, Gramsci souscrit à une forme d'« égalité des intelligences », une conception qui rencontre les réflexions de penseurs contemporains comme Rancière dans *Le maitre ignorant* (2013).

Gramsci propose un autre critère de différenciation : « l'intellectuel sera défini par la place et la *fonction* qu'il occupe dans l'ensemble des rapports sociaux. » (Piotte, 2010, p. 19). De cette différenciation découlent deux types d'intellectuels : organique et traditionnel. La première définition, de nature sociologique, s'intéresse à la place et la fonction de l'intellectuel dans une structure sociale. Il s'agit de l'intellectuel organique. La deuxième définition est de nature historique et concerne l'intellectuel traditionnel qui désigne « les intellectuels organiquement reliés à des classes disparues ou en voie de disparition. » (Piotte, 2010, p. 17).

---

[17] Cependant, en accord avec la proposition de Laclau et Mouffe (2009) sur la remise en question de la classe ouvrière comme sujet collectif universel, nous nous dissocierons dans cette étude d'un présupposé de classe révolutionnaire pour adopter plutôt des catégories incluant les groupes et mouvements sociaux.

Pour Gramsci, il n'existe pas de classes sociales sans les intellectuels qui lui sont reliés organiquement. Chaque groupe social qui émerge dans des conditions socio-économiques déterminées, crée du même coup, organiquement, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui œuvrent à sa cohésion et à la conscience de sa « mission ». Ainsi, l'intellectuel est le produit historique d'un moment spécifique et joue un rôle majeur dans tout projet hégémonique.

Gramsci qui fonde dans un premier temps sa définition à partir de classes fondamentales, soit les classes ouvrières et capitalistes va attribuer des tâches spécifiques à l'intellectuel organique : « Les intellectuels qu'une classe crée au cours de son développement progressif accomplissent des tâches qui sont la plupart du temps des spécialisations des activités intellectuelles impliquées à l'origine dans la fonction qu'exerce cette classe par la place qu'elle occupe dans le mode de production. » (Piotte, 2010, p. 21). Ainsi, Gramsci définit quatre fonctions principales : économique, hégémonique, coercitive ainsi que la fonction d'homogénéisation et d'autonomisation.

Premièrement, les intellectuels organiques sont les organisateurs de la fonction économique de la classe à laquelle ils sont reliés que ce soit celle des capitalistes ou de la classe ouvrière. Gramsci donne des exemples historiques de classes qui ont produit uniquement des intellectuels dédiés aux affaires économiques. Cette situation caractérisée par l'absence d'intellectuels au niveau politique ou hégémonique a affaibli la classe en question. Il évoque à ce propos le cas des syndicats de la classe ouvrière américaine qui sont marqués par le trade-unionisme, se cantonnant dans une posture économico-corporative.

Deuxièmement, les intellectuels sont les « porteurs de la fonction hégémonique qu'exerce la classe dominante dans la société civile. » (Piotte, 2010, p. 22). Impliqués dans les organisations culturelles de la société ainsi que dans les formations politiques de la classe dominante, ils occupent des emplois stratégiques dans les milieux scolaire

ou médiatique où ils travaillent au consentement des classes dominées envers l'orientation donnée à la société par la classe dominante. La classe ouvrière possède également ses intellectuels au niveau hégémonique. Il s'agit de militants, du parti lui-même ou de toutes autres formes d'organisation d'éducation populaire. Selon Gramsci, seules les classes fondamentales, qui peuvent prétendre à l'hégémonie, sont en mesure de produire une masse suffisante d'intellectuels. Cela dit, dans la perspective des sociétés complexes, les mouvements sociaux déploient leurs propres contingents d'intellectuels associés à des tâches politiques ou de sensibilisation. Plusieurs médias alternatifs, du moins ceux qui portent un discours social et politique, jouent en ce sens le rôle d'intellectuels organiques en faisant connaitre les revendications d'une partie ou de l'ensemble des « subalternes ».

Troisièmement, les intellectuels sont également dans l'organisation de la coercition exercée par la classe dominante par le biais de l'appareil d'État. Ils occupent alors des fonctions au niveau administratif, politique, judiciaire et militaire. Les classes dominées (ou les subalternes) vont s'opposer à cette situation de coercition en tentant de créer un État dans l'État. Ils vont alors utiliser les outils démocratiques disponibles afin d'avoir un certain contrôle sur les prises de décision.

Quatrièmement, le travail de l'intellectuel organique est de « susciter, chez les membres de la classe à laquelle il est relié organiquement, une prise de conscience de leur communauté d'intérêts, de provoquer au sein de cette classe une conception du monde *homogène* et *autonome*. » (Piotte, 2010, p. 23). La conception du monde d'une classe sociale est déterminée par sa situation dans l'organisation sociale et les rapports de production. Dans le cas de la classe ouvrière, il s'agit de la prise de conscience de sa dépossession des moyens de production et de son exploitation par la création de la plus-value. Dans le cas d'un groupe social, elle serait fondée sur sa condition de dominé. Cette conception du monde est influencée et détournée par les idéologies des

classes sociales dominantes dans un continuum historique spécifique : elle est hétéroclite.

L'intellectuel adopte une position distanciée de sa classe ou groupe social par son travail d'homogénéisation et d'autonomisation de cette conception du monde. Pour Gramsci, ce processus s'accomplit également à travers un exposé historique critique des différentes forces en présence et de leurs idéologies. En résumé, cette fonction de l'intellectuel mobilise deux niveaux, soit le savoir et sa diffusion.

> Ainsi la transformation des structures sociales exige des conflits objectifs, nécessaires, mais exige aussi la conscience et la volonté de résoudre ces conflits. Sans intellectuel, pas de transformation : la liberté est un élément essentiel du processus historique : la seule nécessité où le déterminisme mécanique est a-historique. (Piotte, 2010, p. 29)

Par sa conception de l'intellectuel organique et son rôle central dans l'édifice social, Gramsci revendique le fait que la connaissance constitue un pouvoir. Ainsi, dans notre étude, le concept d'intellectuel organique de Gramsci sera un apport intéressant pour l'analyse des médias alternatifs qu'il soit porteur de la critique contre-hégémonique ou expressiviste. En effet, l'extension très grande que Gramsci lui a donnée « en définissant la catégorie des intellectuels par la place et la fonction qu'ils occupent au sein d'une structure sociale historiquement déterminée » permet d'aborder très largement les contributions des médiactivistes (Piotte, 2010, p. 41).

2.3.5 Réconcilier la verticalité et l'horizontalité avec Gramsci

Entre la verticalité et l'horizontalité, il existe une autre voie qui est portée par les tenants de l'articulation entre l'horizontalité et la verticalité. Parmi ceux-ci, il y a les théoriciens Chantal Mouffe et Ernesto Laclau qui ont eu un rôle dans l'avènement du Parti Podemos en Espagne, en apportant notamment l'idée de transversalité. À la base de leurs apports théoriques, il y a justement une revalorisation de la pensée de Gramsci,

qui pourrait constituer un outil de médiation dans la réconciliation de ces deux axes présents dans les mouvements sociaux.

Cela dit, l'utilisation de l'héritage gramscien provoque en lui-même des débats dans les milieux intellectuels et militants. Ainsi, pour plusieurs, les théories de Gramsci sont empreintes d'autoritarisme ou simplement obsolètes, car elles ne correspondraient plus aux nouvelles réalités sociales, économiques et politiques. À ce propos, dans un article portant sur les lectures de Gramsci dans les mouvements sociaux contemporains, Ciavollela avance que les idées du penseur et révolutionnaire italien, sont mal interprétées par les militants, qu'ils en soient continuateurs ou détracteurs : « Gramsci se voit ainsi tiraillé, par ses lecteurs contemporains, entre les deux termes des couples conceptuels qu'il a proposés dans ses réflexions : société politique et société civile, guerre de position et guerre de mouvement, hégémonie et résistance, etc. » (Ciavolella, 2015, p. 112). Selon lui, cette méconnaissance empêche de comprendre que la théorie de Gramsci propose plutôt « [...] de voir dans l'articulation et le développement des réflexions des *Cahiers* une théorie politique du dépassement de la dialectique sans issue entre hégémonie d'en haut et résistance d'en bas. » (Ciavolella, 2015, p. 112), antinomie qui est au cœur des tensions entre l'horizontalité et la verticalité dans les mouvements sociaux.

Ainsi, à l'encontre de Laclau et Mouffe, plusieurs auteurs contemporains, comme James Scott, Richard Day[18] ou d'autres associés aux *Subaltern Studies,* contestent les usages de la pensée de Gramsci et affirment son inactualité. Richard Day et d'autres « penseurs libertaires critiques » attribueraient à Gramsci une conception léniniste, verticale, tant sur le plan de la constitution de l'organisation politique prérévolutionnaire que celle du pouvoir révolutionnaire qui « [...] proposerait l'instauration d'une autre hégémonie qui, quoique prolétaire, s'imposerait de manière

---

[18] Richard Day a publié *Gramsci is Dead: Anarchist Currents in the Newest Social Movements* (2005).

hétéronome sur le complexe varié et fragmenté de subjectivités sociales et culturelles. » (Ciavolella, 2015, p. 116). D'autres comme James Scott et certains auteurs des *Subaltern Studies* orientent leurs critiques spécifiquement envers la théorie de l'hégémonie de Gramsci, argumentant que cette théorie déprécie les tactiques de résistance des masses subalternes et leurs capacités en soi d'accéder à une conscience politique.

2.4 Laclau et Mouffe : transversalité et articulation des luttes dans le capitalisme avancé

Au tournant des années 1980, Laclau et Mouffe, prenant la mesure des difficultés de la gauche et des sociaux-démocrates à réarticuler une politique dans laquelle s'inscriraient les aspirations et les luttes démocratiques, et plus seulement celles de la classe ouvrière, rédigent leur ouvrage *Hégémonie et stratégie socialiste* (2009) : « Nous voulions intervenir dans le débat qui avait alors cours sur la nature des nouveaux mouvements sociaux et le rôle qu'ils étaient censés jouer dans la lutte socialiste. » (Mouffe, 2010a, p. 84).

Reprenant les thèses de Gramsci et s'inspirant du post-structuralisme, ils actualisent le fondement du sujet politique en ouvrant le concept initialement dévolu à la classe ouvrière aux groupes « subalternes » qui incluent les nouvelles subjectivités apparues à l'ère postindustrielle (Ciavolella, 2015; Mouffe, 2010a).

> La théorie gramscienne de l'hégémonie, au contraire, admet la complexité sociale comme la condition même de la lutte politique et — à travers son triple déplacement de la théorie léniniste des « alliances de classes » — établit les fondements d'une pratique démocratique de la politique, compatible avec une pluralité de sujets politiques. (Laclau et Mouffe, 2009, p. 146-147)

En revendiquant l'idée de la pluralité des sujets collectifs, ils opérationnalisent aussi le concept d'hégémonie de Gramsci, considéré comme obsolète dans le cadre des sociétés complexes (Laclau et Mouffe, 2009).

Ainsi, critiquant le projet communiste et ses assises marxistes et léninistes, les auteurs revendiquent le projet émancipateur d'une démocratie radicale, plurielle et agnostique, en adéquation avec leur redéfinition du sujet collectif (Mouffe, 2010a). Pour soutenir cette proposition, ils ont développé un modèle théorique que nous aborderons en partie seulement à travers les concepts de transversalité et d'articulation des luttes, notamment évoqués par Brustier dans l'article sur Nuit debout (2016).

Le projet de démocratie radicale a eu une influence auprès « des populismes sociaux latino-américains aux mouvements de la gauche radicale sud-européenne, tels que les Grecs de Syriza ou les Espagnols de Podemos, nés de la crise économique et des contestations basistes de la social-démocratie qu'incarnèrent les Indignés espagnols. » (Vitiello, 2015, p. 395). On retrouve d'ailleurs le concept de transversalité dans les discours de Pablo Iglesias, secrétaire général du parti espagnol Podemos, fondé en 2014, dont les bases politiques se sont nourries à même les travaux de Mouffe et Laclau. C'est par la transversalité que Podemos vise à « construire un peuple ». Dans un article sur le phénomène espagnol publié dans Slate.fr, Brustier explique :

> Dans le débat actuel, cette transversalité consiste en la définition d'une frontière politique élites-peuples. Stratégie permettant *in fine* d'édifier un « sujet politique nouveau » par la « construction » d'un « peuple », elle transcende l'aporie des « gauches irréconciliables » et permet d'envisager un *processus de transformation.* Elle constitue surtout une prolongation des thèses d'Antonio Gramsci et un effort de redéfinition des formes politiques dans la crise. (Brustier, 2016b, s. p.)

Ce projet politique de Podemos prend notamment sa source dans des écrits ultérieurs à *Hégémonie et stratégie socialiste.* En effet, Ernesto Laclau a publié en 2005, la *Raison*

populiste qui pousse plus loin les fondements de la théorie de la démocratie radicale, en développant l'idée d'un populisme de gauche. Pour Laclau, le peuple doit « se faire », c'est-à-dire qu'il n'est pas fondé d'avance : « [...] le "peuple" ne constitue pas une expression idéologique, mais une relation réelle entre des acteurs sociaux. Autrement dit, c'est une manière de constituer l'unité du groupe. » (Laclau, 2008, p. 91). En ce sens, le peuple se créé dans la spécification d'un antagonisme qui, pour les auteurs, ne relève plus de la dualité capital-travail ou d'une opposition au capitalisme, mais qui se situe ici entre les dominés et les élites.

Cette création d'un peuple, d'une nouvelle hégémonie, se réalise dans nos sociétés complexes par l'articulation des « demandes » plurielles de groupes sociaux grâce à des chaines d'équivalence discursives : « [...] l'émergence du "peuple" exige le passage — via des équivalences — de demandes isolées hétérogènes à une demande "globale" qui implique la formation de frontières politiques et la construction discursive du pouvoir comme force antagonique [...] » (Laclau, 2008, p. 133). Ainsi, dans la conception de Laclau, la notion de « peuple » représente un signifiant vide et flottant qui permet ainsi la constitution d'une totalité inclusive et hétérogène d'identités subjectives délimitée et fondée par un processus discursif d'exclusion des adversaires identifiés : « Dans le domaine des identités collectives, il s'agit toujours de la création d'un "nous " par la délimitation d'un "eux". » (Mouffe, 2016, p. 20).

2.4.1 L'espace social comme espace discursif

Pour comprendre cette proposition théorique, il faut revenir aux assises de la pensée de Laclau et Mouffe. À la base de cette pensée, il y a une remise en question de plusieurs concepts marxistes et philosophiques, dont l'essentialisme et le déterminisme. Ils croient en la contingence et l'indécidabilité des phénomènes sociaux : les évènements auraient pu être autrement. Cette remise en question est basée sur l'étude des mouvements révolutionnaires des siècles derniers ainsi que sur un questionnement

quant aux comportements idéologiques et politiques de la classe ouvrière qui, dans les faits, n'a pas clairement assumé la mission annoncée par les théoriciens du communisme. Ainsi, Laclau et Mouffe rejettent la conception essentialiste du sujet collectif, notamment dans le postulat marxiste qui érige le prolétariat en tant que classe révolutionnaire et « universelle », la seule susceptible d'être le moteur de la transformation sociale, la seule représentante des intérêts des dominés. Autrement dit, pour les auteurs, le sujet politique n'est pas déterminé par sa place dans des rapports de production sociohistoriques spécifiques, mais par son articulation relationnelle dans une formation hégémonique. Il n'est jamais fixé.

S'appuyant notamment sur des travaux en linguistique et en psychanalyse comme ceux de Wittgenstein, Saussure et Lacan, Laclau et Mouffe considèrent plutôt que la constitution des identités collectives s'opère dans l'espace discursif du social :

> L'espace social doit être considéré comme un espace discursif si par discours on ne désigne pas seulement la parole et l'écriture, mais tout autant la liaison des mots aux actions qui leur sont attachées formant ainsi des totalités significatives (comme dans le cas des jeux de langage de Wittgenstein). (Laclau, 2000, p. 10)

Ainsi, la société s'ordonne autour d'un ensemble de référents symboliques qui sont le fruit de la créativité humaine et des rapports de force entre les acteurs. Ce sont ces interprétations du monde, ces discours, qui se confrontent au cœur des luttes pour l'hégémonie. En ce sens, les relations sociales s'incarnent dans le nominatif et le discursif.

Pour comprendre cette catégorie du « discours » comme fondement du social, les auteurs réfèrent au principe de Saussure avançant « qu'il n'y a pas de termes positifs dans le langage, mais seulement des différences » (Laclau, 2008, p. 86). Ils étendent cette considération à l'ensemble des signifiants. Ce qui implique que les identités ou

phénomènes sociaux, par exemple, se définissent dans ce qui les distingue et non dans l'énoncé d'une nature essentialiste. C'est ce qu'ils appellent la logique de différence.

Dans le cas des mouvements sociaux, la contestation de la subordination, en ce sens, n'est pas le fruit de la subordination elle-même, mais le fait d'un processus discursif de différenciation. Pour que la relation de subordination, « celle dans laquelle un agent est soumis aux décisions d'un autre », devienne une relation d'oppression, il doit y avoir « la présence d'un extérieur discursif depuis lequel le discours de subordination peut être interrompu » (Laclau et Mouffe, 2009, p. 268-269). C'est donc ce discours extérieur qui opère la différentiation et l'établissement de cette relation comme un lieu d'antagonisme. C'est, par exemple, l'arrivée du discours démocratique, il y a environ 200 ans, comme « nouvelle matrice de l'imaginaire social » qui a bousculé l'ordre ancien et constitué « un point nodal fondamental dans la construction du politique » (Laclau et Mouffe, 2009, p. 268-269).

À cette logique de différence s'associe la logique d'équivalence qui tend à constituer des totalités sociales. Si la première multiplie les particularités, la deuxième tend à substituer les éléments en réduisant le nombre de positions. Ces deux logiques, toujours en tension, forment le processus qui opère dans la constitution d'une hégémonie. Laclau et Mouffe vont parler du « développement équivalentiel entre des positions de sujets distinctes » qui permettent aux formes de résistances de se développer en lutte collective (2009, p. 276). Ce développement équivalentiel prend deux formes fondamentales : la relation de subordination qui devient une relation d'oppression grâce à un « déplacement de l'imaginaire démocratique » et celle qui survient lors de la remise en question de droits acquis ou dans le cadre de transformations sociales (Laclau et Mouffe, 2009, p. 276).

L'avènement des nouveaux mouvements sociaux s'inscrit justement dans des transformations sociales majeures, celle-ci engendrées par le néolibéralisme. En effet,

dans le capitalisme avancé, ce n'est plus seulement la force de travail de l'individu qui est subordonné au capital, c'est l'ensemble des aspects de sa vie qui font l'objet d'une marchandisation, d'une bureaucratisation ou d'une homogénéisation. Ce nouvel ordre a créé de nouvelles formes de subordination qui s'exprime à travers un ensemble de revendications valorisant les différences : « urbaines, écologistes, anti-autoritaires, anti-institutionnelles, féministes, anti-racistes, ethniques, régionales ou des minorités sexuelles » (Laclau et Mouffe, 2009, p. 277). Les auteurs diront à ce sujet que des deux grands thèmes du discours démocratique, soit égalité et liberté, celui de liberté a pris une place prédominante, mettant l'accent sur les luttes pour l'autonomie.

En ce sens, l'enjeu de ce nouveau contexte de résistance marqué par sa multiplicité, par son caractère polysémique, réside donc dans le processus permettant d'unifier ces différences sans les annihiler : « Nous sommes confrontés à l'émergence d'une *pluralité de sujets*, dont il n'est possible de penser les formes de constitution et la diversité qu'à condition de renoncer à la catégorie de "sujet" comme essence unifiée et unifiante. » (Laclau et Mouffe, 2009, p. 311-312). C'est donc par des chaines d'équivalence que les pratiques hégémoniques opèrent en unifiant les luttes sur une base d'égalité des revendications et par la mise en place d'un nouveau « sens commun ». C'est ce que Laclau et Mouffe appellent l'articulation hégémonique des formations discursives. Ce concept est directement puisé à même la pensée gramscienne : « Avec Gramsci, la politique est enfin conçue comme articulation, et à travers son concept de bloc historique, une complexité profonde et radicale est introduite dans la théorie du social. » (Laclau et Mouffe, 2009, p. 71)

Ainsi, en mettant l'attention sur la construction d'une hégémonie pluraliste, ou d'un peuple, la théorie de Laclau et Mouffe permettrait une réconciliation entre l'horizontalité et la verticalité comme posture idéologique dans l'organisation. Dans cette perspective, l'horizontalité qui s'inscrit elle-même en tant que revendication anti-autoritaire aurait pleinement sa place.

Cela dit, la proposition de Laclau et Mouffe implique une forme d'autorité ou plutôt de direction, soit une verticalité qui est à distinguer d'un système de domination hiérarchique.

> Une « guerre de position » de ce genre ne peut se satisfaire de simplement séparer les différents éléments dont l'articulation constitue les points nodaux où se fondent ces pratiques et ces institutions. Le deuxième temps, celui de la ré-articulation, est crucial. Sinon, nous nous retrouverions face à une situation chaotique de dissémination pure, qui laisserait la voie ouverte aux tentatives de ré-articulation par des forces non progressistes. [...] Il est par conséquent important que le temps de la « dés-identification » soit suivi du temps de la « ré-identification », qu'à la critique de l'hégémonie existante soit associée la proposition d'une alternative. (Mouffe, 2010a, p. 85-86)

Il y a en effet des individus, porte-paroles ou *leadeurs*, et des structures organisationnelles derrière les discours articulant les pratiques hégémoniques. En ce sens, les médias alternatifs sont à la fois des mouvements sociaux à articuler dans la constitution d'une contre-hégémonie et des agents opérant cette articulation. Ils sont en effet des agents actifs de ce processus de différenciation qui transforme les relations de subordination en relations d'oppression par la création et la diffusion de cette matière discursive externe. Ils participent également à la constitution des horizons de cette « totalité populaire » par leur action de production d'un discours d'équivalence et d'un nouveau sens commun.

En ce sens, il est possible d'affirmer que les médias alternatifs endossent la fonction de l'intellectuel organique dans la construction de l'hégémonie développée dans la théorie gramscienne.

2.5 Questions de recherche

Ce cheminement dans notre cadre théorique nous a permis de spécifier nos questions de recherche. Celles-ci mettent en lien les enjeux structurels et idéologiques des médias alternatifs comme mouvements sociaux, la question du contrôle de la production de sens et la démocratisation de l'information. Elles visent à décrire et interpréter les pratiques de quelques médias alternatifs généralistes au Québec à partir de la vision des sujets afin d'en avoir une meilleure appréhension.

Question principale

De quelles manières les médias alternatifs québécois articulent l'horizontalité et la verticalité dans une perspective de démocratisation de l'information et de transformation sociale ?

Questions secondaires

Selon leur type de critique, expressiviste ou contre-hégémonique, comment les médias alternatifs pensent-ils la production de savoirs ?

De quelles manières les médias alternatifs entrent en relation avec les lectorats ou auditoires dans leur processus éditorial spécifique ?

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

Dans cette étude, nous cherchons à comprendre comment les médias alternatifs québécois articulent l'horizontalité et la verticalité dans une perspective de démocratisation de l'information et dans l'objectif d'une transformation sociale. Pour y parvenir, nous tenterons de répondre à deux questions qui portent sur la façon dont les médias alternatifs envisagent la production de savoirs et sur les types de relations qu'ils établissent avec leurs lectorats et auditoires.

Nous avons opté pour une approche qualitative avec une visée compréhensive. Nos questions de recherche sont de natures descriptives et exploratoires. Notre méthode est basée sur l'étude de cas multiples. La technique de collecte de données choisie est essentiellement basée sur la réalisation de cinq entretiens semi-dirigés avec des personnes occupant un rôle clé dans le processus de production de l'information au sein de médias alternatifs généralistes québécois.

Ces médias sont sélectionnés sur la base d'une recension exécutée à l'étape de la problématisation. Cette phase exploratoire a permis de dégager quelques caractéristiques des mobilisations informationnelles actuelles au Québec tant sur le plan des moyens de communication que des contenus. Nous avons pu constater la diversité des préoccupations exprimées reflétant le spectre des revendications portées par les mouvements sociaux actuels.

Grâce à cette première collecte de données, nous avons pu restreindre notre champ d'études et mené notre choix vers les médias alternatifs généralistes qui utilisent essentiellement trois moyens de communication : (1) le texte (en support imprimé ou numérique) ; (2) la production radiophonique et (3) la production d'images en mouvement.

3.1 Choix de l'approche compréhensive

L'approche compréhensive inspirée des travaux de Max Weber s'inscrit dans le paradigme interprétatif qui cherche à comprendre les phénomènes sociaux en partant de l'expérience subjective. Ainsi, la démarche interprétative « tend vers des explications ancrées dans la subjectivité et la prise de conscience individuelle à partir du cadre de référence d'un participant dans l'action plutôt que de celui d'un observateur détaché de l'action. » (Dolbec et Prud'homme, 2009, p. 546)

Dans *Économie et société, précis de sociologie compréhensive*, Weber va dire que « Dans tous les cas, "comprendre" signifie saisir par interprétation le sens ou l'ensemble significatif visé » (Weber, 1995, p. 35, cité dans Keller, 2011). Reiner Keller propose de résumer l'approche compréhensive autour de trois axes soit comprendre : (1) « les motifs ou les motivations des acteurs sociaux », (2) « la dimension ou le statut culturel d'un phénomène » et (3) « l'émergence d'un phénomène à travers l'explication de ses causes » (Keller, 2011, p. 18).

Le premier axe a notamment pour objectif de saisir au plus près de leur perception le sens que les acteurs sociaux donnent à leurs actions dans leurs contextes propres. Le deuxième axe de cette approche vise à expliquer la nature d'un phénomène à travers la relation de ce phénomène avec « son contexte socioculturel, aussi bien dans sa généalogie, sa présence, que dans ses futurs effets » (Keller, 2011, p. 18). Le dernier

axe propose d'analyser les causes pour expliquer l'avènement d'un phénomène, ce qui évoque assez largement plusieurs démarches scientifiques.

Ces perspectives, en particulier les deux premières, conviennent bien à l'étude de notre sujet. En effet, nous partons de la vision d'un membre d'une organisation afin d'appréhender le point de vue idéologique qui oriente la relation entre les actrices et acteurs sociaux impliqués dans la production, la diffusion et la réception de contenus informationnels. Dans l'entrevue, nous abordons l'histoire de l'organisation, son influence et ses objectifs. Nous tentons de plus d'inscrire ce point de vue dans un contexte plus large, celui du développement des mouvements sociaux et de la pensée politique qui les animent. L'approche compréhensive nous permet donc de rendre compte de la complexité de la problématique abordée.

3.2 Stratégie de recherche : étude de cas multiples

Dans cette étude, nous avançons des questions de recherches ouvertes dans une approche exploratoire, lesquelles s'inscrivent dans la démarche compréhensive. Notre intention de recherche est de décrire et d'appréhender la nature des relations entre les acteurs et actrices des médias alternatifs et leurs lectorats ou leurs auditoires. Ainsi, nos questions de recherche, qui se situent au niveau du « comment » et du « quoi » de ce phénomène par le biais d'un point de vue venant de l'intérieur de l'organisation, s'inscrivent donc une approche exploratoire (Yin, 2014). Une partie de cette étude sera par conséquent consacrée à décrire ce processus à partir des données pour pouvoir ensuite l'interpréter.

C'est pourquoi nous avons choisi l'étude de cas, car elle « permet de s'imprégner de l'essence d'une situation, d'en capter la complexité et d'en interpréter le sens. » (Gauthier, 2009, p. 172). Marta Anadon va résumer les forces de l'étude de cas à partir des travaux de Merriam (1991) :

> Elle est particulariste parce que ce qui l'intéresse c'est le cas particulier. Elle est descriptive, car le résultat est une description minutieusement détaillée du cas étudié. L'étude de cas est euristique, car elle permet une compréhension approfondie du cas étudié. Finalement, l'étude de cas est inductive, elle part de l'observation de terrain et par raisonnement inductif le chercheur peut élaborer des liens entre les propriétés du cas, des catégories et des hypothèses interprétatives. (Anadon, 2006, p. 23)

Le caractère inductif de l'étude de cas est particulièrement intéressant. Il permet notamment un processus d'aller-retour entre les données recueillies, d'une part, et les questions de recherche et le cadre théorique, d'autre part (Roy, 2009; Yin, 2014). Ainsi, une de nos questions secondaires s'est spécifiée entre le moment du projet de mémoire et celui de l'analyse. De plus, à la suite de la collecte de données, nous avons senti le besoin d'approcher de nouveaux auteurs qui se sont spécialisés dans l'étude des médias alternatifs comme Clemencia Rodriguez (Couldry *et al.*, 2018; Rodríguez, 2001; Rodríguez *et al.*, 2014, 2009), Chris Atton (Atton, 2011, 2002) et John H. Downing (Downing, 2003, 2001b, 2011) afin de se doter de nouveaux ancrages théoriques pour comprendre notre sujet de recherche. Ces éléments ont bonifié notre problématique ainsi que notre analyse et discussion des données.

Afin de répondre à nos questions de recherche, nous avons choisi l'étude de cas multiples. Cette stratégie de recherche permet d'appréhender un questionnement qui porte sur un ensemble plus large, en l'occurrence les médias alternatifs généralistes québécois, en ayant un regard particulier sur la dynamique des cas uniques et leur contexte spécifique (Stake, 2006). En ce sens, il est important d'étudier chaque cas d'une manière autonome, car « La multiplication des cas ne sert pas à faire des comparaisons internes entre cas, du moins pas à priori, même si en pratique la méthode mènera à des comparaisons pour mieux saisir l'interaction entre les cas et leur environnement. » (Roy, 2009, p. 203).

Les rapports d'étude de cas multiples rassemblent le plus souvent un exposé des cas uniques séparément et quelques chapitres où les cas seront croisés (Yin, 2014). Dans cette perspective, les cas uniques seront présentés selon la même structure (questions ou catégories) afin de permettre l'établissement de repères entre ceux-ci. Nous avons adopté cette formule dans le cadre de notre étude, car elle nous semble offrir une excellente façon de mettre en valeur la richesse de nos cas.

3.3 Délimitation du corpus en vue d'une étude de cas multiples

Le corpus des médias alternatifs a été constitué dans un premier temps grâce à une recension sommaire réalisée à partir d'informations trouvées sur le web et de publications imprimées disponibles dans les librairies ou bibliothèques. Au fur et à mesure de cette phase exploratoire qui a permis d'avoir un aperçu des médias alternatifs en activité au Québec, nous avons tenté de classer les renseignements par caractéristiques. Ce travail de pré-enquête s'est interrompu lorsque nous avons récolté suffisamment de données pour établir les balises de notre terrain de recherche et affiner notre problématique.

Le tableau suivant rassemble la liste des caractéristiques observées et tirées à même les définitions fournies par les organisations sur leurs sites web ou leurs médias sociaux.

Tableau 3.1 — Quelques caractéristiques de médias alternatifs québécois recensés durant la phase exploratoire

Définitions et missions (par les organisations)	Média critique, média d'expression citoyenne, média mobilisateur, média communautaire, média organisationnel (babillard, agenda militant, etc.), média à publications ouvertes, agrégateur de médias, journalistes indépendants (coopérative, collectif)
Moyens de communication	Internet (site, blogue, etc.), Internet — réseaux sociaux (Facebook, Instagram, YouTube, Vimeo, etc.), radiodiffusion, imprimé (quotidien, revue, fanzine, etc.), projection (en salle ou en plein air), télévision.
Contenus	Texte journalistique, émission radiophonique, enregistrement sonore, enregistrement vidéo, film, production artistique, contenus mixtes.
Préoccupations	Généraliste, point de vue local, perspective nationaliste, perspective des Premières nations, solidarité internationale, altermondialiste, féministe, LGBT, culturel engagé, interculturel, écologie et environnement, surveillance des médias, mobilisation anticapitaliste, mobilisation anarchiste, mobilisation anti-répression.
Autres renseignements colligés	Résumé de mission, politique éditoriale, type d'appel aux lecteurs, sources de financement, région du Québec, année de fondation.

Constatant la diversité et la singularité des médias, dans leurs caractéristiques, leurs préoccupations et leur historique, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait restreindre notre étude aux médias dont le les préoccupations sont essentiellement généraliste, c'est-à-dire traitant de sujets variés d'intérêt général.

Cette conclusion est basée sur la méthodologie recommandée dans la sélection de cas multiples qui complexifie le processus : « On considèrera alors plusieurs critères de sélection pour rendre la sélection plus ou moins homogène, selon l'intention de

l'équipe de recherche. Une certaine variabilité est souhaitable et même nécessaire si l'on veut expliquer des variations ou établir des relations causales à l'aide de comparaisons entre les cas. » (Roy, 2009, p. 125)

Ainsi, il nous semblait improductif de tenter une approche transversale entre des médias trop différents notamment en regard de leurs préoccupations. L'intérêt d'un média alternatif envers une préoccupation spécifique comme les questions écologiques, autochtones ou féministes, aurait introduit une variable qui aurait complexifié la présente étude. En effet, il nous semble que ces préoccupations ne peuvent être séparées des mouvements sociaux qui en font leurs revendications. Introduire cette variable aurait impliqué une analyse contextuelle de chaque étude de cas.

De cette phase exploratoire est ressorti une liste de près 80 médias (voir Annexe A : Première sélection des médias alternatifs) que nous avons au fur et à mesure élaguée dans le but de sélectionner une dizaine de médias à approcher. Un des premiers critères de tri a été l'intensité et la régularité de diffusion. Par ailleurs, nous avons voulu témoigner dans la sélection finale des médias généralistes de plusieurs variables issues à cette phase exploratoire qui ont servi également de critères de tri. Ainsi, il nous semblait important pour la richesse de la collecte de données d'avoir dans les cas à l'étude une diversité de caractéristiques en termes de contextes régionaux, d'historiques, de structures décisionnelles, de modes de financement et de moyens de communication.

3.4 Considérations éthiques : justification du nominatif dans l'étude

Nous avons opté dans ces études de cas pour une approche nominative en considérant à la fois la sécurité et le bien-être des individus et des organisations ainsi que les bienfaits pour ces organisations et les bénéfices pour la recherche. (Voir Appendice A : Formulaire de consentement)

Comme nous l'avons mentionné, il y a peu de littérature qui aborde les médias alternatifs, qui les nomme et qui les décrive. Nous pensons que cette recherche sur les médias alternatifs québécois peut les aider, d'une part, à se consolider et, d'autre part, à les faire connaitre plus largement auprès de la société et du public. En effet, il est important dans une perspective démocratique de pouvoir connaitre et consulter des sources d'information diversifiées. De plus, l'expérience spécifique et le savoir-faire de ces médias peuvent être utilisés comme éléments de réflexion à bien des égards.

Le nom des participantes et participants aux entrevues ainsi que le nom des médias sont par conséquent révélés dans le mémoire. L'anonymisation et la confidentialité des données ne nous semblaient pas nécessaires dans la mesure où les données fournies par les sujets sont pour la plupart publiques. En effet, il est déjà possible de trouver une partie de ces données (l'historique, la structure, les ressources humaines, le financement, la portée, le fonctionnement, etc.) brièvement résumées sur leurs sites web, dans leurs publications ou dans les réseaux sociaux. Dans l'entrevue, nous avons approfondi ces aspects à travers les propos des sujets interviewés. De plus, nous avons considéré qu'il est habituel pour les contributeurs et contributrices de médias alternatifs d'expliquer publiquement leur mission et leur fonctionnement.

Cela dit, certains collectifs ou organisations, dont la structure est horizontale, ne désirent pas mettre un individu à l'avant-plan pour des raisons idéologiques et non d'anonymat. C'est pourquoi nous avons offert la possibilité d'attribuer un nom de remplacement à la personne (collaboratrice, collaborateur, ou participante, participant de tel média), offre qui n'a pas été retenue par aucun des sujets. Nous avons compris que dans la mesure où les sujets sont nommés, nous nous sommes assurés auprès de ceux-ci que leur situation juridique ou professionnelle le permettait.

Il y a par ailleurs des avantages à participer à cette étude pour les individus comme pour les organisations. L'entrevue semi-dirigée favorise un retour réflexif pour les

participants et participantes sur la mission, les objectifs et le fonctionnement de la structure ou du collectif, ce qui peut générer des retombées positives sur l'organisation et faire évoluer le sujet. De plus, la participation de ces personnes à l'entrevue, qui sont le plus souvent bénévoles, peut mettre en valeur leur implication citoyenne et leur connaissance des médias alternatifs. Cela dit, afin de nous assurer du confort des sujets et des organisations, nous leur avons proposé la possibilité de valider la transcription de l'entretien.

3.5 Méthode qualitative : l'entretien semi-dirigé

Parmi les techniques de collecte de données proposés pour l'étude de cas, nous avons choisi l'entrevue semi-dirigée. Comme nous nous intéressons à la vision et au sens que les médias alternatifs donnent à leur l'action, le choix d'aller à la rencontre de militants, militantes et d'étudier plusieurs cas d'organisation nous paraissait d'emblée nécessaire. Ainsi, une analyse de ces organisations effectuée d'un point de vue extérieur, sur la base exclusive de leurs productions journalistiques, publications ou diffusions, par exemple, ne nous permettrait pas de répondre à nos questions de recherche.

Notre collecte de données consiste donc essentiellement à la réalisation d'entrevues semi-dirigées avec des personnes judicieusement choisies pour leur rôle clé et leur engagement dans les médias sélectionnés. Dans ce processus, la sélection des personnes visées pour les entretiens revêt une grande importance, car de ce choix dépend la richesse des données permettant de répondre aux questions.

Cette sélection partait donc d'une démarche volontaire et déterminée, de caractère intentionnel, en accord avec le paradigme interprétatif : « Les personnes sont choisies en fonction de leur expertise, pertinente par rapport à l'objet d'étude, et parce qu'elles acceptent de verbaliser celle-ci. Le chercheur devra préalablement clarifier ses critères de choix des interlocuteurs afin de fixer les paramètres théoriques de son échantillon. »

(Savoie-Zacj, 2009, p. 348). Nous nous sommes donc appliqués dans un premier temps à trouver les participants et participantes qui sont au cœur du processus de production de contenus tels que des membres du comité de rédaction, de la direction de programmation, des journalistes ou documentaristes.

3.5.1 Grille d'entretien

Nos questions ont visé dans un premier temps à constituer un profil du média à travers des questions portant sur sa mission, son histoire, ainsi que sur l'équipe actuelle et les contributeurs, contributrices, son financement et son rayonnement médiatique. Dans un deuxième temps, nous leur avons demandé de décrire le processus de production de contenus et la politique éditoriale ainsi que leur relation avec leur lectorat ou auditoire. Finalement, nous les avons questionnés sur leurs visions des rôles respectifs des médias traditionnels et alternatifs ainsi que sur les positions idéologiques de leur organisation. (Voir Annexe B : Grille d'entretien et d'opérationnalisation des concepts)

3.5.2 Profil des organisations

Cela dit, à la suite de notre recherche et des entretiens, nous avons été en mesure de dresser un profil succinct de chaque organisation étudiée qui sera inclus dans leur portrait général. Nous avons utilisé les renseignements disponibles sur leurs sites web qui ont servi dans un premier temps pour la préparation des entrevues. Ces renseignements ont été validés auprès des participants et participantes et se sont ajoutés aux données recueillies lors des entretiens.

3.6 Posture de l'enquêteur

Adoptant une épistémologie constructiviste, nous pensons qu'il est important que le chercher ou la chercheuse définisse son propre profil de façon à identifier les forces qu'il ou elle peut mettre en œuvre aux fins de l'accomplissement de la recherche

(Savoie-Zacj, 2009). Ainsi, les connaissances préalables de l'enquêteur seront, en l'occurrence, un atout dans le cadre de cette recherche notamment lors de la réalisation des entretiens, en mettant en place un climat de confiance, en permettant d'affiner le questionnement et de relancer l'échange. Cette expérience bonifie les conditions de l'entrevue semi-dirigée : « Une dynamique de coconstruction de sens s'établit donc entre les interlocuteurs : chercheur et participants, les uns apprenant des autres et stimule l'émergence d'un nouveau discours et d'une nouvelle compréhension, à propos du phénomène étudié. » (Savoie-Zacj, 2009, p. 337)

En effet, comme chercheure dans cette présente étude, nous mobiliserons nos expériences et nos connaissances envers les médias alternatifs. Nous avons fait partie de la mouvance des organisations d'extrême gauche, féministes et étudiantes à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Ainsi, les enjeux de la diffusion d'idées progressistes et révolutionnaires par le biais de publications nous sont connus. Notre engagement dans le milieu contre-culturel et anarcho-punk des années 1990 offre une autre perspective des médias alternatifs, par le biais des publications autoéditées et des fanzines. De plus, nous avons été impliquée dans la production d'émissions musicales à CIBL, notamment dans la diffusion des musiques alternatives locales. Finalement, notre parcours professionnel à titre de responsable des communications dans le milieu de la création artistique montréalaise, de 1990 à 2015, nous a mise en relation avec plusieurs médias alternatifs aux fins de la promotion de ces œuvres.

Par ailleurs, les risques associés à cette expérience personnelle et, par-là, cette empathie pour le terrain d'étude résident dans le fait d'introduire dans la démarche des idées préconçues et des jugements de valeur. À cet égard, nous avons observé le principe de neutralité axiologique avancé par Max Weber (2005). Cette proposition de Weber signifie que la démarche de recherche doit être libre de jugements de valeur. Cependant, cela n'implique pas, pour le chercheur ou la chercheuse, de s'abstenir de toute adhésion à des valeurs ou des perspectives normatives. Il s'agit plutôt de se garder

« de l'usage malhonnête qui peut être fait de valeurs lorsqu'elles sont présentes sans être données comme telles, lorsqu'elles sont masquées, cachées, "verhüllt", "connotée", au lieu d'être explicitées et assumées au grand jour » (Kalinowski, 2005, p. 199 cité dans Pfefferkorn, 2014, p. 87).

3.7 Constitution du corpus et approche des médias sélectionnés

La liste de base étant constituée (voir Tableau 3.2), nous avons sollicité un entretien avec une personne clé de dix médias alternatifs dans l'objectif de réaliser, au départ, l'étude de six cas.

Tableau 3.2 — Liste des médias sélectionnés en vue des entretiens

Médias	**Fondation**	**Siège de l'activité**	**Caractéristiques**
99 % Média	2011	Montréal	Capsules vidéos, site Internet, réseaux sociaux
À bâbord !	2003	Montréal	Revue imprimée
Le Mouton Noir	1995	Rimouski	Journal communautaire imprimé
Les Alter Citoyens	2007	Montréal	Capsules vidéos, site Internet, réseaux sociaux
Média reseauforum.org	2002	Québec, Chaudières-Appalaches	Site web, publication ouverte, média communautaire
Presse-toi à gauche	2006	Montréal, Québec	Webzine
Radio CKRL	1972	Québec	Radiodiffuseur communautaire
Radio CKUT	1987	Montréal	Radiodiffuseur étudiant et communautaire
Relations	1941	Montréal	Revue imprimée
Ricochet (v. fr.)	2014	Montréal	Journal web multiplateforme

Nous avons contacté l'ensemble des médias sélectionnés de plusieurs façons, soit par courriel, en laissant des messages téléphoniques ou via Facebook. Deux de ces médias n'ont pas répondu à nos demandes d'entrevue qui furent transmises en juin, juillet et aout 2018. Nous pensons que la période estivale, à cause des vacances, est un des facteurs qui explique cette absence de réponse. Un seul média a manifesté son refus, mais cela dit avec cordialité, en disant qu'il ne participait à aucune étude. Dans ce processus, sept médias ont manifesté un intérêt et, pour certains, ont lancé un appel aux volontaires à partir de propositions que nous avions discutées avec la personne-ressource par téléphone ou par courriels. Dans cette approche des organisations, les objectifs de la recherche ont été expliqués ainsi que les considérations éthiques et le choix de nommer les organisations pour les bienfaits de l'étude et la mise en valeur des médias alternatifs.

Le participant ou participante ayant accepté, nous leur avons transmis le formulaire de consentement, dont les grandes lignes avaient été préalablement expliquées, afin qu'il et elle puissent le lire et confirment leur volonté de participer dans le cadre d'un consentement éclairé. Le lieu et la date du rendez-vous pour l'entrevue étaient choisis à la convenance du participant ou de la participante afin de ne pas en imposer les conditions. Ainsi, en plus des entrevues à Montréal, nous nous sommes déplacées à Rimouski et à Québec.

3.8 Constitution finale du terrain de la recherche

Le terrain de cette recherche est finalement constitué de l'étude de cinq cas réalisée à partir de cinq entretiens effectués avec des participantes et participants de médias alternatifs québécois : la revue *À bâbord !*, le collectif de vidéastes Les Alter Citoyens, la station CKRL, le journal *Le Mouton Noir* (Rimouski) et la revue *Relations*. Après la

cinquième entrevue, en faisant un survol de la collecte, nous avons pu constater une saturation des données.

Les entretiens ont été réalisés dans l'ordre avec les personnes suivantes :
(1) Marc Simard, rédacteur en chef du journal *Le Mouton Noir* ;
(2) Claudine Simon, vidéaste et coordonnatrice du média indépendant et de la boite de production Les Alter Citoyens ;
(3) Jean-Claude Ravet, rédacteur en chef de la revue *Relations* ;
(4) Tanya Beaumont, ex-directrice de la programmation et ex-directrice musicale à la station CKRL 89,1 ;
(5) Claude Vaillancourt, membre du comité de coordination de la revue *À bâbord !*

Les entrevues, d'une durée de 50 à 75 minutes, ont été tenues durant les mois de juillet et août 2018. Le corpus est composé des propos recueillis auprès de personnes directement impliquées dans les médias sélectionnés, sauf pour CKRL, où nous avons réalisé l'entretien avec la directrice sortante de la programmation, Tanya Beaumont, qui a quitté la station en mai 2018 après plusieurs années à cette fonction. Celle-ci nous a été référée par la toute nouvelle directrice comme étant beaucoup mieux placée pour répondre à nos questions.

Les entretiens ont été réalisés à Montréal, Québec et Rimouski, dans des lieux publics, cafés et lieu de travail, pour trois des médias qui ne disposent pas de locaux dédiés à leurs activités, soit le journal *Le Mouton Noir*, Les Alter Citoyens et la revue *À bâbord !* Cette situation est un exemple de la précarité de plusieurs médias alternatifs qui n'ont pas les ressources financières leur permettant de bénéficier d'un espace de travail à eux.

Les sujets ont accepté que leur identité et celle du média auquel ils sont associés soient révélées ainsi que leurs propos cités. Les entretiens ont été enregistrés et deux

participants ont émis le désir de revoir et valider la transcription avant son utilisation dans le cadre de notre étude ou d'études ultérieures. Les transcriptions ont été validées en tenant compte d'une ou deux corrections factuelles. De plus, les sujets ont consenti à ce que l'ensemble des données puisse être utilisé par d'autres chercheurs.

Les participantes et participants ont été généreux et enthousiastes durant les entretiens. Par ailleurs, leur éloquence et leur passion à fait en sorte qu'il a été difficile d'appliquer la grille d'entretien semi-dirigée d'une manière stricte. Ainsi, il arrivait qu'à partir d'une seule question une multitude de thématiques soit abordée dans le désordre.

3.9 Parcours : de la présentation des données jusqu'à son analyse et sa discussion

Le but de cette recherche est de répondre à nos interrogations concernant des enjeux spécifiques aux médias alternatifs dont le point nodal est la relation entre l'expert et le profane. Nous avons élaboré trois questions de recherche dans une approche exploratoire.

La question principale est : De quelles manières les médias alternatifs québécois articulent l'horizontalité et la verticalité dans une perspective de démocratisation de l'information et de transformation sociale ? Les questions secondaires sont les suivantes : (1) Selon leur type de critique, expressiviste ou contre-hégémonique, comment les médias alternatifs pensent-ils la production de savoirs ? (2) De quelles manières les médias alternatifs entrent en relation avec les lectorats ou auditoires dans leur processus éditorial spécifique ?

La deuxième question secondaire diffère quelque peu de celle qui fut pensée dans le projet de recherche. En réalité, à la suite de la collecte de données, la question

originale[19] nous semblait restrictive regard de notre étude dans la mesure où elle posait la comparaison avec une autre unité, soit le modèle journalistique traditionnel. Ce faisant, cette comparaison amenait une exclusion de plusieurs manifestations de la relation entre les médias et leurs lectorats ou auditoires, lesquelles ne s'inséraient pas dans cette comparaison entre modèles journalistiques. De plus, dans les entrevues, les sujets ont rarement mis en parallèle la nature de leurs médias avec celle des médias dominants.

Les prochains chapitres de cette étude proposeront une présentation, une analyse et une discussion des données. Dans un premier temps, nous présenterons les données issues des cas multiples séparément et structurées selon les mêmes catégories. L'objectif est de constituer un portrait de chacun de ces médias façonné par la vision du participant ou de la participante.

À la suite des cinq portraits, nous conclurons avec une synthèse des caractéristiques de ces médias dans la typologie proposée par Cardon et Granjon (2003b, 2005, 2013) afin d'identifier sommairement les tendances critiques dans les médias étudiés[20]. Cette synthèse nous permettra de répondre à la première question secondaire qui amorcera le chapitre suivant dans la mesure où est invoqué l'appartenance des médias aux tendances critiques expressiviste et contre-hégémonique dans le processus de production de savoirs.

Le chapitre suivant proposera une approche transversale des cas autour des deux questions secondaires. Nous pensons que l'analyse et la discussion autour des questions secondaires permettront de répondre à la question principale qui englobe les

---

[19] Question originale : Comment les différents modes de production éditoriale des médias alternatifs remettent en cause le modèle journalistique dominant dans la relation des journalistes aux lectorats ou aux auditoires ?

[20] Voir Tableau 4.1 — Les grands traits de la typologie développée dans Médiactivisme (Cardon et Granjon, 2013)

thématiques de ces dernières, soit la production de savoirs et la relation avec les lectorats ou auditoires. Ce moment sera l'occasion de faire une synthèse des connaissances issues de cette recherche en dialogue avec nos ancrages théoriques.

CHAPITRE IV

PORTRAITS DES MÉDIAS ET ANALYSE TYPOLOGIQUE

Dans cette section, nous présenterons chaque cas, soit chaque média, sous forme de portrait. Chaque portrait sera introduit par des notes biographiques sur le sujet participant et comprendra les mêmes catégories : (1) profil ; (2) histoire ; (3) mission et identité ; (4) structure organisationnelle ; (5) mode de financement ; (6) processus de production de l'information.

Ces données sont principalement issues des propos recueillis dans les entretiens, donc de la vision de la personne interviewée sur son organisation. Dans certains cas, nous complèterons le portrait par des données puisées à même les sites web dont la consultation, pour certains thèmes comme la mission ou l'historique, a été suggérée par les participantes et participants.

En guise de conclusion de ce chapitre, nous proposons donc une première réflexion sur les cas étudiés à partir de la typologie de Cardon et Granjon (2103) qui distingue deux grandes tendances du médiactivisme soit la critique expressiviste ou la critique contre-hégémonique. En fait, nous répondrons à une question préalable qui consiste à savoir quelles tendances critiques opèrent dans les médias étudiés. Cet exercice de classification nous servira donc de point de départ à l'analyse mobilisée dans les chapitres suivants.

4.1 Journal *Le Mouton Noir* (Rimouski)

Entretien avec Marc Simard, directeur et rédacteur en chef

Formé en journalisme et en sciences politiques à l'Université Laval, Marc Simard a été journaliste à la radio de Radio-Canada durant plusieurs années. Il occupe le poste de directeur et rédacteur en chef du journal *Le Mouton Noir* depuis un peu plus de six ans, ce qui est un long mandat dans l'histoire du journal, selon ses propres affirmations.

4.1.1 Profil

Le Mouton Noir : journal indépendant plus mordant que le loup est un journal de grand format imprimé de 12 pages, publié par les Éditions du berger blanc six fois par année avec un tirage de 10 000 exemplaires par édition. Proposé gratuitement dans le Bas-St-Laurent et en Gaspésie, il est aujourd'hui distribué à travers 200 points de vente dans les grands centres comme Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Ottawa, Gatineau. Chaque édition est disponible dans son intégralité sur le site web du journal (https://www.moutonnoir.com/). *Le Mouton Noir* possède environ 200 abonnés principalement originaires du Québec. Sa page Facebook est suivie par 3 200 personnes. Selon une étude faite par des étudiants et étudiantes universitaires, le profil moyen du lectorat du journal est un individu féminin avec une scolarité universitaire dont l'âge se situe autour de la cinquantaine.

4.1.2 Histoire

Le Mouton Noir a été fondé en 1995 par un groupe de Rimouskois, en réaction à la censure des hebdos régionaux. Jacques Bérubé, cinéaste impliqué dans le milieu culturel local, a voulu prendre part à un débat qui occupait la place publique concernant

la construction d'une salle de spectacle d'envergure. Les gouvernements et la ville de Rimouski privilégiaient la réaffectation d'un bâtiment existant, alors que le cinéaste revendiquait une construction nouvelle. Il a donc écrit une lettre d'opinion destinée aux rubriques des lecteurs qu'il envoie aux hebdos régionaux. Ces journaux possédés par Quebecor refusent de la publier sous prétexte qu'elle critique l'administration municipale et les commanditaires potentiels, soit Telus et Desjardins.

Jacques Bérubé est révolté. Marc Simard explique comment a émergé l'idée de créer un journal indépendant :

> Un soir comme ça, avec trois à quatre amis, ils se disent pourquoi on ne se part pas un petit canard, un petit journal de 4 à 5 pages où l'on ne mettrait pas seulement l'opinion des gens, mais de la poésie, des trucs qu'on ne voit pas dans les journaux traditionnels, où on donne libre cours sans censure à l'imagination, avec des caricatures un peu plus osées. Le slogan du *Mouton Noir*, « plus mordant que le loup », c'est là que ça commence.

La page couverture du premier numéro sera constituée du texte censuré. Ainsi, dès le départ, *Le Mouton Noir* est défini comme un journal citoyen qui vise à prendre position et à se faire entendre sur des enjeux locaux et régionaux. Lorsque Jacques Bérubé quitte son poste de directeur et rédacteur en chef à temps partiel, six ans plus tard, le journal comprenait déjà de 12 à 16 pages et réussissait à survivre grâce à la vente d'espaces publicitaires, à une petite subvention gouvernementale, des projets spéciaux, des abonnements et des dons.

Leur implication dans la lutte contre l'arrivée des pipelines à Cacouna, il y a près de trois ans, a marqué un tournant. Ce dossier qui a mobilisé les pages du journal pendant près d'un an a fait du média un acteur dans la lutte. Le journal a participé aux manifestations : « À ce moment-là, c'est là que j'ai connu plein de mondes qui finalement écrivent encore maintenant. Parce que j'allais voir les acteurs sociaux du bout : Prospérité sans pétrole, Non à une marée noire, les groupes qui manifestaient. »

Aujourd'hui, c'est le combat pour la sauvegarde patrimoniale de la cathédrale qui les occupe.

4.1.3 Mission et identité

Marc Simard définit *Le Mouton Noir* essentiellement comme un journal citoyen :

> [...] les gens qui écrivent ne sont pas payés, ce sont des gens de la population ordinaire, normale. Et le but de ça est de favoriser la liberté d'expression et donner la voix à des gens qui n'en ont pas autrement. [...] Mais globalement la mission du journal, c'est vraiment de donner la parole aux gens sur les sujets d'actualité qui les préoccupent parce que c'est eux qui choisissent les sujets sur lesquels ils veulent écrire. Ils ont une liberté quasi totale, c'est-à-dire qu'on ne fait pas de censure à moins que ce soit des propos haineux, sexistes, etc.

Néanmoins, il précisera ensuite :

> même si on ne le dit pas toujours à voix très haute parce que ça peut nuire, des fois, à nos commanditaires, mais c'est un journal de gauche qui va défendre la veuve et l'orphelin si on veut, qui va s'occuper de débusquer ce qui se passe et peut nuire aux moins nantis de la société, qui dénonce le pouvoir établi. [...] on essaie d'être un acteur et pas juste une courroie de transmission de l'information comme font les autres médias souvent, par le choix des sujets dont on va discuter dans le journal.

Cela dit, Marc Simard souligne une ouverture graduelle du journal à des sujets plus larges sur un plan « supra régional et national ». Le projet auquel l'équipe travaille serait de donner une mission nationale au *Mouton Noir* :

> On aimerait ça éventuellement devenir un journal des régions, pas juste de la région ici, qui paraitrait aux deux mois, mais qui serait distribué dans les régions ressources [...] qui ressemble au Bas-Saint-Laurent par exemple, comme l'Abitibi, la Côte-Nord, la Beauce. Et pour ça on a commencé à faire contribuer déjà les autres régions...

4.1.4 Structure organisationnelle

L'équipe actuelle est constituée du rédacteur en chef, Marc Simard, le seul employé permanent, d'une adjointe à la section culturelle qui reçoit une rétribution cette année pour 20 heures de travail par numéro après deux ans de bénévolat et de trois pigistes, à la comptabilité, à la mise en page du journal et finalement à la vente publicitaire, ce dernier étant payé à la commission. Le journal ne dispose plus de lieu de travail depuis deux ans pour des raisons de restrictions budgétaires. L'ensemble de la structure a subi une décroissance depuis quelques années, car l'équipe a déjà compté quatre employés à temps plein. Durant l'entrevue Marc Simard témoigne des conditions difficiles du poste de rédacteur en chef au *Mouton Noir* engendrées par le maigre salaire, les lourdes responsabilités et les exigences des personnes qui gravitent autour du journal : « Donc il faut avoir les reins solides pour tenir ce poste-là. Ce qui fait qu'au cours des 25 années d'existence du *Mouton Noir*, il y a eu peut-être dix ou douze rédacteurs en chef ». Le comité de rédaction, ouvert à toutes personnes désireuses de s'impliquer, compte actuellement six membres. Le journal dispose d'une liste d'environ 500 contributrices et contributeurs cumulés depuis sa fondation. Dans une année, il y a une centaine de personnes qui vont écrire des textes « des bénévoles, des gens de tous les horizons ».

4.1.5 Mode de financement

La lutte pour la survie financière du *Mouton Noir* a pris une place importante dans son histoire et a été longuement relatée dans l'entrevue comme un enjeu lié à la survie du média, mais aussi au développement du marché et, par conséquent, du lectorat. Le budget annuel est actuellement d'environ 100 000 $. Le journal reçoit 15 000 $ du Ministère de la Culture et des Communications pour l'aide au fonctionnement des entreprises culturelles à titre de publication régionale. Les autres sources de financement sont la vente d'espaces publicitaires pour environ 50 000 $, la vente des numéros, les abonnements, les dons et les activités de financement.

La vente d'espaces publicitaires dans le journal a été établie, il y a quelques années, à un quota maximum de 40 %, qui n'est jamais atteint. Elle est régie par un code d'éthique implicite, explique Marc Simard : « Il y a deux à trois ans, la compagnie Pétrolia nous a approchés. Il voulait une page complète à 10 000 $, et ça aurait réglé bien des affaires. Mais on a dit non, car juste à côté, on les critique. » Cependant, il donnera comme exemples d'annonceurs admissibles des entreprises comme l'Aubainerie qui commerce avec la Chine, mais qui redonne à la communauté, ou bien des constructeurs de voitures électriques.

À son arrivée, il y a plus de six ans, le journal était en « faillite technique » avec des dettes accumulées de 75 000 $ notamment à l'imprimeur. Grâce au soutien d'un conseil d'administration renouvelé, la situation a pu être redressée entre autres par l'organisation d'une série d'activités de financement incluant des spectacles annuels qui rapportent près de 25 000 $, grâce au soutien d'artistes reconnus comme Boucar Diouf, Fred Pellerin et Chloé Sainte-Marie. Marc Simard explique comment ces activités favorisent de plus une relation directe avec le lectorat et de nouveaux publics, qui est un enjeu pour le journal : « Là, on rencontre la population quand on organise des shows [...] ça nous donne cette occasion d'arriver sur scène avant le show et d'expliquer ce que c'est le journal à ceux qui ne le saurait pas. C'est de la visibilité pour le journal. »

4.1.6 Processus de production de l'information

Le comité de rédaction se rencontre après chaque publication pour en faire l'évaluation, préparer le prochain et se questionner sur la nécessité d'un dossier spécial. Étant donné que le journal est publié aux deux mois, les membres du comité doivent anticiper l'actualité. Après avoir identifié quatre ou cinq pistes de sujets, l'appel de texte est lancé auprès des 500 collaborateurs et collaboratrices avec la mention que tous autres

sujets de texte sont les bienvenus. Marc Simard témoigne de certaines difficultés de ce processus :

> Le problème que j'ai rencontré depuis six ans, c'est que l'appel de texte me rapporte deux, trois ou quatre textes, si je suis chanceux, alors que j'en ai besoin de trente pour faire mes douze pages. Donc, c'est vrai que des fois, il y a certains sujets qui sont un peu plus sensibles et les gens se garrochent pour écrire, et là, je vais en avoir huit propositions.

Devant le manque de propositions, Marc Simard, qui est implicitement chargé par le comité de trouver les personnes qui écriront les textes, puisera à ce moment-là dans son propre réseau, comme le professeur Jean Bernatchez de l'UQAR, son pilier en politique, ou sollicitera directement les collaborateurs et collaboratrices qu'il estime doués pour l'écriture. Il constate de lui-même la subjectivité qui s'introduit dans le processus : « Le problème avec ça, c'est que c'est souvent plus mes contacts et mes opinions, et moi je viens du milieu de la science politique. Donc politique et économie, c'est là qu'ils sont mes contacts et mes intérêts. Forcément on est donc un peu plus axé là-dessus. » Il déplore cette situation qu'il essaie de corriger avec la sélection des membres du comité de rédaction et en allant chercher de nouvelles collaborations, notamment par le biais de conférences données sur invitation dans les cégeps et à l'université où il incite les étudiants et étudiantes à écrire dans *Le Mouton Noir*. Néanmoins, selon lui, chaque rédacteur en chef du *Mouton Noir* implante immanquablement son réseau, ses préoccupations, sa vision du monde et ses idées politiques : « [...] je suis un anarchiste au niveau politique. Donc forcément ça te teinte un peu les textes et les gens que je vais chercher pour écrire. »

Marc Simard soulève d'autres difficultés au processus du journalisme citoyen. C'est, selon lui, un processus qui demande beaucoup d'énergie en termes de révision de textes et d'accompagnement des contributeurs et contributrices dans la démarche d'écriture, ce qui n'est pas toujours possible à cause des ressources humaines limitées de l'équipe.

Il identifie deux types de problèmes : les gens qui ne connaissent pas assez bien le journal et dont le texte « n'est pas à la hauteur du *Mouton Noir* », et ceux qui n'arrivent pas à vulgariser leur propos. Pour les premiers, il dira : « Tu ne peux pas écrire n'importe quoi dans *Le Mouton Noir*. Il nous arrive des fois que ce n'est pas publiabl ». Pour les autres dont les textes souffrent d'hermétisme, il ajoute, déchiré entre deux postures :

> J'aurais aimé quand je suis arrivé, démocratiser ce journal-là [...] Mais j'ai renoncé parce que ceux qui veulent écrire, qui sont capables de le faire, on dirait qu'ils ne sont pas capables de vulgariser assez. Si je me mets à les aider, ça prend des heures et des heures : on a baissé les bras là-dessus. Ceux qui vont le lire sont capables de comprendre ça va être ça. On a changé notre fusil d'épaule à ce niveau-là. Mais on a toujours quand même en tête de vulgariser le plus possible. On continue de travailler avec les auteurs.

L'augmentation et la diversification du lectorat ainsi que des contributions au journal est une très grande préoccupation pour Marc Simard qui multipliera les initiatives pour le faire connaitre en étant présent dans les salons du livre, par les spectacles-bénéfices et les conférences dans les institutions scolaires, mais aussi en créant des chroniques qui traitent d'actualité d'autres régions. Il évoque la nouvelle chronique nommée Ici comme ailleurs

> [...] qui fait que les gens vont se reconnaître là-dedans et ça va tisser, on l'espère, des liens entre les régions. [...] Quand tu as eu tout le gros mouvement "Touche pas à ma région"... on se disait, on a les mêmes combats, mais on les mène tout seul de notre côté alors que si on faisait front commun...

Finalement, il mise en ce moment beaucoup sur l'instauration d'une formule de débat autour d'un sujet dans les pages du journal et sur Facebook. Cette formule propose deux articles avec des points de vue différents sur ce sujet, suivi d'un appel aux lecteurs et lectrices à réagir aux propos énoncés. Les réactions se font encore attendre, mais Marc Simard tient beaucoup à poursuivre dans cette voie : « On essaie d'encourager les débats. De toutes les façons qu'on peut, c'est comme ça qu'on pense voir jaillir la

lumière à un moment donné. Parce que sinon, on donne toujours la même version des choses, toujours la version de la gauche. ».

4.2 Les Alter Citoyens (Montréal)

Entretien avec Claudine Simon, coordonnatrice du média indépendant et de la boite de production

Claudine Simon a participé à la fondation des Alter citoyens. Elle est coordonnatrice du média indépendant et de la boite de production. Au sein du collectif, elle est aussi web journaliste, vidéaste, monteuse et gestionnaire de communautés. Criminologue de profession, Claudine est clinicienne et formatrice auprès des victimes de violence conjugale et familiale. Elle travaille également à titre de coordonnatrice d'un comité de jeunes qui œuvrent comme expert dans le cadre d'une étude longitudinale en lien avec la vie après les services de placement.

4.2.1 Profil

Fondé à Montréal en 2007, Les Alter Citoyens est un média alternatif doublé d'une boite de production vidéo qui a été créée dans le but de soutenir les activités du média indépendant. Le volet média indépendant propose plus de 200 capsules sur les plateformes YouTube et Vimeo avec près de 550 abonnés et 193 000 vues. Leur page Facebook, qui est suivie par 6 300 personnes, constitue le moteur de leur diffusion et a été créée avant même leur site web. Le collectif compte sur le partage des publications par leurs partenaires des médias alternatifs ainsi que les organisations et personnes liées à leurs reportages. Il est impliqué depuis 2013 dans la réalisation et l'organisation des 18 éditions de Courts critiques, une organisation initiée par 99%Média, avec la collaboration d'autres médias et collectifs soit GAPPA, MADOC, SubMedia, et Cercle Kisis. Courts critiques est à la fois un évènement artistique multidisciplinaire et une

plateforme de diffusion du court-métrage indépendant engagé. Il est décrit sur Internet comme « L'expérience artistique d'une nouvelle forme de conscience sociale contemporaine » (www.courtscritiques.com/a-propos/). Les présentations de Courts critiques regroupent de 200 à 300 personnes. L'évènement, qui est de plus en plus reconnu, a été accueilli aux Rendez-vous du cinéma québécois, au Centre PHI, à la Cinémathèque québécoise, au Festival d'été de Québec et développe des liens à l'international notamment avec une édition en Haïti.

4.2.2 Histoire

L'histoire et la mission des Alter citoyens sont intimement liées, dans le sens où cette mission a évolué et pris forme dans l'action, à travers l'actualité des luttes. À la question « Quelle est votre mission ? » Claudine Simon répondra : « Est-ce que je peux te parler directement de l'origine, à la fondation des Alter citoyens ? Ce sera le point de départ. [...] c'est en 2007. Trois citoyens engagés, c'est ça le moteur. » Donc trois personnes qui pratiquent la vidéo en dilettante et voient arriver la manifestation du Jour de la Terre à Montréal sans que, de leur point de vue, les médias s'y intéressent vraiment. Ils décident donc de documenter la manifestation. Claudine Simon qui s'occupe des entrevues remarque une jeune itinérante et son gros chien qui regardent la parade passer. C'est le point de vue critique de cette personne envers les poubelles débordantes de produits recyclables bordant le cortège qui sera non seulement l'angle de ce premier reportage, mais également le déclencheur d'un désir de poursuivre ce type d'action, soit d'offrir une tribune aux gens impliqués dans les mobilisations.

Le groupe se met à réaliser environ une capsule par mois, au début sur des enjeux environnementaux, mais ensuite se cale sur les agendas militants et couvre les manifestations et les mobilisations. Parmi les moments clés de l'activité des Alter Citoyens, il y a eu en 2010, le sommet du G8 à Toronto où ils ont vécu la répression

policière, en 2011, le Mouvement du 24 septembre[21] qu'ils ont participé à fonder en organisant notamment plusieurs manifestations, Occupy Montréal où Claudine Simon s'est personnellement impliquée à plusieurs niveaux de l'organisation, et finalement, en 2012, le Printemps érable. Elle commente : « On était actif avant, mais c'était une ébullition, là, pour nous. On était dans la rue, on était là. On a documenté énormément, énormément de trucs. ». Le collectif des Alter citoyens vit difficilement le déclin du mouvement et se remet en question.

C'est en ce sens qu'arrive « l'ère des collaborations » avec d'autres médias, dont notamment GAPPA et 99%Média, qui se présente comme une alternative à « l'essoufflement » du Printemps érable et un espoir de construire « un contrepoids médiatique, un contre-pouvoir ». C'est en collaboration avec ces médias que Les Alter Citoyens réalisent en 2014 le court-métrage *La charte des élections* tiré des chutes du long-métrage documentaire *La charte des distractions* réalisé aussi par le collectif. *La charte des élections* est censurée par la DGE (Direction générale des élections) sous l'accusation d'être produit par un groupe partisan ayant effectué indument une dépense électorale. Finalement, après un débat qui a pris place dans l'arène médiatique, le DGE reconnait le statut de média non traditionnel aux trois médias impliqués ainsi que le droit de s'exprimer sur l'actualité électorale, un précédent important pour l'ensemble des médias alternatifs, selon Claudine Simon. Cet évènement a donné de la visibilité et renforcé la solidarité entre les trois collectifs. Le court-métrage est projeté au Cinéma du Parc à Montréal, et l'idée de créer une plateforme de diffusion émerge avec le projet de Courts critiques.

---

[21] Claudine Simon a cosigné avec Patrick Poirier le Mémoire du Mouvement du 24 septembre, présenté à la Commission d'enquête sur l'industrie de la construction. (https://www.ceic.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_client/centre_documentaire/Memoire_du_Mouvement_du_24_septembre_presente_a_la_Commission_d_enquete_sur_l_industrie_de_la_construction.pdf)

4.2.3 Mission et identité

En début d'entretien, Claudine Simon me remet un document qui lui semble important pour la compréhension de leur travail. Il s'agit de la lettre remise à la DGE en réponse à l'accusation dans laquelle la mission du collectif est résumée :

> Nous documentons les luttes sociales et les revendications portées par la société civile en produisant des reportages vidéos, des documentaires et du contenu éditorial qui visent à donner la parole aux citoyen-e-s et à diffuser un discours critique que l'on entend peu. Nos productions et notre travail de mobilisation quotidien via les médias sociaux visent à remettre à l'avant-plan des enjeux trop souvent ignorés par les médias traditionnels.

On constate ici les trois angles d'approche de leur travail : donner la parole aux citoyens et citoyennes et de la visibilité aux mouvements sociaux, proposer un discours critique et combler le silence médiatique.

Claudine Simon va décrire le travail des Alter citoyens comme celui d'un média indépendant qui s'est constitué dans l'action, dans l'engagement de ses membres :

> [...] en fait, l'idée au départ n'était pas tant de faire « OK, on va faire un média indépendant... », c'était plus comment on peut canaliser notre engagement et puis faire en sorte d'offrir une tribune à des gens qui sont des manifestants et que leur point de vue ne se retrouve pas suffisamment reflété dans les autres médias, un point de vue important et articulé qui gagne à être entendu.

Ainsi, Les Alter Citoyens font des reportages militants. Ils s'approprient le web comme plateforme de diffusion et d'archivage. Ils documentent les mobilisations sociales, les paroles de citoyens et citoyennes engagés, des intellectuels et intellectuelles critiques, les témoignages de personnes vivant différentes formes d'oppression. Claudine Simon résume la posture du média :

> On est des citoyens engagés qui filment, qui ont certaines valeurs, on se tient ses valeurs là. Pour moi, c'est ce qui est bien important dans ce qu'on couvre, dans

> comment on le couvre, dans notre façon de rendre fidèlement le propos de la personne qui est en face de nous. [...] On n'est pas subjectif pantoute et on n'est pas objectif du tout, on n'est pas à la solde d'actionnaires qui dictent nos orientations éditoriales. On fait ce qu'on veut.

Faisant un le bilan de dix ans d'action, elle ajoutera :

> Quand on a fondé les Alter [Citoyens], on avait, oui, l'ambition d'être un contrepoids clairement, un contrepoids médiatique, un contre-pouvoir. D'offrir une alternative aux médias, pas de les remplacer, mais juste de dire " ben il y a aussi ça qui existe comme point de vue ". Mais ça a été un échec un peu. Parce que notre auditoire finalement, ce qu'on s'est rendu compte, c'est qu'on était dans un cercle de convaincus tout le temps.

Claudine Simon va nuancer ensuite ce bilan sévère : « On a un peu réussi à sortir du cercle des convaincus pendant le Printemps étudiant, je pense. Mais on a trop peu de moyens ». Elle précisera plus tard dans l'entretien l'importance d'un contrepouvoir médiatique en parlant des solutions à l'austérité avancées par la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics qui ne sont pas connus du public :

> Toute cette machine médiatique qui poussait l'idéologie néolibérale et puis il y avait cette coalition qui amenait des solutions faites par des économistes super intéressantes. Il y avait comme 22 solutions ou 18 solutions, je me rappelle plus, documentées et extraordinaires. [...] Les gens ont le droit de ne pas être d'accord avec ces solutions-là, avec les alternatives qui sont proposées, mais il faut qu'il le sache.

Ainsi, pour Claudine Simon, l'information joue un rôle majeur : « C'est enrageant parce que si les gens sont bien informés, je pense qu'il y aurait un changement social beaucoup plus important. »

4.2.4 Structure organisationnelle

L'équipe des Alter citoyens compte actuellement cinq personnes : deux hommes et trois femmes. Pour Claudine Simon, la parité est fondamentale : « Et ça, c'est dans

l'ADN des Alter. [...] Il y a une sous-représentativité des femmes dans les médias traditionnels, mais dans les médias indépendants aussi. C'est assez troublant. Je trouve ça profondément dérangeant ». Elle est la seule qui reste du trio fondateur. Alexandre Gingras et elle dirigent et travaillent à la boite de production. À ces deux personnes s'ajoutent Noémie Beauvais, Pascale Rioux et Philippe Viel qui complètent l'équipe du média indépendant, dont certains sont là depuis près de cinq ans.

Claudine Simon reçoit un « petit montant forfaitaire » pour coordonner, faire les liens et alimenter les réseaux sociaux qui sont à la base de leur diffusion. Les trois membres associés uniquement au média indépendant sont bénévoles, bien qu'ils reçoivent 100 $ lorsqu'ils travaillent directement à la recherche ou réalisation d'une capsule vidéo. Dans l'entretien, Claudine Simon témoigne de la difficulté de trouver de la relève bénévole pour assurer le développement du média indépendant :

> Prendre sa place comme médias. La technologie va vite. Il y a d'autres façons. Ça, on ne suit pas. Alors on est en arrière un peu tout le temps. L'équipe n'est pas assez grosse, pas assez stable. On n'a pas de relève et on n'est pas rémunéré pour ce qu'on fait.

Elle constate aussi que l'essoufflement des mobilisations à la suite du Printemps érable a eu une incidence graduelle sur la dynamique et le recrutement de nouveaux collaborateurs et collaboratrices au sein des Alter citoyens.

4.2.5 Mode de financement

En 2010, après réflexions, Les Alter Citoyens décident de fonder une boite de production comme « un moyen de rentabiliser, c'est-à-dire de faire exister, d'assurer la pérennité un peu du média. [...] on a pensé à un modèle d'affaires, qui était celui de se construire parallèlement au média indépendant. Et c'est peut-être la particularité des Alter... Mais à l'époque... » L'occasion se présente alors que le collectif décide de couvrir la Marche 2/3 organisée par Oxfam : « [...] on a rencontré plein plein de jeunes,

on a fait plein de topos là-dessus. Tu sais des jeunes dynamiques, articulés qui militaient pour la solidarité internationale. Ça été vraiment extraordinaire. » Oxfam qui a vu les capsules des Alter citoyens, leur propose de documenter la marche suivante. C'est ainsi qu'Oxfam est devenu un client important de la boite. La boite a ensuite développé une clientèle dans les milieux communautaires, syndicaux et universitaires. Elle a réalisé notamment plusieurs capsules sur la violence faite aux femmes, l'environnement, la défense des droits en alphabétisation, en santé mentale, et pour des regroupements comme la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Ainsi, le volet de production contribue financièrement aux activités du média indépendant : « Et ça nos partenaires clients sont au courant de ça, ils achètent ça, dans le fond, comme en faisant affaire avec nous, on était très transparent là-dessus. C'est qu'il y a une partie du montant qui est redistribuée dans le média indépendant. » Par ailleurs, ces contrats de tournage alimentent également en sujets et en matière de reportage vidéo. En effet, il arrive régulièrement que l'équipe utilise les éléments d'un tournage d'un client, avec leur assentiment, pour créer un document avec un angle différent pour le média indépendant. Claudine Simon donne l'exemple du tournage d'un colloque sur l'immigration à l'université McGill :

> Mais c'était tellement intéressant encore une fois les entretiens qu'on a fait, que parallèlement à ça, on prend ce contenu là avec l'autorisation des chercheurs, et des gens évidemment qui approuvent quand même ce que l'on fait au niveau du média indépendant. Mais, on a sorti une capsule sur les conditions de détention des migrants qui offre un tout autre point de vue que celui qui est relayé évidemment, qu'on se fait envahir par les immigrants et tout ça.

Cela dit, Claudine Simon témoigne de l'engagement que nécessite ce modèle de financement :

> Comme on n'a pas de financement, comme on ne prend pas de publicité, comme on n'a pas de commandite, quand ça repose sur deux personnes, et qu'en plus on a des contrats au niveau de la boîte de production vidéo, ça prend beaucoup de temps. Comme nos contrats ne sont pas suffisants [...], on est obligé de travailler

> ailleurs pour gagner notre vie. Ben là, ça fait qu'on a moins de temps aussi pour développer le média indépendant, grossir, aller chercher de nouveaux auditoires.

4.2.6 Processus de production de l'information

Chez Les Alter Citoyens, la production de contenus se fait à l'intérieur même du collectif. Les cinq membres qui se partagent les tâches de recherche, de préproduction, de réalisation d'entrevues, de tournage et de montage, s'impliquent selon leur désir, leur disponibilité, leurs compétences et leur intérêt pour les sujets. Claudine Simon est préoccupée par l'essoufflement de son équipe, par la relève : « Il faut trouver d'autres collaborateurs, c'est sûr. Je vois 99 % Média qui vit exactement la même situation aussi. Qui a fait des appels à tous aux collaborations et ça ne fonctionne pas, c'est dur. C'est vraiment difficile. »

Contrairement aux médias imprimés ou à la radio qui imposent une diffusion planifiée dans le temps, Les Alter Citoyens interviennent et produisent quand l'occasion se présente. Claudine Simon résume les conditions d'une politique éditoriale qui repose sur la mobilisation sociale :

> Ça peut être une manifestation, on regarde dans l'agenda : est-ce que ça m'intéresse ? [...] C'est à la fois relié au contrat qu'on a, qu'on veut pousser plus loin parce qu'on a beaucoup de contenus. Et à partir de là, on a tripé sur une rencontre puis on veut pousser plus loin. Et puis à la fois l'actualité, nos disponibilités, notre niveau de fatigue, le temps qu'on a pour monter…

Leur processus de production de l'information est donc indissociablement lié à leur proximité avec les mouvements sociaux : « Mais je m'aperçois vraiment, on est totalement collés, tu me demandais le lien entre les mouvements sociaux, on est collés, collés, collés directement. Alors, on a filmé plein de capsules. » Ainsi, lorsque la mobilisation sociale est au ralenti, qu'il n'y a pas de manifestations à l'agenda, ce sont notamment les contrats avec les organisations qui fournissent le contenu du média, comme récemment avec le FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement

urbain) qui leur a commandé une capsule pour la grande marche du droit au logement lancée au printemps 2018.

Elle donne aussi l'exemple d'une commande de captation du colloque d'un groupe de recherche universitaire :

> C'est une recherche participative où et c'est des femmes itinérantes qui sont vraiment au cœur de la recherche [...]. Ces femmes-là ont organisé un colloque elles-mêmes. Des femmes qui se sont sorties de la rue, qui ont 60 ans et plus. [...] à travers ce tournage-là, j'ai été bouleversée par certaines de ces femmes et j'ai eu envie de les rencontrer davantage dans une approche documentaire : « Est-ce que ça vous intéresserait ? J'aimerais vous rencontrer davantage, comprendre votre réalité dans un but de sensibilisation » parce que c'est beaucoup ça, combattre les préjugés, sensibiliser.

La volonté d'équité dans l'équipe des Alter citoyens se reflète par ailleurs dans leur démarche documentaire où l'expression de paroles féminines notamment sera privilégiée. Ainsi, lors des mobilisations populaires, par exemple, le collectif porte attention particulière à encourager les femmes à donner leurs points de vue à la caméra. Ensuite au montage, les segments de témoignages d'homme et de femmes, d'âges différents, seront intercalés afin d'avoir une représentation juste à l'écran. Leur objectif de représentation vise également les communautés culturelles, un objectif qui semblent plus difficile à atteindre : « Au Printemps étudiant, c'était facile, pour ça, dans la rue, tous les âges étaient confondus, mais c'était très blancs, par contre, ça demeure un enjeu de représentation, la diversité. »

Les Alter Citoyens ont des standards de qualité : « Maintenant que tout le monde peut filmer et c'est correct aussi. Mais nous on s'était dit, il faut que ce soit esthétiquement correct, bien monté, avec une bonne qualité sonore. Que ce ne soit pas comparable à un truc que je prends seulement sur mon cellulaire. »

Témoignant de l'essoufflement de son équipe dans la dernière année, Claudine Simon avance que la tenue des éditions de Courts critiques est un incitatif à engager un processus de production de nouveaux contenus. Ainsi, les contrats de tournage de la boite de production, la réalisation de capsules pour le média indépendant à partir de chutes de tournage et la présentation de celles-ci aux soirées de Courts critiques sont intimement liés. La démarche est transparente et respectueuse : les clients et les protagonistes sont non seulement consultés, mais invités à prendre la parole lors des projections de Courts critiques.

4.3 La revue *Relations* (Montréal)

Entretien avec Jean-Claude Ravet, rédacteur en chef

Jean-Claude Ravet fait partie de l'équipe permanente de la revue *Relations* depuis maintenant 20 ans où il a débuté comme secrétaire à la rédaction pour devenir ensuite rédacteur en chef adjoint. Il occupe le poste de rédacteur en chef depuis 2005. Il compte prendre sa retraite bientôt et passer le relai à quelqu'un d'autre. Après avoir travaillé à la réinsertion des détenus à Montréal, dans les années 1970, il a séjourné en France dans une communauté de l'Arche. Il était au Chili dans les années 1980 où il a participé aux luttes antimilitaristes contre le régime Pinochet. Il retourne au Québec en 1990 et termine une maitrise en sociologie.

4.3.1 Profil du média

Relations est une revue bimestrielle éditée à 4000 exemplaires par numéro. Elle possède 2000 abonnés pour la version imprimée et numérique. Elle est distribuée en librairies par Disticor et disponible dans les bibliothèques. Sur le site de *Relations*, on peut lire gratuitement quelques-uns des articles des numéros présents ou passés, ainsi que les publications d'un blogue qui permet à l'équipe de réagir à l'actualité en dehors

des parutions. La revue est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Elle est membre de la SODEP (Société de développement des périodiques culturels québécois) et l'AMéCO (Association des médias catholiques et œcuméniques). Les articles sont répertoriés dans Érudit, Repère, EBSCO, l'Index de périodiques canadiens et archivés à la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ). La page Facebook de *Relations* est suivie par 2 300 personnes.

4.3.2 Histoire

La revue Relation existe depuis plus de 75 ans. Jean-Claude Ravet explique qu'elle a été fondée en 1941 par des jésuites

> [...] dans la foulée des Jésuites engagés dans les mouvements sociaux et ouvriers, par l'expérience qu'ils avaient constatée en France dans le mouvement personnaliste, par les prêtres-ouvriers. Quand ils sont venus ici, ils étaient motivés par cette volonté de donner une voix dans le milieu catholique, une voix proche des travailleurs, des gens souvent marginalisés dans le discours catholique dominant.

La revue subit une crise en 1948, lors de la publication d'un dossier « percutant » sur la silicose, crise qui se poursuivra jusqu'à la fin des années 1950. Les propriétaires de la mine exercent alors des pressions sur l'Église et les Jésuites. Le directeur de l'époque est expulsé et l'équipe est remplacée par une nouvelle « qui était beaucoup plus accommodante sur les questions industrielles et sociales, un peu plus conservatrice dans leur perspective [...] ».

Au début des années 60, une nouvelle équipe de jeunes jésuites redonne à la revue sa mission « d'être attentifs et portés par les mouvements sociaux qui émergeaient au sein de l'Église, et aussi avec la théologie de la libération et les prêtres en lien avec l'Amérique latine, et les mouvements au Québec, donc plus proches des communautés de base. ». Avec la sécularisation de la société québécoise, la revue, toujours financée

par les Jésuites, devient beaucoup plus laïque, ce qui se reflète dans la composition de l'équipe. En 1988, les responsables des communautés, lors la 34e Congrégation de la Compagnie de Jésus, s'orientent vers une nouvelle mission qui est de « fondre la préoccupation de la justice à la question de la foi ». Plusieurs centres d'analyse et de recherche nommés Justice et foi sont créés. À Montréal, la revue *Relations* s'intègre naturellement aux activités du centre comme un élément central. En 2000, le rédacteur en place impulse un nouveau souffle à la revue à travers une refonte complète de la maquette, en ajoutant des chroniques et la contribution d'artistes en arts visuels, d'écrivains et de poètes, comme de nouveaux points de vue sur la critique sociale. Cette refonte correspond à une volonté d'ouvrir le lectorat : « C'était notre volonté de l'élargir vers l'ensemble des gens qui avait le souci de justice et de transformation de la société d'un point de vue de l'humanisation. »

4.3.3 Mission et identité

Jean-Claude Ravet explique que *Relations* est une revue d'analyse sociale ancrée dans la réalité, une analyse qui part d'en bas, une revue qui veut « être une option pour les exclus », être ce « porte-voix ».

Parlant de la période de sécularisation des collaborateurs de la revue, de ce qui les unissait à ce moment-là, et de sa mission aujourd'hui, il explique :

> C'était notre volonté de l'élargir vers l'ensemble des gens qui avait le souci de justice et de transformation de la société d'un point de vue de l'humanisation. Bien que c'est une revue grand public, sa lecture est exigeante. C'est sur des enjeux sociaux, des analyses qui sont assez fouillées, mais tout de même vulgarisées. On a un souci de ne pas utiliser du jargon. On n'est pas une revue de journalistes. On est vraiment une revue d'analyse avec des chercheurs et des militants aussi.

Pour Jean-Claude Ravet, la revue *Relations* a un parti pris idéologique assumé qui la positionne en dehors des standards d'objectivité et de neutralité du journalisme

traditionnel. Critiquant les médias de masse, il ajoutera : « On a une compréhension beaucoup plus approfondie des fondements même des évènements, ce qui les causes ce qui les provoque, les acteurs à long terme, l'émergence, la source quoi ». En plus de mettre de l'avant une analyse approfondie et engagée, l'autre enjeu important est donc

> [...] de rendre visible ce qui n'est pas rendu visible. Le point de vue de ceux qui sont absents, les acteurs de l'information. Mais aussi donc d'en rendre compte, soit indirectement par les analyses qui en tiennent compte ou par les acteurs eux-mêmes, ou les personnes elles-mêmes. Ce qui n'est pas toujours évident, car ils n'ont pas toujours la formation de l'écriture. C'est comment rendre compte de ce qui n'est pas entendu, ça, c'est important, de cette part masquée et tue, d'être la voix des sans-voix.

Pour Jean-Claude Ravet, la revue *Relations* a également une responsabilité face au phénomène de dépolitisation :

> La mission même, c'est de rendre palpable, visible et compréhensible la dimension politique de la société qui est une dimension toujours active, toujours présente, mais rendu invisible précisément par la dynamique fantasmagorique et l'emprise des médias sociaux tenue par les multinationales qui sont de l'ordre justement de dire : « on vous amuse et ça suffit ».

4.3.4 Structure organisationnelle

La revue *Relations* dispose de trois postes permanents à temps plein qui constituent la structure opérationnelle : Jean-Claude Ravet, rédacteur en chef, Catherine Caron rédactrice en chef adjointe, Emiliano Arpin-Simonetti, secrétaire de rédaction. À cette structure, s'ajoute la directrice de la revue, Élisabeth Garant, qui se consacre aux questions administratives et de financement. L'équipe de la revue travaille avec les deux autres secteurs du Centre Justice et foi, soit les Activités publiques et Vivre ensemble, un volet « qui se dédie davantage aux questions d'immigration, de communautés culturelles et de la question des réfugiés » afin de publier des textes d'analyse et de déposer des mémoires notamment dans des contextes de crise. Ainsi, le

Centre compte au total une dizaine de personnes en incluant les chercheurs associés et les boursiers aux équipes des trois secteurs.

Le comité de rédaction est composé d'une quinzaine de personnes : « L'important dans l'organisation même de la revue, c'est le comité de rédaction. Un comité très actif qui est composé, outre de membres du Centre justice et foi et évidemment des membres de la revue, d'environ une dizaine de personnes de l'extérieur. ». Ces membres recrutés à l'externe participent bénévolement aux activités du comité de rédaction. Par ailleurs, les contributeurs et contributrices de la revue reçoivent un montant symbolique allant de 30 $ pour 700 mots à 100 $ pour 2 800 mots ou des bons d'achat de librairie bonifiés gracieusement de 15 à 20 %, par celles-ci.

4.3.5 Mode de financement

La structure de financement de la revue est composée en premier lieu d'un soutien institutionnel de la communauté des Jésuites qui assure son fonctionnement de base, notamment les salaires des permanents. Ainsi, il y a une stabilité dans l'équipe qui n'est pas le cas des autres médias alternatifs. Le rédacteur en chef est en poste depuis 20 ans, la rédactrice adjointe, depuis 10 ans et le secrétaire de rédaction, depuis cinq ans. La revue bénéficie d'une subvention du Fonds du Canada pour les périodiques de Patrimoine Canada. Une autre source de financement est le revenu provenant de la vente de numéros, dont notamment les abonnements. Jean-Claude Ravet constate une certaine stagnation et même une baisse des abonnements, en ce moment, qui se situent à près de 2000 : « C'est toujours le défi d'essayer de faire connaître la revue, de la diffuser, de sortir des créneaux qui sont les nôtres, d'essayer d'apparaître simplement ». La revue recevra cette année une subvention spéciale de Patrimoine Canada pour l'aider à améliorer sa promotion et sa mise en marché notamment par une étude de son lectorat.

L'espace publicitaire occupe environ 15 % de la revue. Les annonceurs sont essentiellement des syndicats, des maisons d'édition, d'autres revues et des organisations dont les activités sont liées à la thématique du dossier. Jean-Claude Ravet explique : « Notre politique est bien simple, nous annonçons ce qui n'est pas contraire à nos valeurs de justice sociale. ». La revue organise également des campagnes de financements annuels où elle reçoit des dons d'organismes, entre autres de communautés religieuses ou des dons privés, notamment des lecteurs. Finalement, elle perçoit par Copibec, quelques montants pour des droits d'utilisation, provenant essentiellement du milieu scolaire.

4.3.6 Processus de production de l'information

Pour Jean-Claude Ravet, le comité de rédaction est l'élément le plus important de la structure organisationnelle de la revue. Une dizaine de membres venant de l'extérieur de l'équipe des salarié-e-s complète le comité :

> Ces personnes sont recrutées pour la sensibilité, leur expertise plurielle. Donc, on va chercher un philosophe, un sociologue ou des personnes du mouvement féministe et syndical, ou des domaines économiques ou théologiques... Donc on essaie de cibler des personnes qui ont des antennes plus particulières dans leur engagement et dans leur manière de penser l'évènement par une grille particulière.

Jean-Claude Ravet insiste beaucoup sur la relation avec la base, sur le fait d'avoir ou d'être des antennes. Pour y arriver, l'ensemble de l'équipe de Justice et fois se partage certaines tâches :

> Donc il y a aussi un processus collectif de mise en commun des savoirs et des compréhensions et d'être en lien aussi avec des organismes sociaux, avec les organisations de base. Chacun à un pied, un contact avec des organismes, même si on ne peut pas tout faire. On se partage les représentations, soit des groupes, des coalitions ou des collectifs. Il y a le collectif de lutte contre la pauvreté, contre l'austérité, etc.

Les membres du comité de rédaction, autour de quinze personnes, se réunissent donc régulièrement soit six fois par année, à chaque occasion de parution, et aux deux semaines « [...] pour explorer un thème de dossier qu'on pense publier dans six mois, par exemple. ». Pour trouver les thèmes des dossiers, le comité se rencontre en début d'année dans le cadre d'une discussion exploratoire. Jean-Claude Ravet résume le choix éditorial : « On essaie de cibler des enjeux sociaux qui nous semble les plus pertinents, les plus aigus et les plus spécifiques, et ce dans différents domaines : politique, social, relation humaine, etc. On essaie de pluraliser un peu la parution de nos enjeux. »

À partir du thème choisi, le comité envisage tous les angles d'un sujet et invite une personne-ressource, de l'extérieur, afin d'aiguiser le point de vue et de nourrir encore une fois l'approche du comité. Cette étape terminée, c'est à l'équipe rédactionnelle, les permanents, de « ficeler davantage de manière concrète qui va écrire tel ou tel article et établir vraiment l'angle du dossier, le point de vue et la perspective » et de confier les articles « aux auteurs qui nous semblent les plus aptes à répondre, et ce avec un souci d'équité entre homme et femme. »

À la réception des textes, le comité de rédaction devient un comité de lecture : « Le rôle du comité est également dans cet ordre d'accepter, d'améliorer et d'essayer de sauver le texte. » Certains textes seront refusés, pas tant pour la qualité d'écriture, mais plutôt parce que « le point de vue n'est pas cohérent avec le dossier. ». Jean-Claude Ravet explique l'importance de ce groupe de travail dans le processus de production de l'information :

> Le rôle important du comité de rédaction s'exprime par le fait de leur engagement pluriel, d'être des antennes pour des sujets, des points de vue, des questions qui nous permettent justement d'améliorer le texte, et les différentes richesses de compréhension des enjeux.

C'est également dans cette perspective de la diversité des angles sur les sujets et d'avoir une autre approche du savoir que la revue s'associe à des écrivains ou des artistes en art visuel. En effet, chaque numéro sera illustré par une dizaine d'œuvres picturales tirées du portfolio d'un artiste : « C'est important pour nous ; ce n'est pas seulement une décoration ou une illustration, c'est un autre point de vue, un autre discours. » Il y a également les chroniques Question de sens et Le Carnet qui sont menés par des écrivains. Jean-Claude Ravet explique l'apport de ces perspectives d'artistes pour la revue :

> On est confronté à cet enjeu de ne pas être constamment dans l'analyse ou dans l'engagement, mais de nourrir notre manière de vivre, le rapport au quotidien, le rapport aux choses, le rapport au monde et aussi de le rendre d'une manière permanente dans la revue. Et de ne pas simplement se centrer sur l'analyse, sur l'engagement, le militantisme et d'être dans cet espace plus large et plus profond, dans cet ordre des choses.

4.4 La radio CKRL 89,1 (Québec)

Entretien avec Tanya Beaumont, ex-directrice de la programmation et musicale, animatrice à la radio

Diplômée en art et technologie des médias au Cégep de Jonquière en 2005, Tanya Beaumont s'implique à CKRL à titre de chroniqueuse bénévole en 2007, ensuite comme animatrice de l'émission du retour à la maison. En 2010, elle devient directrice de la programmation, et musicale, en 2015. Elle quitte son poste en 2018, après onze années d'engagement auprès de la station. Impliquée dès 2013 dans l'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ), elle en assure la présidence depuis 2016.

4.4.1 Profil du média

CKRL 89,1 est une radio communautaire francophone située à Québec, dans le quartier Limoilou. C'est une radio régionale qui diffuse sur la bande FM. Par ailleurs, on peut maintenant écouter les émissions à même le site Internet, directement en *streaming* ou en baladodiffusion. La station, qui diffuse quotidiennement de 6 h le matin jusqu'aux alentours de minuit, propose de 50 à 60 émissions dans sa grille-horaire hebdomadaire. Selon un sondage SOM réalisé en 2007, la radio était écoutée par 71 000 auditeurs par semaine dans la grande région de Québec et la Rive-Sud avec un profil d'auditoire plus masculin que féminin. L'équipe travaille en ce moment avec StatsRadio, une jeune entreprise technologique de Québec qui veut concurrencer Numeris, afin de mettre à jour l'analyse de l'audience de la station. Plusieurs émissions disposent de leur page Facebook, ce qui permet actuellement de mesurer leur indice de popularité. La radio CKRL est membre de l'ARCQ.

4.4.2 Histoire

Les moments charnières de l'histoire de CKRL sont relatés dans le site web de la station (www.ckrl.qc.ca). En 1970, huit étudiants de l'Université Laval préparent un projet de radio communautaire et une demande de permis d'opération auprès du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) qu'ils reçoivent en 1972. Hébergé dans les locaux de l'Université Laval, au Pavillon De Koninck, qui leur offre de plus un soutien financier, CKRL MF entre en ondes le 15 février 1973 sur la fréquence 89,1 de la bande FM, avec une programmation qui débute quotidiennement à 17 h et se termine à minuit. En 1976, la radio émet à partir de 7 h le matin, et en septembre 1978, elle reçoit en ondes les groupes communautaires de la région de Québec sur une base régulière. En 1984, la station quitte l'Université Laval pour s'installer dans le Vieux-Québec. Elle se déplacera une deuxième fois en 1992, pour acquérir finalement, en 2001, un bâtiment situé dans le quartier Limoilou. En 1995, les liens avec l'Université Laval sont définitivement rompus.

Au moment de son 25e anniversaire en février 1998, on dresse un bilan positif : « La station a accueilli sur ses ondes plus de 4000 bénévoles, a donné la parole à plus de 600 organismes culturels et sociaux et elle jouit d'un auditoire de près de 80 000 personnes. » (http://www.ckrl.qc.ca/a-propos/). Elle remporte à quatre reprises le Prix de la radio communautaire de l'année aux Prix rencontres de l'ADISQ.

Tanya Beaumont questionnée à propos des moments clés dans l'histoire de CKRL, répond :

> Il y a sa fondation en 1973, un moment important parce que c'était la première radio communautaire francophone, à ce moment-là. C'était un modèle de radio qui n'existait pas dans la langue française, et c'est sûr que ça a l'air un peu évident que ce soit un évènement marquant, mais ça a été une pionnière dans ce type de radio là.

4.4.3 Mission et identité

Tanya Beaumont décrit CKRL comme une radio communautaire régionale. Sa mission « c'est de donner la voix aux organismes communautaires et culturels de la grande région de Québec, de donner une voix à ceux qui ne l'ont pas ailleurs. ». Pour elle, qui est également présidente de l'ARCQ, la mission de CKRL comme celles de toutes les radios communautaires, c'est d'être ancré dans leurs communautés « [...] et si elles ne font pas leur mission, les gens ne l'écoutent pas ». Elle précisera un des objectifs de CKRL qui est

> de donner une information qui n'est pas celle qu'on a ailleurs. Donc de donner une autre vision peut-être plus humaine, plus sociale, moins sensationnaliste. [...] Mais surtout aussi qu'on a plus de temps, souvent, pour faire une entrevue ou pour parler d'un sujet, donc d'aller plus en profondeur.

Un autre objectif est de favoriser les rencontres : « [...] c'est l'occasion quand on parle d'un sujet de faire intervenir plusieurs personnes du même milieu et donc ils ont la chance de se rencontrer en ondes alors qu'il ne le ferait pas ailleurs. »

Pour Tanya Beaumont, la station CKRL offre une alternative dans un paysage radiophonique privé monolithique : « La mission a toujours été aussi importante dans les 45 ans de vie, soit de proposer une autre version, autre chose. Surtout dans le modèle radiophonique actuelle où on a beaucoup de radios de droite. »

Répondant à une question concernant la position de CKRL sur le plan politique, elle précisera l'identité de la station : « Oui en tout cas, on ne s'est pas affiché. Je sais qu'avant on avait une tendance vraiment, de plus vouloir être à gauche, de s'afficher à gauche. Maintenant on est surtout une radio culturelle, on se décrit plutôt comme ça. En étant proche des citoyens, ça, c'est sûr. »

4.4.4 Structure organisationnelle

CKRL est dirigé en premier lieu par un conseil d'administration composé de dix personnes élues à même l'assemblée générale annuelle des membres. Le fonctionnement quotidien de la station est assuré par une équipe rémunérée qui comprend deux à trois postes à temps plein, soit une personne à la direction générale, à la direction de la programmation, à la direction musicale, à l'assistance administrative, à la technique, à la production publicitaire et image sonore, à l'animation de l'émission du matin et de l'émission du retour.

Mais le moteur de la station est constitué des producteurs et productrices d'émission. Tanya Beaumont explique :

> Et après ça il y a une centaine de bénévoles qui vont réaliser les émissions et je dis une centaine, c'est ceux qui sont les plus actifs comme ça, parce que chaque émission va avoir aussi des collaborateurs, des chroniqueurs et des gens qui reviennent de temps en temps. Donc, c'est difficile de calculer.

4.4.5 Mode de financement

Le financement de CKRL provient principalement des revenus autonomes qui sont du partenariat de commandites et dons, des frais d'adhésion des membres, de la campagne de financement et surtout de la vente d'espaces publicitaires qui compte pour 40 % du total ces revenus. La station n'a pas de politique restrictive concernant la vente de ces espaces publicitaires ; le besoin de revenus prime, car les frais pour maintenir une station radiophonique en fonction sont importants. D'ailleurs, elle fera remarquer la désuétude de l'équipement. Tanya Beaumont explique le contexte :

> [...] si McDo veut de la pub, on va lui vendre de la pub. Avant, c'était pas pareil, dans les années 90 et même début 2000. [...] Il y a un moment où il y avait vraiment des principes : « McDo, c'est non ! Pas de concessionnaire de voitures ! » Il y avait vraiment une éthique. Mais à un moment donné, ça nous en prend de l'argent, c'est ça aussi. Je ne dis pas qu'on est prêt à accepter n'importe quoi, mais c'est un revenu.

Leur campagne de financement se concentre autour du radiothon annuel, un moment très important dans la vie de la station qui a rapporté cette année 45 000 $, au-delà de l'objectif poursuivi au départ. Cet évènement qui a lieu durant une fin de semaine, propose un encan en ondes, encourage les gens à prendre ou renouveler leur adhésion ou à simplement faire un don. Les portes sont ouvertes, le studio prend place dans l'ensemble de la station et les gens viennent assister aux émissions de la programmation spéciale directement dans les locaux. Outre l'intérêt financier, le radiothon est un moment rassembleur, explique Tanya Beaumont : « Il y a un flot de gens qui viennent. C'est sûr que ça resserre la relation avec les auditeurs parce qu'ils viennent voir de près. [...] C'est un renforcement des liens autant entre les bénévoles, l'équipe qu'avec l'auditoire. ». Elle ajoute également que c'est un moment de grande visibilité médiatique, un des seuls moments où les médias traditionnels s'intéressent à la station, ce qu'elle déplore.

CKRL bénéficie aussi de subventions qui couvrent 25 % des dépenses de son budget et proviennent notamment du Programme d'aide aux médias communautaires (PAMEC) du Ministère de la Culture et des Communications et d'un programme d'appui de la Ville de Québec aux organismes culturels.

4.4.6 Processus de production de l'information

À CKRL, l'information est produite essentiellement par les producteurs et productrices d'émissions, qui sont des bénévoles. Ainsi, le cœur du processus se situe autour de la constitution de la grille de programmation saisonnière. Cette grille se construit à partir d'un appel de projets qui a lieu deux fois par année, pour la saison régulière et la saison d'été. Le choix des projets est effectué par la personne qui dirige la programmation : « Elle a un comité de programmation qui est là aussi pour l'épauler, mais au final c'est vraiment elle qui va prendre la décision. » Ce comité est constitué de trois bénévoles de la radio qui sont élus en début de saison lors de l'assemblée annuelle des producteurs et productrices prévue aux règlements généraux.

Tanya Beaumont précise que la vocation communautaire de la radio n'implique pas nécessairement l'acceptation de tous les projets. Ainsi, on se fie à l'expertise de la direction : « C'est quand même vérifié par le conseil d'administration [...] S'assurer qu'on garde les quotas aussi, mais ça prend quelqu'un qui donne sa vision aussi comme dans une radio commerciale où il y a quelqu'un qui va donner le son, qui va donner une direction. »

Néanmoins, la station reçoit plus de projets qu'il n'en faut pour combler la grille comprenant près de 60 émissions. Plusieurs émissions reviennent d'une saison à l'autre depuis parfois 10, 15 et même 25 ans. Cela dit, elle remarque que les appels de projets fonctionnent moins bien qu'avant, que la motivation est moins présente, ce qui

implique maintenant la nécessité d'une certaine forme de recrutement direct qu'elle impute notamment à la venue des médias sociaux :

> [...] les gens maintenant peuvent s'exprimer assez facilement. Si on a envie de partager nos goûts musicaux, on s'ouvre une page Facebook [...]. On peut se faire des playlists Spotify. [...] les gens qui ont envie de brasser des affaires, ben ils peuvent le faire sur Internet maintenant.

Ainsi, la politique éditoriale de CKRL se construit à même l'offre des projets d'émissions qui sont souvent très orientées vers le culturel. Elle remarque par ailleurs un intérêt grandissant pour des émissions de « parllote », de type magazine, alors qu'avant la faveur allait aux émissions musicales. Elle explique que les gens veulent s'exprimer, donner leurs opinions sur des sujets variés comme le théâtre, les questions scientifiques, l'entrepreneuriat ou le développent personnel : « Il y a quelques magazines plus communautaires, disons sur les organismes... dont un qui s'appelle "Les différents", donc ça parle vraiment de ce qui est un peu champ gauche, de ce qu'on entend un peu moins parler. ».

Les producteurs et productrices d'émissions sont « des messieurs-madames-tout-le-monde qui ont une passion ou des fois qui vont être impliqués de par leur métier ou qui ont vraiment un désir de communiquer sur ce sujet-là. ». Plusieurs auditeurs et auditrices sont fidèles et communiquent avec leurs animateurs et animatrices avec qui ils développent une complicité et un échange. À ce sujet, Tanya Beaumont explique :

> On a peut-être une strate de gens, je ne veux pas dire défavorisée, mais oui, qui ont un peu plus de difficultés aussi qui s'accrochent beaucoup à la radio et qui sont fidèles à l'écoute. Des fois, on recevait des lettres de prisonniers pour nos émissions *metal*, entre autres, qui sont écoutées en prison.

Les émissions avec un contenu plus politique sont celles où il y a des animateurs ou animatrices rémunérés : « Dans notre émission du matin, émission du retour aussi, comme elles sont faites par des employés d'ici, on donne une ligne directrice qui, oui,

va avoir l'air de sujets un peu plus de gauche, mais très culturels aussi. ». Néanmoins Tanya Beaumont raconte que depuis la période trouble des années 2000 à 2005, où il y avait beaucoup de débats, des opinions fortes, l'équipe en place a tranquillement opté vers une forme d'apolitisme dans la programmation. Cela dit, elle ajoute : « On n'avait peut-être pas les bonnes personnes pour le faire aussi. Si on avait eu un super bon éditorialiste de gauche, on aurait fait "oui oui, on y va à fond », et puis on aurait pu être là-dedans. »

4.5 La revue *À bâbord !* (Montréal)

Entretien avec Claude Vaillancourt, membre du comité de coordination

En plus d'être membre du collectif et de proposer régulièrement des articles, Claude Vaillancourt est impliqué dans le comité de coordination de la revue créée par le collectif pour assurer la gestion financière et générale de la revue. Il est président de l'organisation altermondialiste ATTAC-Québec (Association pour une taxe sur les transactions financières et pour l'action citoyenne) où il a notamment défendu les dossiers reliés au libre-échange et au commerce international. Claude Vaillancourt qui enseigne la littérature au cégep André-Grasset est aussi militant syndical à la FNEEQ (Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec) et membre du Comité école et société. Il a également publié une dizaine d'œuvres, des romans, des nouvelles et des essais, qui reflètent ses préoccupations sur la politique, l'économie ainsi que le lien entre l'art et la vie. Il a écrit plus d'une centaine d'articles pour des journaux et des revues. Il tient un blogue sur le site du Journal des Alternatives.

4.5.1 Profil du média

La revue *À bâbord !* est une revue bimestrielle publiée à 2 200 exemplaires par numéro comprenant les abonnements. Elle est distribuée dans près de 280 points de vente par

Messageries Dynamiques. Cette distribution est complétée par ce que l'équipe appelle les « achats groupés » qui sont surtout populaires chez les syndicats, et les « ventes militantes » qui se font dans les lancements de la revue et les colloques organisés par le collectif, ainsi que dans les évènements publics comme les manifestations, les rassemblements syndicaux ou communautaires, les forums comme le Forum social mondial. Le site web propose l'accès à quelques articles de chaque nouveau numéro, des dossiers complets de numéros archivés ainsi que le Blogue de la Rédac qui permet de discuter de l'actualité. Leur page Facebook présente plus de 5 200 abonnés.

4.5.2 Histoire

La revue *À bâbord !* a publié son premier numéro en 2003. Questionné sur l'histoire, l'évènement ou la raison derrière la création de la revue, Claude Vaillancourt répond :

> Dans le fond, c'est un groupe d'amis tout simplement. Des gens qui trouvaient qu'il y avait quand même de la place pour une revue de gauche au Québec, qu'il fallait donner la parole à certaines personnes. Quand je parle de certaines personnes, je parle aussi de tout le milieu communautaire et syndical.

Pour Claude Vaillancourt, le deuxième aspect qui a traversé toute l'histoire de la revue, c'est l'idée de créer une manière de fonctionner différente, une revue sans structure hiérarchique, sans rédacteur en chef. Ainsi, au début, le groupe a voulu mettre en place une coopérative, mais la gestion leur semblait compliquée. Ils ont finalement opté pour l'idée d'un collectif où toutes les décisions sont prises par les membres, dans une perspective d'autogestion. Claude Vaillancourt explique :

> Le mode de fabrication de la revue, ce mode particulier, je ne connais aucune revue au Québec qui fonctionne selon ce modèle-là, du moins pour les revues généralistes. Pour nous, c'était très important. Le fait qu'on fonctionne d'une façon différente, selon le collectif, ça donne un résultat qui est différent, ça donne une revue qui est plus ouverte. Une revue finalement où ce n'est pas le produit d'une seule personne, mais le produit d'un groupe qui, lui, est toujours en changement.

Ainsi, la revue qui existe depuis 15 ans maintenant, a toujours fonctionné avec un budget minimal, sans locaux de travail, avec seulement la volonté des bénévoles, du moins pendant les premières années. Ce travail de mise en place d'une structure démocratique est un élément central de l'histoire de la revue *À bâbord !*

4.5.3 Mission et identité

Claude Vaillancourt voit la revue *À bâbord !* comme le catalyseur d'un discours de la gauche, au sens large du terme :

> La mission, c'est d'abord d'entretenir un discours de gauche. Et aussi de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas normalement, ça, c'est très important. Une gauche qui est vraiment plurielle, qui n'est pas alignée idéologiquement vers un type de pensée. Une gauche qui n'est absolument pas sectaire. On donne la parole à beaucoup de monde, mais quand même à des gens qui sont souvent marginalisés, qui ne sont pas dans les principaux médias. Donc, c'est vraiment ça l'idée au départ d'ouvrir des pages à des discours qu'on entend autrement très peu.

Il précisera ce qu'il entend par discours de gauche :

> Nous on pense que le discours qui est à gauche, qui est rebelle, remet en question tout conformisme social. Quand on parle de rébellion, ce n'est pas « formater la rébellion », mais c'est être capable de dire non aux idées convenues à tout ce qu'on demande aux citoyens quand il s'agit de se conformer. Il y a une demande très forte : on veut que les citoyens restent tranquilles, reste chez eux. Nous, on veut alimenter tout le temps la flamme de la révolte, la flamme qui va faire que des gens vont descendre dans la rue, que des gens vont peut-être prendre la parole dans leur syndicat et s'exprimer, et exprimer des idées qui ne sont pas celles du discours officiel qui est le discours de la conformité.

Il insistera sur un aspect de la mission la revue comme faisant partie de son identité profonde et sa raison d'être :

> Nous on est vraiment un appui très clair aux mouvements sociaux. On leur dit aux mouvements sociaux : « si vous voulez vous exprimer publiquement, on vous ouvre les pages de la revue et même des fois on va vous solliciter pour que

> vous puissiez vous exprimer ». Je pense qu'il n'y a aucune revue qui est aussi proche des mouvements sociaux que la revue *À bâbord !* Quand je parlais tantôt, on est donc proche du mouvement syndical, communautaire. On est proche du mouvement associatif. On est proche aussi des groupes qui peuvent être parfois assez marginaux aussi.

Par ailleurs, Claude Vaillancourt fera état d'un débat qui se mène en toute cordialité entre une politique partisane et une tendance anarchiste à l'intérieur du collectif. Ce débat se concentre sur la question de l'appui ou non à parti politique, comme Québec Solidaire. Il résume le débat :

> Dans le fond, pour arriver à un changement social, est-ce qu'il faut élire un parti de gauche au pouvoir qui, lui, va faire le changement social ou tu fais le changement social et là, finalement, ça va donner un parti, nécessairement, qui va reproduire les idées de ce changement social ? ».

Personnellement, il croit nécessaire que la revue se dissocie de tous les partis politiques, quels qu'ils soient, afin d'être capable de pouvoir dénoncer ou critiquer librement tous comportements ou positions qui va l'encontre du bien de « l'ensemble de la population dans une problématique de justice sociale ». Selon lui, la fonction de la revue est de participer à un large mouvement d'éducation :

> Le changement social, je pense qu'il va se structurer par l'éducation populaire, par les idées qui vont se transmettre. [...] Peut-être que ça n'arrivera jamais que les gens aillent vraiment se pencher du côté de nos idées, peut-être que ça va arriver plus tôt qu'on le pense. On n'en a aucune idée. Il faut continuer à faire ce qu'on croit, ce qu'on trouve juste et essayer d'avancer là-dedans et espérer qu'un changement se fasse, sans être naïf non plus.

Finalement, en plus d'être une tribune pour les mouvements sociaux, la revue *À bâbord !* est un rempart contre la manipulation idéologique :

> Moi, ce que j'aime dans la revue *À bâbord !,* c'est qu'on a une propension à l'analyse. On cherche à comprendre les choses tout le temps et c'est ça qui est stimulant dans une revue comme ça. On est toujours dans l'espèce de réflexion

> critique. On ne se fait pas embrigader par les discours officiels. On essaie de désamorcer les discours avec lesquels on est en désaccord. On reste toujours sur le qui-vive finalement et ça, ça tient en vie.

4.5.4 Structure organisationnelle

Le collectif constitué de 20 à 30 personnes bénévoles est au centre de la structure de la revue. Ce collectif est complété et renouvelé annuellement comme l'explique Claude Vaillancourt :

> En général ce sont des membres qui vont trouver des personnes qu'on connait qu'on trouve intéressantes et on va leur proposer. Quelquefois, ce sont des gens qui se proposent. Nous, on va décider ensemble si on les prend ou on ne les prend pas. En général, les gens qui font l'approche, qui font cet effort, ce sont aussi des gens qui sont très proches de nous et c'est très rare qu'on refuse du monde. C'est un processus qui est très, très ouvert. On fait ça dans le cadre d'une réunion par année.

Ainsi, le collectif prend toutes les décisions. Cela dit, il y a une structure qui permet de penser et d'opérationnaliser :

> [...] la revue fonctionne beaucoup par comités. Ça, c'est très important, les comités. Le comité qui est comme le conseil d'administration, c'est le comité de coordination qui va s'occuper des questions financières et générales de la revue. Toutes les décisions sont soumises au collectif. Ensuite il y a le comité de rédaction. Le comité de rédaction est très important parce que c'est lui qui va s'occuper de la mise en page, de titrer les articles, de trouver les illustrations, de garder les liens avec la graphiste.

Les sujets des dossiers de l'année qui vient sont choisis lors d'une assemblée générale du collectif et confiés à des équipes différentes. Les auteurs et autrices des textes ne reçoivent pas de rémunération.

La revue dispose depuis quelques années seulement d'un personnel à temps partiel rémunéré comme travailleur autonome. Actuellement, il y a trois personnes, soit une coordonnatrice pour les questions organisationnelles et la « gestion au quotidien », et

une infographiste qui sont toutes deux à l'extérieur du collectif, ainsi qu'un secrétaire de rédaction dont le poste est toujours comblé à même le collectif.

Claude Vaillancourt résume le fonctionnement de la revue : « Je ne connais pas d'autres revues qui fonctionnent comme ça. Il n'y a pas d'autorité dans la revue, même qu'il y a des gens dans la revue qui trouve qu'on est un modèle anarchiste, finalement, dans le sens objectif du terme. Puisqu'il n'y a pas de pouvoir là-dessus. »

4.5.5 Financement

Le financement de la revue provient de trois sources. Il y a la vente des numéros, en premier lieu les abonnements en formats imprimé et numérique, qui inclut les abonnements de soutien bonifiés par un don, les ventes en kiosques et celles qui sont effectuées dans le cadre d'évènements publics. Ensuite, la subvention de Patrimoine Canada pour les éditeurs de périodiques dont bénéficie la revue. Finalement, il y a les revenus publicitaires pour lesquels, ils ont une ligne de conduite :

> La publicité, ça, c'est clair que pour nous, il faut que ce soit des gens ou des entreprises qui soient conformes aux idées qu'on défend dans la revue. Il n'y aura pas de publicités de multinationales ou gouvernementales, même. Donc c'est des syndicats, des organismes communautaires, des éditeurs qui vont annoncer dans la revue. Ça, c'est un revenu qui n'est pas négligeable.

4.5.6 Processus de production de l'information

L'ensemble du collectif de la revue est mobilisé dans le processus de production de l'information. À la suite de la formation annuelle du collectif, les sujets de dossiers sont décidés en assemblée générale et des sous-comité sont formés pour mener la recherche préalable à l'édition.

La revue *À bâbord !* n'a pas de politique éditoriale écrite. Chaque numéro est précédé d'une réunion du collectif d'où émerge la matière :

> Dans cette réunion du collectif, on décide des articles qu'on veut avoir tout simplement. Ça dépend beaucoup de la dynamique des gens qui sont là, de leurs préoccupations. On essaie aussi de faire des analyses de la conjoncture [...]. Il peut arriver aussi que des gens nous envoient des textes et qu'on les publie. Mais ça, c'est assez rare. La proportion de ces textes-là n'est pas très élevée. Donc on va choisir au niveau de l'actualité, de l'internationale, et au niveau de la culture. C'est à peu près nos trois grandes rubriques.

Outre les dossiers, et les articles des grandes rubriques, il y a les chroniques régulières sur le travail, le féminisme, la littérature et l'éducation. Toute liberté est donnée aux personnes qui tiennent ces chroniques, en qui le collectif a totalement confiance. À ce propos, Claude Vaillancourt précise la posture éditoriale de la revue, une posture implicite qui sert de filtre :

> La ligne éditoriale est assez floue d'une certaine manière, mais en même temps elle est aussi très claire parce qu'on est anti néolibéraux, on est altermondialistes, je pense qu'on peut dire, on est féministes, et évidemment, on est de gauche. Alors si ça respecte ces critères-là, ça peut se retrouver dans la revue.

Pour la rédaction des articles, le collectif procède par appels de texte directement aux auteurs et autrices en fonction du sujet. La revue mobilise alors son réseau :

> Ça veut dire qu'*À bâbord !* c'est aussi un réseau d'une certaine manière, un réseau d'amis, un réseau de contacts qui est assez large. Parce ce qu'il y a des personnes dans le collectif qui viennent de différents horizons : homme, femme, milieu syndical, milieu communautaire ou plus proche des partis politiques, on trouve à peu près toutes les tendances de la gauche là-dedans. Une gauche quand même plutôt radicale.

Il ajoutera, plus loin dans l'entrevue, le milieu universitaire à ce réseau. Dans cette recherche d'auteurs et autrices, Claude Vaillancourt affirme que la revue *À bâbord !* privilégie

> d'avoir des gens qui sont sur le terrain, ça, c'est très important pour nous quand on aborde des sujets, plutôt que d'envoyer des journalistes qui vont enquêter... on

> n'a pas les moyens de faire ça de toute façon. Mais on essaie de prendre des gens sur le terrain qui vont nous parler de ça. Et aussi parmi les collaborateurs, ça c'est assez important, il y a les membres du collectif.

Il donne l'exemple des numéros annuels sur les régions et celui sur les autochtones qui ont été presque entièrement écrits par les gens concernés. Ceux-ci sont guidés par les membres du collectif. Il va insister sur le travail de médiation qui est accompli afin d'offrir au lectorat une qualité d'écriture, une fluidité et une cohérence : « Ce sont des gens qui n'ont pas nécessairement une expérience de l'écriture, mais qui vont rentrer dans une équipe qui va, je ne dirais pas formater, mais les accompagner. »

En plus de la publication de la revue, le collectif organise des activités publiques comme des colloques qui sont une façon de produire de l'information, mais aussi, selon Claude Vaillancourt, une autre forme concrète de leur soutien aux mouvements sociaux. Claude Vaillancourt en donne un exemple :

> Notre dernier colloque, c'était sur la santé où on a invité à peu près tous les joueurs dans le domaine de la santé. Il y avait aussi bien des représentants des médecins, des représentants syndicaux, des chercheurs indépendants. On a couvert le plus large possible, mais évidemment il fallait que ça vienne du milieu. Pour les gens qui sont reliés au mouvement social dans le domaine de la santé, bien là il y avait un numéro de la revue, il y avait un colloque, il y avait des interventions médiatiques là-dessus ainsi qu'un livre qui est sorti sur le sujet.

4.6 Première analyse-synthèse à partir des portraits des médias

Dans cette section qui conclut l'exposé des cas de cette étude sous forme de portraits, nous voulons faire une première analyse synthèse qui nous servira dans les prochains chapitres. Nous utiliserons la typologie de Cardon et Granjon (2003b, 2003a, 2005, 2013) qui identifie les types de critiques adressées par les médiactivistes aux médias dominants modélisés autour des deux pôles, contre-hégémonique et expressiviste.

Le premier pôle fonde sa critique sur la dénonciation des médias dominants dans leur nature d'entreprise capitaliste, de reproducteur idéologique et symbolique de l'ordre dominant et appelle à la constitution d'un contrepouvoir critique. Le deuxième pôle critique l'exclusion des individus de la sphère médiatique, considère la production d'information comme un moyen d'émancipation et se dissocie du dictat des règles journalistiques.

Par ailleurs, pour Cardon et Granjon (2013), les médiactivistes vont favoriser la mise en place d'une structure spécifique d'organisation et de prises de décisions selon le type de critique. Ainsi, la tendance expressiviste va tendre vers une structure horizontale, alors que la tendance contre-hégémonique va opter pour une organisation verticale. Nous tenterons de vérifier s'il existe véritablement dans les cas de notre étude cette adéquation entre la critique envers les médias dominants et le type d'organisation. Ainsi, nous introduirons cette perspective dans cette analyse synthèse.

4.6.1 Une schématisation de la typologie du médiactivisme

Nous exposerons dans le prochain tableau les grands traits de cette typologie du médiactivisme afin de pouvoir ensuite mettre à plat les données des cinq cas à partir de cette grille.

Tableau 4.1 — Les grands traits de la typologie développée dans *Médiactivisme* (Cardon et Granjon, 2013)

Critique	**Contrehégémonique**	**Expressiviste**
Posture	Production de contre-expertises. Surveillance des médias dominants. Dénonciation de la concentration économique, des inégalités des flux planétaires, de la complaisance des médias de masse devant les lobbys. Critique de l'imposition d'un agenda public par les médias dominants. Critique du rôle des journalistes des médias dominants comme des agents de reproduction de l'ordre social.	Mise en valeur de préoccupations individuelles ou locales (culturelles, sociales, politiques). Mise en valeur des revendications locales. Reterritorialisation. Volonté de contrer le silence médiatique sur certaines réalités sociales, économiques et politiques par la production de contenus d'information.
Modèle	Utilisation d'un modèle journalistique basé sur les sciences sociales : exactitude, distanciation, temps long d'investigation, rupture avec les formats courts. Usage de standards et de procédés du champ journalistique traditionnel. Faible intégration des publics (lectorat, auditoire). Critique de l'objectivité journalistique. Prise de positions idéologiques.	Appropriation des outils de production et de représentation du monde par les individus. Projet participatif. Critique de la professionnalisation. Refus du modèle journalistique dominant. Priorité à la prise de paroles des individus comme moyen pour atteindre l'émancipation. Désir d'intégration du public. Recherche de l'égalité entre le producteur d'information et le récepteur.
Structure	**Mode d'organisation vertical**	**Mode d'organisation horizontal**

Le tableau suivant qui comprend plusieurs parties fait une synthèse des traits associés aux deux types de critique en relation avec le type d'organisation pour chacun des cinq cas étudiés.

Tableau 4.2 — Grands traits de la typologie (Cardon et Granjon, 2013) appliqués à chaque média étudié (tableau en cinq parties)

Média	**STATION CKRL**	**Radio communautaire**
Critique	**Contrehégémonique**	**Expressiviste**
Posture	Certaines émissions arborent un point de vue critique et produisent des contre-expertises.	S'intéresse aux préoccupations individuelles et locales de la région de Québec. Affiche une vocation culturelle. Favorise la prise de paroles des organismes communautaires. Veut contrer le silence médiatique sur certaines réalités sociales. Critique l'indifférence des médias dominants envers leur station.
Modèle	Vise des standards de qualité et utilise des procédés inspirés du champ journalistique et radiophonique traditionnels. Recherche une certaine professionnalisation.	Plus d'une centaine d'individus « amateurs » sont impliqués dans la production des émissions et acquiert une expertise. Appel de projets d'émissions bisannuel (programmation régulière et estivale). Les participations et les rétroactions du public sont nombreuses.
Structure	**Mode d'organisation vertical**	**Mode d'organisation horizontal**
	Équipe de huit employés supervisée par une direction générale. Direction de programmation décisionnelle.	Assemblée générale annuelle (AGA) : validation des grandes orientations. Comité de programmation consultatif composé de huit bénévoles. Contact facilité avec le public.

(Suite Tableau 4.2, page suivante)

Média	LE MOUTON NOIR	Journal citoyen bimestriel
Critique	**Contrehégémonique**	**Expressiviste**
Posture	Se dit un journal d'opinion avec un point de vue critique. Se dirige vers la couverture d'enjeux nationaux et internationaux. Produit des contre-expertises. Critique l'imposition d'un agenda public par les médias dominants.	S'intéresse en premier lieu à des enjeux régionaux (culturelles, sociales, économiques, politiques). Se dit un journal citoyen. Critique le silence médiatique sur certaines réalités locales et régionales. Comble le vide au niveau de la couverture culturelle régionale. Ouvre ses pages à des formats journalistiques différents (coup de gueule, point de vue humoristique, témoignage...). Aimerait être inclus dans la sphère médiatique.
Modèle	Utilisation des formats longs comme le dossier thématique qui demande distanciation et investigation. Recours volontaire aux experts et expertes ainsi qu'aux contributeurs et contributrices expérimentés, car l'appel à textes est insuffisant pour assurer le contenu des numéros. Usage de standards et de procédés du champ journalistique traditionnel.	Met des efforts envers l'appropriation des outils de production par les individus par l'accompagnement dans l'écriture. Trouve ses contributeurs, contributrices à même la population locale. Liste de diffusion de 500 contacts utilisée lors de l'appel à textes pour chaque numéro. Désir d'intégration du public par la recherche de nouveaux journalistes notamment parmi la jeunesse locale.
Structure	**Mode d'organisation vertical**	**Mode d'organisation horizontal**
	Rédacteur en chef et adjointe avec un mandat exécutif et parfois décisionnel.	Comité de rédaction composé de six bénévoles.

(Suite Tableau 4.2, page suivante)

Média	LES ALTER CITOYENS	Média indépendant (vidéo)
Critique	**Contrehégémonique**	**Expressiviste**
Posture	Propose la construction d'un contrepouvoir médiatique et social. Production de contre-expertises notamment par l'interview ou la captation de propos d'experts (chercheurs, spécialistes, etc.) Surveillance des médias dominants : critique du biais des contenus. Critique de l'imposition d'un agenda public par les médias dominants.	Encourage les témoignages d'individus vivant des problématiques d'oppression et d'exploitation. Favorise la parole citoyenne et militante. Mets en valeur les revendications locales et les mouvements sociaux. Puise leurs sujets à même les mobilisations sociales. Critique virulente du silence médiatique par la production de contenus d'information alternatifs.
Modèle	Usage de standards et de procédés du champ journalistique traditionnel. Critères de qualité technique et esthétique. Notion de compétence. Prise de position idéologique par leurs choix de sujets.	Grand désir d'intégration des publics à travers les prises de paroles filmées. Vise l'équité dans la visibilité pour les femmes, les communautés ethnoculturelles, les jeunes, les ainés, etc. Se met au service des mobilisations sociales. Spontanéité.
Structure	**Mode d'organisation vertical**	**Mode d'organisation horizontal**
	Une personne assure la coordination.	Collectif autogéré de 5 à 6 bénévoles..

(Suite Tableau 4.2, page suivante)

Média	***À BÂBORD !***	**Revue bimestrielle**
Critique	**Contrehégémonique**	**Expressiviste**
Posture	Veut contrer la manipulation idéologique par une perspective de gauche pluraliste. Production de contre-expertises sur des sujets choisis. Critique de l'imposition d'un agenda public par les médias dominants.	Veux donner une voix aux organismes communautaires, syndicaux, associatifs et marginaux. Met en valeur des revendications locales et nationales notamment par leurs dossiers spéciaux sur les régions. Critique du silence médiatique par la production de contenus d'information.
Modèle	Planification des dossiers douze mois à l'avance qui favorise un temps long d'investigation et une rupture avec les formats courts. Usage de standards et de procédés du champ journalistique traditionnel. Utilisation de formats divers dans le cadre d'une maquette : dossier, rubrique, chronique. Prise de positions idéologiques assumées : rôle critique et d'éducation populaire.	Accompagne les individus dans l'appropriation des outils de production lors de dossiers spécifiques. Fait des commandes de textes aux organisations et individus concernés par les sujets. Désir d'intégration des publics notamment par l'organisation d'évènements autour des numéros et par l'invitation des milieux concernés.
Structure	**Mode d'organisation vertical**	**Mode d'organisation horizontal**
	Il y a trois personnes rémunérées à la tâche qui sont supervisées par le collectif.	Collectif autogéré avec des sous-comités exécutifs. Composé d'une trentaine de personnes bénévoles qui sont tous et toutes membres du comité de rédaction. Dossiers pour l'année choisis en AGA.

(Suite Tableau 4.2, page suivante)

Média	RELATIONS	Revue bimestriel
Critique	**Contrehégémonique**	**Expressiviste**
Posture	Se pose d'emblée comme une revue d'analyse sociale et politique. Production de contre-expertises. Veut contrer la manipulation idéologique. Critique de l'imposition d'un agenda public par les médias dominants	Veut être la voix des « sans-voix ». Désir d'être en contact avec la base. Critique du silence médiatique sur certaines réalités sociales, économiques et politiques par la production de contenus d'information
Modèle	Planification des dossiers douze mois à l'avance qui favorise un temps long d'investigation et une rupture avec les formats courts. Usage de standards et de procédés du champ journalistique traditionnel. Utilisation de formats divers dans le cadre d'une maquette : dossier, rubrique, chronique. Critique ouverte de l'objectivité journalistique. Prise de position idéologique envers la promotion de la justice sociale.	Accompagne les individus dans l'appropriation des outils de production lors de dossiers spécifiques. Commande de textes spécifiques aux organisations et individus concernés par les sujets. Propose des formats d'énonciation non journalistiques depuis la refonte de leur maquette en 2000 : textes littéraires, poésie, œuvres picturales.
Structure	**Mode d'organisation vertical**	**Mode d'organisation horizontal**
	Quatre employés permanents : direction administrative, rédacteur en chef, adjointe et secrétaire à la rédaction. Fait partie du Centre Justice et foi (Jésuites du Canada).	Comité de rédaction composé d'une dizaine de bénévoles en plus des employés. Ils sont choisis pour leur représentativité de divers milieux, mobilisations sociales et d'expertises.

De cette mise à plat des données, il ressort trois constats qui portent (1) sur la nature des médias, (2) sur leur typologie, et (3) sur l'articulation entre cette typologie et le type de structure organisationnelle.

Concernant leur nature, nous pouvons constater d'emblée que les médias alternatifs étudiés dans le cadre de cette recherche, malgré leurs disparités, présentent toutes les caractéristiques des mobilisations informationnelles telles que définies par Cardon et Granjon soit des « [...] mobilisations sociales progressistes qui orientent l'action collective vers la critique des médias dominants et/ou la mise en œuvre de dispositifs alternatifs de production d'information. » (Cardon et Granjon, 2013, p. 8).

Sur la question de la typologie, nous remarquons l'expression des deux pôles, à des degrés divers, dans chacun des médias étudiés. À ce propos, une des lignes qui ressort des entretiens est la volonté commune de ces médias de donner la parole à ceux et celles qui ne l'ont pas. Cette vision partagée qui puise à même la critique expressiviste s'inscrit par ailleurs dans des pratiques qui se différencient. Nous utiliserons le terme hybridité pour désigner cet entrelacement des deux tendances critiques à l'intérieur d'un même organisme. Nous ferons le point sur cet aspect dans la section suivante.

Finalement, nous observons que le type d'organisation n'est pas automatiquement en adéquation avec la typologie comme nous l'avons avancé dans notre cadre théorique qui propose les duos suivants : (1) critique expressiviste et horizontalité, (2) critique contre-hégémonique et verticalité. En termes organisationnels, on retrouve d'ailleurs une diversité dans les structures et les rapports de pouvoir qui s'y exercent. Bien que ce soit tous des organismes sans but lucratifs, l'organisation du travail et les processus de prise de décisions diffèrent de l'un à l'autre. Ainsi, il ressort de l'étude de ces cinq médias deux grands modes de fonctionnement, soit l'autogestion, pour la revue *À bâbord !* et Les Alter Citoyens et, une formule mixte qui conjugue à des degrés variables un système hiérarchique à un fonctionnement horizontal, pour la station CKRL, la revue *Relations* et le journal *Le Mouton Noir*. Nous sommes donc d'une part devant un modèle d'autogestion qui revendique une organisation horizontale et, d'autre part, cette formule mixte qui conjugue l'expression d'une forme d'horizontalité avec une organisation de type vertical.

4.6.2 Les caractéristiques typologiques des médias étudiés

Nous conclurons ce chapitre par un résumé des tendances critiques de la typologie de Cardon et Granjon (2013) dans chacun des médias étudiés en prenant en considération l'hybridité que nous avons pu constater dans les tableaux précédents.

Fondée en 1973, la station CKRL, première radio de langue française au monde portée par le large mouvement des médias communautaires des années 1970, semble s'inscrire principalement dans la critique expressiviste. Ainsi, à chaque grille horaire saisonnière, plus d'une centaine de citoyens et de citoyennes propose et réalise des émissions radiophoniques, s'approprie un outil de production d'information et acquiert une expertise. Par ailleurs, la structure organisationnelle relativement classique de la station témoigne malgré tout d'une certaine approche verticale le plus souvent adoptée par l'autre tendance critique.

Le Mouton Noir apparait à l'origine comme un média écrit communautaire, de type expressiviste. C'est du moins l'intention qui était derrière sa création en 1995 suscitée par une lutte citoyenne contre l'administration municipale. Mais son évolution montre les signes de la progression d'une critique contre-hégémonique en son sein par son éloignement des enjeux strictement locaux, l'influence des positions politiques de gauche de son rédacteur et son recours sporadique à des experts pour des textes d'analyse.

Fondé en 2007, à l'occasion de la marche pour le Jour de la terre, le média Les Alter Citoyens nous semble à la limite des deux postures critiques, un exemple intéressant d'hybridité. Initié par trois citoyens et citoyennes, vidéastes autodidactes, le média favorise la prise de parole de « l'autre », par les témoignages et les vox populi et nous aurions tendance à associer cet aspect de leur travail à une critique expressiviste. En revanche, le média qui peine à renouveler ses membres notamment à

cause des compétences que la technologie impose, présente un point de vue politique assumé qui guide ses choix éditoriaux, ce qui est typique d'une critique contre-hégémonique.

La revue *À bâbord !* est créée en 2003 par un groupe d'amis, des intellectuels. Bien que solidaires des revues existantes comme *Relations* ou Libertés, ils ressentent la nécessité d'ajouter une nouvelle perspective de « gauche » à la presse alternative québécoise. Par leur point de vue de gauche assumée, bien que pluraliste et actuellement sans parti, nous sommes tentés de les classer dans la critique contre-hégémonique. Cela dit, la volonté du collectif d'offrir un large espace d'expression aux organismes communautaires, syndicaux, associatifs et marginaux, leur effort d'accompagnement dans l'écriture des acteurs de ces milieux, amène une perspective expressiviste.

La revue *Relations*, fondée en 1941 au Québec par des jésuites de la Compagnie de Jésus inspirés par le personnalisme de Mounier, le mouvement des prêtres ouvriers et la théologie de la libération, poursuit aujourd'hui cette mission maintenant sécularisée. Se posant d'emblée comme une revue d'analyse sociale et critique, avec une position assumée envers la promotion de la justice sociale, *Relations* rassemble plusieurs caractéristiques d'un média à la critique contre-hégémonique. Par contre leur souci d'être en contact avec « la base » et d'offrir d'autres formats d'énonciation, notamment artistiques, nuance cet apriori.

Incidemment, les revues *À bâbord !* et *Relations* se rejoignent sur plusieurs aspects de la critique contre-hégémonique et expressiviste. Cependant, si la revue *À bâbord !* est née d'un collectif de citoyens et citoyennes, en revanche, *Relations* était à l'origine l'organe d'une formation religieuse progressiste typique de la première phase des médias alternatifs caractérisée par une critique contre-hégémonique et un encadrement organisationnel (Cardon et Granjon, 2013; Cauchon, 2001). Aujourd'hui, ce lien institutionnel s'est desserré dans la mesure où la revue semble avoir son autonomie à

l'intérieur du cadre du Centre Justice et foi qui est une des missions des Jésuites du Canada. Il s'agit d'ailleurs du seul média étudié qui soit lié à une organisation. Dans tous les autres cas étudiés, l'initiative vient de regroupements d'individus provenant notamment des milieux étudiants, intellectuels ou artistiques.

On peut donc constater l'hybridité des types de critiques dans les pratiques des médias étudiés. Ce phénomène est expliqué, d'une part, par Cardon et Granjon qui évoquent les tensions au sein du médiactivisme selon la critique portée : « Il semble donc y avoir quelque chose d'irréconciliable entre ces deux formes de critique des médias et l'on peut lire l'histoire récente des médias alternatifs comme un mouvement de balancier et d'opposition entre ces deux perspectives. » (Cardon et Granjon, 2013, p. 24). Ils ajoutent qu'après les années 70 les pratiques médiatiques qui adoptaient la posture contre-hégémoniques « ont progressivement été conduites à intégrer des dimensions de plus en plus expressives, afin de ne pas abolir la parole de ceux-là mêmes qu'elles étaient censées défendre derrière des mots d'ordre partisan » (2013, p. 24).

D'autre part, Ferron (2016) va parler dans une étude récente d'un phénomène d'institutionnalisation et de professionnalisation chez les médias alternatifs tous types confondus qui les amènent à calquer les pratiques du modèle journalistique dominant. Cette piste est à explorer, et ce notamment dans le cas de la station CKRL qui adopte une structure relativement habituelle chez les radiodiffuseurs dans le cadre d'une pratique principalement expressiviste.

Dans le prochain chapitre, nous répondrons directement à nos questions de recherche en mobilisant l'expression des tendances critiques observées dans les médias alternatifs étudiés et relevées dans cet exercice de schématisation.

CHAPITRE V

PRODUCTION DE SAVOIRS ET RELATION AVEC LES PUBLICS

Dans le chapitre précédent, nous avons présenté les cas multiples sous la forme de portraits et nous avons schématisé les données recueillies dans les entrevues à partir des tendances critiques proposées par Cardon et Granjon (2013). Le contact avec notre terrain et ces analyses préliminaires nous montrent une réalité nuancée. La catégorisation des médias étudiés est plus complexe que prévu. L'hybridité typologique observée dans l'adoption de pratiques expressivistes par les médias à tendance contre-hégémonique et vice versa, en est l'exemple. Ainsi, selon nous, les tensions décrites comme « quelque chose d'irréconciliable » par Cardon et Granjon (2013) entre les deux tendances critiques semblent également se vivre à l'intérieur même de nos médias étudiés. Ceci expliquerait d'ailleurs certaines contradictions observées dans les propos des sujets participants aux entrevues.

Dans ce chapitre, nous tenterons de comprendre comment les médias alternatifs pensent la production de savoirs, selon leur type de critique, expressiviste ou contre-hégémonique, et de quelles manières les médias alternatifs entrent en relation avec leurs lectorats ou auditoires dans leur processus éditorial spécifique. Ces interrogations qui nous mènent au vif de notre sujet seront appréhendées parfois conjointement, car nous avons réalisé que les traiter séparément ferait l'impasse sur leur relation dialectique. La comparaison de ces pratiques avec le modèle journalistique dominant est un aspect secondaire qui sera abordé de manière transversale à cette analyse.

Ainsi nous appréhenderons notre matière sous différentes facettes : (1) les idéaux comme impulsion du médiactivisme; (2) la fabrication de l'information sous l'angle des sources et du processus éditorial; (3) les modèles journalistiques et les notions d'objectivité, de qualité et de reconnaissance; (4) l'enjeu d'inclusion des publics et des profanes; et finalement (5) les relations des médias alternatifs avec les mouvements sociaux.

5.1 Les idéaux et les convictions comme impulsion du médiactivisme

La production de savoirs par les médias alternatifs émerge dans un premier temps d'individus motivés par des idéaux qui se sont ensuite ralliés à des collectifs selon leurs affinités. C'est ce que nous avons constaté chez tous les participants et participantes de cette étude qui se sont montrés passionnés et convaincus de la nécessité des médias alternatifs.

Voyons maintenant quelles sont les valeurs et les convictions qui sont défendues par les organisations et les sujets de cette étude. D'emblée, nous avons pu remarquer la volonté des médias étudiés à favoriser l'inclusion des profanes ou de leurs points de vue en donnant « une voix aux sans-voix », tel qu'exprimé par Jean-Claude Ravet de la revue *Relations*. Partant de ce postulat, leurs missions ainsi que les valeurs démocratiques défendues pourraient se confondre d'un média à l'autre. Toutefois, on peut en distinguer des nuances dans ces extraits où les sujets expriment leurs convictions.

Pour Tanya Beaumont, le rôle de la station CKRL, rassemblée autour d'une vocation culturelle, est de faire la « différence », de proposer un autre son, une autre manière de faire de l'information par des citoyens et citoyennes et d'offrir une alternative aux radiodiffuseurs « de droite » de la région de Québec. Évoquant les multiples projets de création radiophonique qui pourraient être réalisés, elle va faire valoir cet espace de

liberté : « en étant une radio communautaire, on a une liberté incroyable ! [...] Bref il y aurait beaucoup de choses à faire. Mais on manque de gens, on manque de temps et on manque de moyens ». Marc Simard, pour sa part, aimerait que *Le Mouton Noir* soit reconnu auprès d'un large public et comme un interlocuteur crédible dans la sphère politique et médiatique. Il va affirmer : « On est plus qu'un journal dans le fond. On est un militant. On est un acteur de changement social ». Pour Jean-Claude Ravet, de *Relations*, il est essentiel de proposer une meilleure compréhension des enjeux sociaux et politiques : « Notre rôle est de réanimer la dimension politique dans le contexte actuel où nous sommes dans un processus radical de dépolitisation de la société ». Claude Vaillancourt de la revue *À bâbord !* décrit le travail du collectif comme le vecteur des discours d'un gauche pluraliste en premier lieu, mais aussi une tribune pour les mouvements sociaux et marginaux. Son objectif est d'« alimenter tout le temps la flamme de la révolte, la flamme qui va faire que des gens vont descendre dans la rue ». Claudine Simon des Alter citoyens qui travaille sans relâche à offrir d'autres points de vue et à « combattre les préjugés et sensibiliser », aimerait que leur média participe à la constitution d'« un contrepoids médiatique, un contre-pouvoir ». Elle va dire : « si les gens étaient bien informés, je pense qu'il y aurait un changement social beaucoup plus important ».

Ainsi, on voit déjà une nuance entre les conceptions de la station CKRL dont les pratiques sont essentiellement expressivistes, et celles des autres médias dont la critique contre-hégémonique est plus prégnante. Pour la première, il s'agit de défendre la liberté d'exercer une pratique médiatique selon un idéal, sans les contraintes idéologiques ou économiques des modèles radiophoniques classiques. Pour les autres médias, on voit clairement le désir de participer directement au changement social.

Nous constatons donc chez CKRL que l'importance de la liberté, notamment la libre expression des individus qui n'ont pas accès à la sphère médiatique, va primer sur d'autres valeurs comme la justice sociale et l'égalité. Cette posture exemplifie un

aspect de l'analyse théorique de Laclau et Mouffe (2009). Ceux-ci vont expliquer l'émergence de la pluralité des sujets collectifs dans le capitalisme avancé par une bascule des luttes basée sur des valeurs démocratiques, passant de l'égalité vers la liberté et mettant l'accent sur les luttes pour l'autonomie. En effet, les mobilisations informationnelles qui s'inscrivent dans les nouveaux mouvements sociaux mènent des combats pour le droit à l'information et à la communication, contre la domination symbolique. Elles s'insèrent ainsi dans les luttes démocratiques dont les valeurs fondamentales sont l'égalité et la liberté.

Ces premières constatations nous aident à spécifier les processus de production de l'information des médias étudiés.

5.2 La fabrication de l'information

Pour Cardon et Granjon (2013), les médias alternatifs vont adopter des manières différentes de produire les savoirs selon leur perspective critique. En ce sens, on pourrait associer la tendance expressiviste à un « modèle éditorial par le bas », de type horizontal, qui n'implique très peu de médiation, voire aucune, dans la production de l'information : la distance entre l'émetteur et le récepteur tend à être réduite au minimum. À l'opposé, la tendance contre-hégémonique se caractérise par un « modèle éditorial par le haut », de type vertical, qui exerce une médiation et se pose en surplomb face au récepteur.

Ainsi l'analyse du processus de production de l'information d'un média alternatif, nous renseigne sur sa posture critique. Nous allons analyser les pratiques éditoriales des cinq cas à l'étude à partir de trois aspects : (1) la source de l'information et le choix des contenus ; (2) la structure éditoriale et la prise de décision ; (3) les modes d'inclusion des « profanes ».

Les deux premiers aspects sont des composantes qu'on associe habituellement au phénomène du *gatekeeping* utilisé dans les médias traditionnels. Le *gatekeeping* désigne le procès de sélection et de hiérarchisation des sources et de l'information. C'est le processus par lequel le média décide de ce qui sera rendu publiquement visible : c'est aussi le champ d'une lutte pour la visibilité entre les classes sociales (Voirol, 2005). Nous verrons dans l'analyse de la structure éditoriale comment les effets d'un *gatekeeping* s'appliquent dans le cadre des médias alternatifs.

5.2.1 Les sources de l'information et le choix des contenus : sources « ordinaires » ou « élitistes »

La question de la ligne éditoriale pose les premières balises de la production de savoirs. Elle est ni plus ni moins la porte d'entrée du processus de sélection de l'information et des sources. On peut constater d'emblée dans ces médias, deux modes d'approche des sources d'information qui spécifient leurs politiques éditoriales. Le premier mode met la priorité sur la source elle-même comme moteur du processus. CKRL et Les Alter Citoyens se rangent dans ce premier mode, mais pour des motifs différents qui sont conséquents à leurs missions respectives. Le deuxième mode qui privilégie le processus réflexif précédant ou accompagnant le choix des sources, concerne *Le Mouton Noir* et les revues *Relations* et *À bâbord !*

CKRL qui se range dans le premier mode ne possède pas de politique éditoriale comme telle. L'identité actuelle de la station rassemble ses membres autour d'une vocation plutôt culturelle. Celle-ci s'est construite progressivement, voire « inconsciemment », à la suite d'une période tumultueuse où des membres revendiquaient un caractère plus politique à la mission de la station. Néanmoins, le point de vue éditorial, si on peut dire, se construit par la constitution de la grille-horaire à partir des projets d'émission soumis à la suite de l'appel d'offres. Tanya Beaumont explique : « Donc l'information vient d'un peu tout. Des gens qui voient l'opportunité de pousser plus loin leur passion ou leur métier [..] qui ont un intérêt pour un tel sujet et qui viennent en parler une fois par

semaine ». À travers l'appel de projets d'émission comme modèle éditorial « par le bas », la radio CKRL favorise donc une expression immanente, une prise de parole directe des individus et le libre témoignage de préoccupations culturelles, politiques, sociales ou autres. Par conséquent, ce cadre peu restrictif fait en sorte que l'offre d'émissions de la grille-horaire devient le reflet des tendances sociales actuelles et du niveau de politisation. Prenons comme exemple, le phénomène récent à CKRL des magazines radiophoniques où les personnes se servent de leur temps d'antenne pour donner simplement leurs opinions sur une panoplie de sujets. Ce phénomène est critiqué par Tanya Beaumont. Cependant, elle constate :

> Ça veut quand même dire quelque chose sur la société et les préoccupations d'aujourd'hui. Les gens ont envie de s'exprimer. Mais c'est certain que nous ça prend aussi une émission de qualité. Si c'est juste des gens qui ont envie de jaser, qui n'ont pas d'expertises, pas d'arguments particuliers, ce n'est pas gagnant pour la radio nécessairement.

Ces magazines deviennent en quelque sorte des tribunes comparables à celles des médias sociaux où l'expression de la subjectivité individuelle est notamment constatée. En revanche, la direction de la station ne s'oppose pas à ce que des individus producteurs d'émission prennent des positions politiques radicales. Ainsi, les producteurs et productrices d'une émission pourraient adopter une critique contre-hégémonique, car chaque émission, dans le cadre de pratiques expressivistes, peut être considérée, grâce à leur position d'autonomie, comme un micro média qui d'ailleurs s'enrichit souvent d'une page Facebook ou d'un blogue, comme c'est le cas à CKRL.

Chez Les Alter Citoyens, le choix éditorial est lié à l'effervescence de la mobilisation sociale, c'est pourquoi nous l'avons identifié comme un média qui privilégie la source. Claudine Simon va dire : « le lien entre les mouvements sociaux [et nous] ? On est collé, collé, collé directement ». Ainsi, la sélection de contenus s'opère d'une manière organique, dans l'immanence. En revanche, ce mode d'opération les rend

« vulnérables » à l'essoufflement des mouvements sociaux. Ils ont d'ailleurs vécu une période difficile de remise en question individuelle et collective à la suite du Printemps Érable. Comme plusieurs médias alternatifs conçus à la faveur d'un évènement, en l'occurrence le Jour de la Terre, Les Alter Citoyens auraient pu cesser leurs activités et disparaître. Cependant, la création de leur boite de production a permis en un sens une certaine distanciation des mobilisations sociales. Cette initiative leur offre une ouverture renouvelée vers d'autres contenus à travers la réalisation de capsules d'éducation populaire pour des organisations communautaires, par exemple, ou de captations d'évènements des milieux de la recherche universitaire. De plus, leur participation aux éditions des Courts critiques les entraine dans une dynamique volontaire et positive qui demande l'anticipation d'un sujet de documentaire ainsi que sa réalisation.

La vue de ces éléments nous fait dire que par leur praxis et leurs caractéristiques fortement hybrides, le média Les Alter Citoyen s'apparente à une forme d'activisme qui s'est développé aux États-Unis au sommet de Seattle. Cette description de Cardon et Granjon éclaire nos intuitions :

> Bien que reprenant à leur compte les critiques adressées aux médias centraux, les acteurs qui vont donner le jour à cette forme d'activisme médiatique venu du vidéo-activisme et d'internet conçoivent d'abord leur engagement informationnel comme une forme directe et immédiate d'affirmation publique [...] Cette inspiration libertaire et ce souci de l'ancrage dans les communautés d'expérience des mouvements en lutte prennent leur source dans la tradition des médias communautaires, préférant la polyphonie des subjectivités à l'objectivité des experts. (Cardon et Granjon, 2013, p. 97).

Les autres médias alternatifs, le journal *Le Mouton Noir* et les revues *À bâbord !* et *Relations*, seront analysés en parallèle, car leur processus éditorial offre plusieurs similitudes en regard de ce second pôle où la recherche de contenus s'opère dans le cadre d'une procédure plus réflexive. Bien qu'ils aient tous les trois une fenêtre

d'expression sur Internet qui leur permettent de réagir à chaud, il reste que leur processus éditorial passe par une période d'anticipation de l'actualité et des sujets de société qui leur apparaissent cruciaux. Les revues *Relations* et *À bâbord !* prévoient les dossiers des numéros un an à l'avance et complètent les sujets traités dans les autres rubriques environ deux mois avant chaque parution. *Le Mouton Noir* planifie ses contenus à chaque publication.

Dans ce processus, ils sont soutenus par des comités de rédaction inclusifs, ce qui est une différence fondamentale avec les médias traditionnels. Ils comptent sur cette représentativité de citoyens et citoyennes bénévoles, journalistes amateurs, activistes, individus des milieux communautaires ou universitaires, pour s'assurer d'effectuer les bons choix éditoriaux. À ce propos, Claude Vaillancourt d'*À bâbord !* explique : « On n'a pas de politique éditoriale écrite. Par contre, ce qui est très particulier, ce sont nos réunions. » En effet, la revue se construit grâce à un comité de rédaction composé de l'ensemble des membres du comité soit entre 25 à 30 personnes qui votent les sujets de dossier en assemblée générale annuelle selon les préoccupations exprimées. Pour Jean-Claude Ravet de *Relations*, l'important est d'être lié à la base, de produire « une analyse à partir d'en bas, et non pas justement à partir des intérêts des gens puissants et dans un souci d'équité et de solidarité dans la société ». Aussi, il considère les membres du comité de rédaction comme les antennes de la revue. De plus, le comité de rédaction tente d'assurer une présence dans les mobilisations sociales : groupes, coalitions ou collectifs comme le Collectif pour un Québec sans pauvreté ou le Mouvement contre l'austérité.

En ce sens, le choix des sources et des sujets d'information s'opère à travers des collectifs de *gatekeepers* qui, somme toute, tentent de représenter la pluralité des sujets collectifs (Laclau et Mouffe, 2009), contrairement aux médias dominants ou le processus de *gatekeeping* se fonde habituellement sur une organisation pyramidale généralement dirigée un individu masculin, de race blanche et de classe moyenne

(Glasgow University Media Group, 1976). Ce faisant, les préoccupations et les revendications des différents sujets collectifs seront considérées.

Ainsi, au final, les deux modes de processus éditorial observés chez les médias étudiés donnent l'importance aux sources « venant d'en bas » et se distinguent ainsi des médias traditionnels. À ce sujet, Atton et Wickenden (2005) amènent une perspective intéressante qui transcende la question des modèles éditoriaux « par le haut » ou « par le bas ». Ils vont parler de « sources ordinaires » (*ordinary source*) en opposition à des « sources élitistes » qui sont souvent les sources premières d'approvisionnement en information chez les médias dominants renforçant ainsi l'accès des élites aux discours médiatiques. Les médias alternatifs se distinguent justement à ce niveau :

> *It is a distinct characteristic of alternative journalism that it tends to avoid validating its reports by consulting powerful sources within political and economic elites. By contrast, alternative journalism produces its news " from below" using voices of activists, members of minorities or local residents – news sources that are typically placed at the bottom of the news hierarchy of mass media, where elite groups are the usual spokespersons (Atton and Hamilton, 2008: 86).* (Pajnik, 2015, p. 118)

Quoi qu'il en soit, on peut considérer que les cinq médias alternatifs observés utilisent des « sources ordinaires » dans leur production d'information en privilégiant les mouvements sociaux et les individus subalternes, et en offrant à ces sources une plateforme qui leur donne directement accès à un lectorat ou un auditoire soit par le biais d'un texte journalistique, d'une prise de parole filmée ou radiodiffusée.

5.2.2 La structure éditoriale et la prise de décision : *gatekeeper*s ou *gate-openers*

« L'organisation des relations de travail au sein des institutions médiatiques est inséparable du type d'information produite. » (Voirol, 2005, p. 102). Pour Voirol, cet énoncé est valable pour tous les médias qu'ils soient alternatifs ou dominants. Dans cette section, nous abordons la structure éditoriale sous l'angle des relations de pouvoir.

Jusqu'ici, deux constats ressortent de l'analyse des différents processus de production de l'information des cinq médias. Le premier constat est la présence de filtres inscrits dans la fabrication de l'information qui va prendre notamment la forme de collectif de *gatekeepers* privilégiant les « sources ordinaires ». Cependant, comme nous l'avons constaté, ces filtres procèdent évidemment d'un tout autre ordre et avec d'autres critères que ceux convoqués par le biais du *gatekeeping* dans les conglomérats de presse. Il s'agit ici plutôt d'une vision idéologique progressiste avec un parti pris pour les dominés qui s'incarnera dans une construction de sens conséquente. Wasserman va parler d'une « éthique de l'écoute », qu'on pourrait associer aux pratiques expressivistes observées chez les cinq médias étudiés, qui suffiraient à gommer les relations de pouvoir et mettre à égalité émetteurs et récepteurs : « *It entails a subversion of the very foundational assumptions about journalists as 'gatekeepers', by turning them into 'gateopeners' who decentralise the power structure inherent in media production and involve news subjects as equal partners in the production process.* » (Wasserman, 2013, p. 79). Le deuxième constat est la motivation de tous ces médias à favoriser l'inclusion des profanes, soit les publics, directement dans le processus ou par le biais de la sélection des sources.

Cependant, on ne peut nier que l'opération de filtrage, de sélection des contenus, invoque une forme d'autorité, ne serait-ce que par la mise en place d'une division du travail qui implique souvent une forme de hiérarchie. Voyons comment ce phénomène opère dans les médias étudiés selon les dynamiques d'horizontalité ou de verticalité.

Le processus de décision éditoriale va s'exprimer structurellement par la mise en place d'un comité de rédaction dans les médias écrits ou d'une direction de programmation à CKRL. Dans, le cas des Alters citoyens, la structure de décisions éditoriales nous semble plus difficile à identifier dans la mesure où les membres assurent toutes les opérations confondues, bien que Claudine Simon agisse à titre de coordonnatrice. Il

s'agit plutôt d'un processus de sélection continu et organique effectué par le collectif au gré de leurs capacités et leurs envies.

Dans le cas de CKRL, malgré que les producteurs et productrices bénévoles soient relativement libres quant au contenu même de chaque émission, il y a un processus de sélection de projets qui s'opère en amont. En effet, la direction de programmation sous le regard du conseil d'administration va avoir le dernier mot dans la construction de la grille-horaire en effectuant un choix d'émission et en leur attribuant une case horaire qui peut coïncider avec des moments de plus ou moins grande écoute. La direction musicale, pour sa part, s'assure des quotas francophones selon les règles du CRTC et va suggérer à l'occasion des produits musicaux. Cela dit, le comité de programmation constitué de bénévoles élus assure une vigile à titre consultatif. Donc, on peut constater que le caractère expressiviste de ce média est tout de même balisé par des filtres et un processus de *gatekeeping*.

Au journal *Le Mouton Noir*, le comité de rédaction formé de citoyens et citoyennes de Rimouski décide effectivement des sujets du prochain numéro. Par ailleurs, comme l'appel de textes aux 500 contributeurs, contributrices de la liste n'est pas suffisamment fructueux, il semble que l'édition du journal repose au final sur le rédacteur en chef et son adjointe aux actualités culturelles et, donc de leurs visions et réseaux respectifs, et ce bien malgré leur volonté.

Pour la revue *À bâbord !*, et la revue *Relations*, les comités de rédaction constitués d'un grand nombre de membres semblent impliqués dans tout le processus d'édition : de la sélection des sujets, à l'appel de textes, à la relecture et révision des contenus. Cependant pour *Relations*, les trois personnes rémunérées de la revue vont tout de même intervenir plus largement dans l'exécution finale de l'édition. Pour *À bâbord !*, les sous-comités ad hoc en charge d'un dossier particulier vont prendre le relai.

Comment alors envisager cette présence d'une forme de verticalité dans l'organisation du travail et la division des tâches au sein des médias alternatifs ? Nous pensons que cette verticalité pensée comme une forme d'autorité par les horizontalistes est à nuancer.

Premièrement, on peut avancer que malgré ces structures qui semblent hiérarchiques ces modèles journalistiques ont une approche démocratique (1) dans l'organisation même du travail et (2) dans leur volonté d'assurer la représentation des publics par une forme de délégation directe ou indirecte qui se ferait la « voix de la base ». À CKRL, il s'agit du comité de programmation, dont les membres sont élus par l'assemblée des producteurs et productrices. Pour les revues *À bâbord !* et *Relations*, ainsi que pour le journal *Le Mouton Noir*, cette démocratie agit, d'une part par le biais d'un recrutement orienté des membres du comité de rédaction qui veille à la représentation de différents milieux communautaires et syndicaux, des groupes marginaux, des femmes et de la diversité culturelle, dans un cadre régional ou non, et, d'autre part, par la mise en place d'un processus consensuel dans l'édition des publications.

Deuxièmement, on peut également penser la division du travail dans les pratiques médiatiques en dehors d'une dynamique de pouvoir. Ainsi, l'institutionnalisation d'un média alternatif et la complexification de la division du travail peuvent être vues comme une nécessité engendrée par les impératifs techniques du moyen de communication. Prenons le cas de CKRL, une station radiophonique qui propose une soixantaine d'émissions par grille-horaire, il semble pertinent que cette importante structure qui gère un budget annuel de 425 000 $ dispose de huit employés permanents, dont une direction générale. Dans le même sens, il est évident que les contraintes de délais d'impression et de distribution imposés aux médias imprimés tels *Le Mouton Noir*, *Relations* et *À bâbord !*, exige une organisation du travail bien structurée. Ainsi, les médias alternatifs subissent des pressions temporelles et technologiques au même titre que les médias traditionnels. Il serait intéressant dans le

cadre d'une autre étude d'évaluer spécifiquement les implications du moyen de communication choisi sur le fonctionnement des médias alternatifs.

Ces deux derniers constats nous mènent à penser que la division du travail et la prise de décisions n'entrainent pas nécessairement des pratiques autoritaires. Il arrive par ailleurs que même dans des structures qui se veulent égalitaires s'installe une forme de hiérarchie. Celle-ci est souvent engendrée par une disparité dans le niveau d'implication des médiactivistes qui fait en sorte que certains individus auront plus d'influence sur les activités de l'organisation. Claudine Simon en témoigne :

> Pour tous les médias indépendants que je connais, c'est comme pour Les Alter Citoyens, il n'y a personne qui est le boss, sinon ils sont en collectif. Mais [...] Il y a toujours une ou deux personnes qui se tapent plus de *job*. Ce qui fait que même si ça se dit horizontal, en bout de ligne, l'effort est fourni par une ou deux personnes tout le temps qui finissent par prendre le *lead* aussi, par défaut. C'est ce que je vois là autour de moi.

Les capacités des individus, leurs ressources, leurs disponibilités ont une incidence sur leur place dans l'organisation. Ainsi, plusieurs facteurs entrent en jeu dans l'établissement ou non de relations de pouvoir au sein des médias alternatifs comme d'ailleurs dans les autres organisations militantes ou communautaires.

5.3 Les modèles journalistiques et l'espace public

Pour comprendre comment les médias alternatifs pensent la production de savoirs, il est difficile de passer outre une comparaison avec les manières de faire des médias traditionnels. Toutefois, plusieurs auteurs comme Atton (2002) et Rodriguez (2001) semblent dire qu'il faudrait cesser de les comparer aux médias dominants et qu'il serait plus utile de développer un modèle théorique à partir de leurs propres pratiques.

Dans les sections précédentes, nous avons déjà survolé les questions de la provenance des sources et du processus qui mène au choix éditorial, nous aborderons maintenant les thèmes de l'objectivité journalistique et des standards de qualité. Nous résumerons ensuite la vision des médias étudiés concernant la sphère médiatique ainsi que leur place dans l'espace public.

5.3.1 Objectivité ou subjectivité ?

Plusieurs valeurs et obligations balisent le travail de la sphère journalistique. On les retrouve notamment dans les codes de déontologie des différentes corporations professionnelles. Dans la section précédente, nous avons constaté que les médiactivistes choisissent leurs sources journalistiques, à partir d'un point de vue, celui « d'en bas », celui des dominés. Ce point de vue apporte déjà une autre perspective à certaines valeurs journalistiques mises de l'avant dans la déontologie. Parmi ces valeurs qui doivent guidées « idéalement » les journalistes dans leur travail, il y a

> l'impartialité qui leur fait rechercher et exposer les divers aspects d'une situation, l'équité qui les amène à considérer tous les citoyens comme égaux devant la presse comme ils le sont devant la loi, l'indépendance qui les maintient à distance des pouvoirs et des groupes de pression. (Fédération professionnelle des journalistes du Québec, 2010, p. 2-3).

Selon nous, il s'agit là d'une vision apolitique qui fait l'impasse sur le système complexe de la production de l'information traversé par les rapports de pouvoir des sociétés capitalistes.

Basée sur l'obligation de neutralité et sur l'exactitude dans la restitution des faits, l'objectivité journalistique est un des standards qui régulent la profession et fait l'objet d'une controverse : « alors même qu'elle continue d'entraîner l'adhésion de beaucoup de praticiens, l'objectivité est récusée par apparemment presque autant de journalistes et est battue en brèche par des théoriciens du journalisme pour lesquels elle est au

mieux une illusion, au pire une imposture » (Gauthier, 1991, p. 81). Néanmoins, cette notion d'objectivité est souvent mise en cause dans le travail des médias alternatifs par ses opposants.

La notion d'objectivité a été d'emblée évoquée par tous les médias étudiés. La plupart se sont positionnés en faveur d'un parti pris assumé sauf la station CKRL dont la posture est plus ambigüe. Tanya Beaumont explique : « Sans dire qu'on est dépolitisé [...] naturellement, la radio est à gauche, mais on ne s'affiche pas nécessairement comme ça : on n'a pas de parti pris, de ligne. On essaie juste de faire autre chose que ce qui se fait ailleurs, le mieux qu'on peut avec la meilleure qualité possible. » Cette position témoigne encore une fois de la nature expressiviste de ce média.

Les autres médias vont assez clairement exprimer une posture qui s'inspire de la critique contre-hégémonique. Marc Simard du *Mouton Noir*, pour sa part, affirme : « C'est un journal citoyen indépendant et d'opinion. En gros c'est ça. Les autres [formes de] journalismes qui tendent vers l'objectivité, déjà nous, c'est pas ça. » Jean-Claude Ravet de *Relations* va dire : « On sort du discours neutre. On est une revue engagée qui a un parti pris. Ce sont des regards très assumés. On évite le discours journalistique on n'aime pas trop cette manière-là. ». Finalement, Claude Vaillancourt l'aura exprimé clairement dès le départ de l'entrevue en disant qu'*À bâbord !* veut entretenir un discours pluraliste de gauche, et Claudine Simon des Alter Citoyens, en affirmant leur volonté de constituer un « un contrepoids médiatique, un contre-pouvoir ».

C'est en se positionnant comme une presse d'opinion de gauche ou comme un média politiquement engagé en faveur des subalternes que ces quatre derniers médias assument le rôle de l'intellectuel organique (Gramsci, 1983; Piotte, 2010). En effet, en radicalisant l'expérience directe par une analyse située, ils agissent comme des vecteurs d'éducation populaire et d'organisation d'une contre-hégémonie. À l'encontre d'une tradition journalistique « rassembleuse » (Muhlmann, 2004b) où l'objectivité se veut

un vecteur de sens commun, les médias alternatifs au point de vue assumé vont également avoir une fonction de rassemblement, si on peut dire sélective, soit du peuple contre les élites (Laclau et Mouffe, 2009)

5.3.2 Les standards journalistiques : la notion de qualité dans le rendu

Bien qu'ils se dissocient des standards du journalisme traditionnel, tous les médias étudiés ont évoqué la nécessité d'appliquer des critères de qualité dans la production de l'information. Pour CKRL, par exemple, qui favorise notamment l'expression des organisations communautaires et de la culture émergente, tous les contenus proposés ne sont pas nécessairement recevables. Tanya Beaumont va résumer ce qui distingue CKRL et constitue l'élément d'attraction qui leur permet d'aller chercher leurs publics : « Nous, c'est vraiment la différence et la qualité bien sûr, parce que trop souvent les gens pensent que "communautaire", ce n'est pas de la qualité ». Pour les médias imprimés, les critères de qualité rédactionnelle et de cohérence des idées sont importants. Claude Vaillancourt va préciser : « Mais moi quand je parle de qualité, je parle de niveau technique dans l'écriture, de faire des phrases correctes. Il faut qu'elles soient bien structurées. Il faut que les mots soient justes. Il faut que l'article soit fluide. »

En fait, ces qualités d'ordre communicationnel et d'esthétique sonore et visuelle sont vues comme essentielles pour communiquer leur message, pour assoir leur crédibilité comme média ou pour favoriser leur rayonnement et fidéliser de nouveaux publics. Néanmoins, ces standards qui semblent garants d'un bon développement peuvent constituer des obstacles à l'inclusion des profanes dans le processus de production des savoirs qui sera discuté dans la section suivante. Cela dit, la question de la professionnalisation qui est sous-jacente à la doxa de la qualité et, par le fait même, invoque l'idée de l'expertise, est une problématique latente chez les médias alternatifs. Cette longue citation de Claudine Simon témoigne de ce questionnement. C'est en relatant l'initiative d'un citoyen d'origine haïtienne qui s'insurge contre le délabrement

des rues son quartier Montréal-Nord dans un clip vidéo diffusé sur les réseaux sociaux, qu'elle se met à réfléchir tout haut :

> Est-ce que n'importe qui peut produire de l'information ? C'est une grande question. C'est quoi un média ? Ce n'est pas si clair non plus. Les frontières sont un peu floues. N'importe qui peut être un média ? Je ne pense pas en même temps que n'importe qui peut être un média. Mais n'importe qui peut être un citoyen qui filme. C'est intéressant ça que quelqu'un qui voit une réalité décide de filmer, de capter ça et de le diffuser après. Mais ce n'est pas un média pour autant, c'est quelqu'un qui filme une réalité... [un média], ça doit venir avec une certaine rigueur peut-être une certaine qualité dans l'information.

Parlant des standards de qualité qui guident leur travail, elle ajoute : « C'est des critères qui sont à l'interne qu'on s'est doté pour qu'on soit crédible, mais en même temps c'est aux citoyens de juger aussi, si ça a de l'allure ce que l'on fait, s'ils se reconnaissent dans ce que l'on fait ». Être crédible et être reconnu comme média, d'une part, et favoriser des modes et des formats d'énonciation qui vont rejoindre les différents publics, d'autre part, ce sont deux approches qui semblent parfois difficiles à concilier pour les médias alternatifs.

5.3.3 Critique de la médiasphère et inclusion dans l'espace public

Si les sujets ont exprimé leur aspiration à ce que leur média soit reconnu en tant que tel, ils n'entretiennent pas un discours prégnant sur la médiasphère ou les médias dominants tant sur un mode critique ou comparatif. En ce sens, la critique des médias dominants ne sera pas soulevée par tous les sujets avec la même emphase. Si la revue *Relations*, *Le Mouton Noir* et Les Alter Citoyens adressent les critiques les plus virulentes, CKRL mise plus sur l'idée d'offrir une autre option, pendant que la revue *À bâbord !* témoigne de sa relation ambigüe avec ceux-ci.

Jean-Claude Ravet va critiquer « la manipulation ou la désinformation » ainsi que les effets de dépolitisation et d'atomisation auxquelles les médias dominants et les réseaux

sociaux contribuent. Claudine Simon évoque une « machine médiatique qui pouss[ait]e l'idéologie néolibérale ». Alors que Marc Simard du *Mouton Noir* conteste la concentration de l'information par les grands consortiums de presse qui favorisent « une pensée unique qui vient d'en haut [...] : il y a deux, trois grands penseurs au Québec qui nous dictent ce qu'on va avoir comme information ». Tanya Beaumont de CKRL, pour sa part, avance l'importance d'une alternative : « Surtout dans le modèle radiophonique actuelle où on a beaucoup de radios de droite. De plus en plus de radios commerciales aussi qui jouent de plus en plus la même chose donc, pour ce qui est de la découverte musicale, il n'y a pas de place à l'émergence ». Claude Vaillancourt d'*À bâbord !* explique leur position :

> L'existence de la revue vient du fait qu'on juge que les médias traditionnels ne couvrent pas tous les aspects [...] On est souvent aussi en désaccord avec leur traitement de plusieurs nouvelles. On trouve évidemment que les idées les plus radicales et plus à gauche sont souvent très mal représentées, et souvent très mal défendues dans ces médias.

En ce sens, certains de ces médias pensent la production d'information dans une perspective de complémentarité et de pluralité des points de vue : « On aimerait pas que les gens ne lisent que *Le Mouton Noir* parce que ce ne serait pas gagnant pour personnes d'avoir une seule vision des choses [...] Il faut qu'il y ait plusieurs sortes de journalisme, plusieurs sortes d'opinions qui transparaissent [...] ». Plusieurs vont aussi témoigner leur respect pour le travail journalistique de praticiens des médias traditionnels.

Cependant, ce qui semble le plus contestable pour certains, c'est leur exclusion de l'espace médiatique par les médias traditionnels. Les médias alternatifs disposent de peu de moyens financiers et de ressources pour assurer leur production, leur diffusion ainsi que le rayonnement de leurs activités auprès des publics. Cette situation les place

déjà dans une posture de faiblesse dans l'espace public que l'indifférence et le mépris des médias dominants ne font qu'accentuer.

Plusieurs médias témoignent de cette situation. Marc Simard du *Mouton Noir* aimerait être invité à prendre la parole dans ces médias à titre d'expert et de représentant de questions régionales. Tanya Beaumont de CKRL souligne le mépris dont la station fait face : « les médias parlent des communautaires uniquement quand ça va mal ou pour faire un portrait d'une radio communautaire. [...] On dirait qu'il faut absolument, qu'on nous mette à part, à la "table des enfants". Je dis toujours les paralympiques de la radio... ». Claudine Simon des Alter citoyens se réjouit pour sa part de la reconnaissance de son média ainsi que des médias GAFFA et 99 % Média dans le conflit qui les opposait à la DGE : « On a gagné cette cause-là. Il [le directeur] est revenu sur sa position. Et on nous a reconnu, aux trois médias, notre statut de médias non traditionnels ». Le commentaire de Claude Vaillancourt est par ailleurs très éclairant sur leurs attentes envers l'espace médiatique. Il va avancer que les médias traditionnels ont un devoir de surveiller ce qui est produit par les « médias en marge », de relayer les contenus ainsi de les faire profiter de leur large audience, mais ne le font pas. Il décrit alors cette relation ambigüe avec ces médias : « Alors on se retrouve souvent dans une relation un peu d'amour-haine parce qu'on est souvent déçu. »

Ainsi, nous pouvons remarquer dans notre étude que plusieurs de ces médias qui adressent une critique contre-hégémonique envers les médias dominants comptent sur ces derniers pour accéder à l'espace médiatique et entrer en contact avec un plus large auditoire. Il semble en effet difficile d'embrayer un large débat public en dehors de ceux-ci. Granjon va parler de « l'investissement de la scène politico-médiatique » comme d'une tactique :

> D'ailleurs, la plupart des mouvements sociaux ne considèrent pas la nécessité de prendre en charge leur propre représentation comme devant être synonyme d'une

> défiance totale vis-à-vis des médias dominants. Le mouvement d'évitement des intermédiaires spécialisés n'est généralement pas appréhendé dans une logique de substitution, mais plutôt dans une perspective d'articulation pouvant servir les processus de mise en visibilité et de montée en généralité. (Granjon, 2009, p. 350)

Cette tactique utilisée par les mobilisations informationnelles pourrait donc procéder d'une intention contre-hégémonique dans la mesure où il s'agit d'étendre un discours critique en utilisant les médias dominants comme tremplin. Au final, ce désir des médias alternatifs d'exister dans l'espace public, d'être intégré à l'espace médiatique s'inscrit dans la lutte pour la visibilité de tous les mouvements sociaux (Voirol, 2005) ainsi que la lutte pour la qualification et la légitimation de leur identité en tant que média (Ferron, 2006; Grimbert et Ferron, 2017).

5.4 Les publics et les « profanes »

Dans cette section, nous poursuivons l'analyse et la discussion à partir de nos deux questions de recherches secondaires en mettant l'accent sur la deuxième qui aborde de quelles manières les médias alternatifs entrent en relation avec les lectorats ou auditoires dans leur processus éditorial spécifique. Ainsi, nous tenterons d'interpréter leurs visions en abordant plus frontalement la relation entre expert et profane. Par ailleurs, la perspective de Downing (2001a, 2003) sur les différents publics va nous aider à comprendre le processus d'intégration des profanes dans les pratiques médiatiques alternatives.

Downing part du principe que ces pratiques médiatiques sont des productions culturelles nées d'une culture populaire oppositionnelle. Il envisage celle-ci d'une manière très large (Downing, 2001a) : « *The term popular culture, then, focuses attention on the matrix of radical alternative media, relatively free from the agenda of the powers that be and sometimes in opposition to one or more elements in that*

agenda ». (Downing, 2001a, p. 4-5). En considérant les initiatives médiatiques alternatives comme des productions culturelles, Downing pose un regard différent sur les notions d'auditoire, de public et de mouvement social où chacune de ces catégories est conceptualisée dans une sorte de fluidité qui permet la migration des sujets de l'une à l'autre selon les contextes. Redéfinissant le concept d'auditoire (*audience*) dont les visées sont essentiellement marketing, l'auteur propose les notions de public passif (*passive audience*), public actif (*active audience*), d'utilisateurs, utilisatrices des médias (*media user*) et producteurs, productrices des médias (*media maker*) (Downing, 2001a, 2003).

En ce sens, les individus impliqués dans les médias alternatifs sont des citoyens et citoyennes qui se sont engagés volontairement dans une production culturelle populaire oppositionnelle, passant ainsi de la posture d'un public inactif à celle d'un public actif et, par-là, critique : « *alternative-media activists represent in a sense the most active segment of the so-called active "audience".* » (Downing, 2003, p. 625). En ce sens, l'intégration des profanes dans les médias étudiés semble s'opérer à travers un mouvement qui agit de l'extérieur vers l'intérieur ainsi que par l'entremise d'un ensemble de ramifications sociales que nous évoquerons.

5.4.1 La composition des collectifs : la représentation et les réseaux

La composition des collectifs nous informe sur deux aspects du processus d'intégration des profanes : (1) elle en constitue une étape; (2) elle témoigne de la présence d'une pluralité de sujets collectifs et du désir des organisations qu'il en soit ainsi. Cette dimension prend une forme différente selon les moyens de communication utilisés par les médias étudiés.

Cette dynamique apparaît en effet plus clairement chez les médias qui utilisent l'imprimé. Elle passe par la formation des comités de rédaction qui compte six

bénévoles pour *Le Mouton Noir*, une dizaine pour *Relations*, et pour *À bâbord !*, près d'une trentaine de personnes, qui constitue l'ensemble du collectif. Le recrutement des membres est généralement orienté, c'est-à-dire que le comité de rédaction en place s'assure d'une composition selon plusieurs critères liés à l'analyse qu'ils font des enjeux de société. Tout d'abord, il y a un souci d'instaurer une représentativité des différentes revendications sociales autour notamment des préoccupations féministes, écologistes, syndicales, antiracistes, altermondialistes ou de justice sociale, et ce faisant, d'une pluralité de sujets collectifs en allant chercher des individus actifs dans ces divers milieux pour en faire des membres du comité de rédaction. Ensuite, il y a le désir d'outiller le comité de ressources intellectuelles sur des sujets particuliers en invitant des universitaires souvent sans pratique journalistique. Les nouveaux membres sont en général des lecteurs et lectrices de ces médias. Ainsi, l'intégration de profanes s'opère surtout par un recrutement à même les milieux militants et communautaires.

Au final, il ne s'agit pas d'œuvrer ou non dans les milieux intellectuels, ou d'avoir la maitrise d'une pratique journalistique qui importe pour devenir membre de ces médias alternatifs. Comme Atton et Wickenden le font remarquer, ce qui prime, c'est avant tout la posture idéologique et politique de l'individu et ils ajoutent :

> *This is a recurring theme, particularly in alternative media wedded to social movements, where experience of political activism is considered more important than expertise in reporting. Second, and following from this, it suggests a blurring of the distinction between source and reporter.* (Atton et Wickenden, 2005, p. 349).

Chez CKRL, l'intégration de profanes se fait par l'acceptation de projets d'émission qui viennent directement du public de la station ainsi que par le recrutement de nouveaux venus à partir des chroniqueurs et chroniqueuses qui prennent de l'assurance et se lancent dans la production de leur propre émission. Outre l'intérêt pour une culture musicale non commerciale, les préoccupations sont variées et les émissions donnent

notamment la parole à des féministes, des militants et militantes des organisations communautaires, des écologistes, comme ce citoyen qui travaille dans le domaine de l'environnement auprès des gouvernements, ou des praticiens et praticiennes d'une culture expérimentale, comme les membres d'Antitube. Donc, il y a là également une certaine représentation des sujets collectifs.

Les Alter Citoyens semblent, pour leur part, éprouver plus de difficulté « à trouver de la relève » et, donc, à intégrer des profanes dans leur unité de production. Ceci s'explique peut-être en partie par les compétences techniques que le médium vidéo exige, mais également, selon eux, par la baisse d'intensité des mobilisations sociales.

Nous ferons trois remarques à partir de ces observations. Premièrement, on perçoit chez les médias imprimés et à la station radio, cette dynamique qui transforme les utilisateurs et utilisatrices des médias (*media-user*) en producteurs et productrices des médias (*media-maker*). Deuxièmement, l'acquisition d'expertise par les profanes nouvellement arrivés dans le collectif se fait notamment par le compagnonnage des anciens devenus experts. Troisièmement, le renouvèlement continuel des participants et participantes qui exemplifie la précarité des médias alternatifs pourrait s'avérer positif jusqu'à un certain point pour la dynamique d'inclusion et, au final, pour la pérennité du média. Claude Vaillancourt d'*À bâbord !* semble adhérer à cette perception :

> Si je regarde dans le collectif [présentement], il y a une personne qui était là dans le collectif du départ [...]. Donc ça veut dire que ça a toujours roulé : il y a toujours des gens qui partent et qui arrivent. Il y a toujours un collectif entre 20 et 30 personnes et ça donne un dynamisme constant à la revue. Je pense que c'est pour ça qu'on réussit à se maintenir, parce que ce n'est pas toujours facile avec relativement peu d'argent.

Dans le même sens, Marc Simard du *Mouton Noir* explique comment s'est fait la constitution de l'importante liste de diffusion pour l'appel de textes qui compte 500

personnes : « Le fait qu'on ait changé de rédacteur souvent en 25 ans a nui au financement, mais a amélioré le nombre de personnes qui sont touchées par le journal. »

Ces organisations au sein desquelles s'intègrent les profanes sont également des réseaux. En effet, dans les médias alternatifs, les collectifs en place sont ni plus ni moins des noyaux composés de nouveaux et d'anciens membres qui enrichissent l'organisation par leurs propres réseaux lesquels s'ajoutent aux bases de l'organisation dans un mouvement perpétuel. C'est dans cet ensemble de ramifications de publics utilisateurs composés d'individus ainsi que d'organisations qui leur sont fidèles que les médias alternatifs recrutent leurs membres actifs, contributeurs et contributrices. C'est ce que confirme Claude Vaillancourt d'*À bâbord !* :

> Ça veut dire qu'*À bâbord !* c'est aussi un réseau d'une certaine manière, un réseau d'amis, un réseau de contacts qui est assez large. Parce ce qu'il y a des personnes dans le collectif qui viennent de différents horizons : homme, femme, milieu syndical, milieu communautaire ou plus proche des partis politiques, on trouve à peu près toutes les tendances de la gauche là-dedans.

5.4.2 L'inclusion des publics profanes dans le processus de production de l'information

Ainsi, quelle que soit leur tendance critique dominante, les médias étudiés favorisent l'appropriation par les profanes d'une forme d'expertise du moyen de communication. Pour les amener à devenir des contributeurs et contributrices, ils utilisent donc deux stratégies : (1) le recrutement ou la sollicitation active; (2) la médiation comprise comme un accompagnement du profane par l'expert.

Dans les imprimés, ils procèdent en premier lieu à un appel de textes ouvert, comme *Le Mouton Noir* auprès de sa liste, ou à un appel de textes ciblé, comme pour *À bâbord !* et *Relations*. Après la réception des articles reçus ou commandés à des profanes, les comités de rédaction amorcent un processus d'aller-retour de lecture, commentaires et réécriture qui exige beaucoup d'énergie en ressources humaines.

Les standards de qualité évoqués plus haut dans le texte (section 5.3.2) vont tout de même intervenir dans le processus. Claude Vaillancourt d'*À bâbord !* explique : « On se voit vraiment comme des accompagnateurs. On n'essaie pas du tout d'imposer des idées. On les laisse très, très libres. Mais quand même, il faut que ce soit au niveau de l'écriture qui est celui d'une revue comme la nôtre. » Pour *Le Mouton Noir*, l'enjeu semble plutôt la vulgarisation des textes relativement hermétiques proposés par les contributeurs ou contributrices qui ont des compétences langagières qui, selon Marc Simard, nuisent à la démocratisation du journal.

Dans les médias électroniques ou numériques, comme CKRL ou Les Alter Citoyens la question de l'inclusion se pose différemment. CKRL se préoccupe surtout du recrutement et moins de l'accompagnement. En effet, le médium radiophonique semble être un moyen de communication plus accessible pour les profanes dans la mesure où l'oralité mobilisée dans le quotidien devient une compétence transversale. Les Alter Citoyens ont, pour leur part, développé une approche spécifique envers les profanes dont ils veulent capter les propos afin de désamorcer le caractère intimidant de la prise de parole publique. Afin de convaincre et encourager la personne, ils vont expliquer l'importance que représente leur opinion, et, surtout avec les femmes, vont faire un « essai » à caméra fermée. En ce sens, ils « recrutent » et accompagnent leurs sujets. Cette approche est motivée par la conviction que les individus sont experts de leur réalité : « Mes grands penseurs sont des gens qui vivent la réalité, qui travaille dans le communautaire et qui tiennent les ressources à bout de bras ou les travailleurs qui vivent l'impact... ». Dans ces deux derniers cas, il est difficile de faire la part entre les caractéristiques du moyen de communication et la manifestation d'une pratique expressiviste.

Quoi qu'il en soit, tous les médias étudiés ont évoqué les limites de leurs ressources humaines et financières comme frein principal à leur désir d'inclusion des profanes.

5.4.3 La relation avec les publics utilisateurs ou en devenir

Tous les médias étudiés aimeraient joindre de larges publics, sortir du « cercle des convaincus », bien que Jean-Claude Ravet, pour sa part, se dit conscient que les analyses sociales et politiques publiées par la revue *Relations* présentent un certain niveau de difficulté.

Pour élargir leurs publics, c'est-à-dire les *media users* dans la perspective de Downing (2001a, 2003), les cinq médias vont déployer différentes stratégies où le contact de personne à personne semble important. Parmi celles-ci, il y a les tournées dans les écoles pour *Le Mouton Noir* spécifiquement, l'organisation d'évènements comme des colloques pour *À bâbord !*, des conférences pour *Relations* ou la tenue des soirées Courts critiques pour Les Alter Citoyens. Les campagnes de financement, spectacles-bénéfice et radiothons, deviennent également des moments clés pour se faire connaitre plus largement. À ce propos, pour la radio CKRL, le radiothon est un évènement hautement rassembleur qui s'étend sur plusieurs jours et voit quelques centaines de personnes, auditeurs et auditrices, circuler dans ses locaux.

Concernant la promotion, peu de ces médias disposent de budget pour faire des campagnes publicitaires. Les Alter Citoyens, pour leur part, qui avait construit leur stratégie de diffusion et de promotion autour de leur page Facebook, se retrouve, depuis les changements dans les algorithmes du fil d'actualité, devant un outil qui a largement perdu de son efficacité. Ils sont placés dans le dilemme de devoir monétiser leurs publications : « Mais là, c'est rentré dans la machine qu'on dénonce aussi, alors on ne le fait pas [monétiser]. Et alors on est moins visible. On est donc un peu captif de tout ça. » Plusieurs des sujets de l'étude ont souligné, en outre, la venue des médias socionumériques, principalement Facebook, comme la cause d'un désengagement et d'un désintérêt des publics envers les médias alternatifs qui se fait sentir depuis quelques années. En effet, les individus y auraient trouvé une plateforme d'expression

et d'information qui entre en compétition avec les médias alternatifs ou du moins rendrait caduque la nécessité de ces pratiques médiatiques alternatives.

En plus de vouloir rejoindre de larges publics, les cinq médias se sont dits également préoccupés par la relation avec leurs lectorats et auditoires (*media users)* et par le fait d'avoir des rétroactions de leur part. Cependant, l'établissement de cette relation est problématique dans la mesure où les médias ne possèdent peu ou pas d'outils pour y arriver. Cela dit, ils reçoivent à l'occasion des commentaires spontanés, souvent positifs et parfois négatifs par courriel, sur leurs pages Facebook ou dans les évènements publics. Par ailleurs, la revue Relation, qui a changé son orientation et sa grille graphique en 2000 par souci d'élargir son lectorat, va pouvoir en effectuer l'étude grâce à l'obtention d'une subvention.

Ainsi, tous ces exemples montrent que la volonté des cinq médias étudiés d'établir le contact avec leurs publics est bien réelle. Selon nous, cette volonté émerge de pratiques expressivistes où l'intérêt pour le lectorat et l'auditoire en est une caractéristique.

5.5 Le médiactivisme et les mouvements sociaux

La position des médias alternatifs dans l'échiquier des mobilisations sociales est relativement complexe. Comme mobilisations informationnelles, ils en font partie à part entière. Leurs revendications postmatérialistes, qui concernent la démocratisation de l'information et de la communication, les situent dans les nouveaux mouvements sociaux où ils sont à la fois des activateurs de ces mouvements et des activistes eux-mêmes, des médiactivistes.

Par ailleurs, les médias alternatifs sont nourris et dynamisés par l'effervescence des combats sociaux qui va leur donner une matière éditoriale, leur permettre d'élargir leur lectorat ou leur auditoire et leur fournir des forces vives. Downing va dire à ce sujet

que l'on ne devrait pas scinder d'un point de vue conceptuel les mouvements sociaux des différents publics :

> *In the ongoing life of social movements, audiences overlap with movement activity, and the interrelation may be very intense between the audiences for media, including radical alternative media, and those movements. Thus, the somewhat static, individualized – or at least domesticated – audience is only one mode of appropriating media content.* (Downing, 2001a, p. 6)

Avec ce postulat, la question du rôle des médias alternatifs envers les mouvements sociaux complexifie notre interrogation qui concerne les manières dont les médias alternatifs entrent en relation avec les lectorats ou auditoires dans leur processus éditorial spécifique. En effet, dans cette perspective, les mouvements sociaux, dont les mobilisations informationnelles font partie, sont donc des publics devenus actifs qui entrent en relation avec d'autres publics actifs et tentent de radicaliser des publics moins actifs. Cela dit, ce point de vue ne va pas à l'encontre du concept d'intellectuel organique de Gramsci, mais enrichit sa dynamique. En effet, les médias alternatifs qui revendiquent un parti pris assumé envers les « subalternes » jouent le rôle d'intellectuel organique pour les groupes sociaux qui composent cette catégorie. Ils accomplissent des fonctions d'éducation sociale et politique en tentant de faire naitre au sein d'une pluralité de sujets collectifs « une conception du monde *homogène* et *autonome* » (Piotte, 2010, p. 23) et en voulant rallier toujours plus d'individus à cette conception. Avec ses différentes notions de public, Downing (2001b) en propose une vision non statique où la combattivité et la prise de conscience des individus ne sont jamais acquises et ni jamais perdues.

Le rôle du médiactivisme dans la transformation sociale sera le sujet principal de la prochaine section. Nous y aborderons la relation entre les médias alternatifs et les mouvements sociaux sous deux angles : (1) leur rapport à la mobilisation sociale; (2) leur travail discursif et leur vision du changement social et politique.

5.5.1 Vers la mobilisation sociale

Les médias étudiés portent des visions différentes de leur rôle et leur implication envers les mobilisations sociales. Si Les Alter Citoyens et *Le Mouton Noir* ont été jusqu'à s'impliquer directement dans des luttes comme participants et même initiateurs, les revues *À bâbord !* et *Relations* ainsi que la station CKRL pensent leur contribution à l'intérieur de leur mandat informationnel.

Les Alter Citoyens se sont en effet directement impliqués dans les mobilisations sociales en allant jusqu'à faire partie des initiateurs du Mouvement du 24 septembre et déposer un mémoire à la Commission Charbonneau :

> C'était à l'époque de la corruption, le rapport Charbonneau avait été déposé. Et là on a connu individuellement une envie de pousser peut-être une coche de plus notre engagement et on a participé à l'organisation de manifestations aussi pour demander la démission du gouvernement libéral.

En plus de couvrir largement le sujet, *Le Mouton Noir*, quant à lui, a participé en son nom aux manifestations contre l'arrivée des pipelines dans la région aux côtés des groupes écologistes :

> Ça, c'est un exemple de lutte qu'on a menée. À ce moment-là, c'est là que j'ai connu plein de mondes qui finalement écrivent encore maintenant. Parce que j'allais voir les acteurs sociaux du bout : Prospérité sans pétrole, Non à une marée noire, les groupes qui manifestaient...

La station CKRL se positionne autrement. Elle se considère essentiellement comme un espace de visibilité médiatique pour les mobilisations sociales, idéalement, le point de départ d'une campagne de presse qui serait reprise par les médias dominants :

> Bien souvent les médias alternatifs vont appuyer un mouvement social [...] là ça va faire un peu plus de bruit. Et là ça va éclore. Donc, on est plus un adjuvant des mouvements sociaux. [...] S'il reste dans les médias alternatifs, ben, il va rester en marge. Ça c'est certain. Mais comme à CKRL, nous on n'est pas très politisé,

> on ne s'est pas associé à aucun mouvement. On n'a pas été derrière des manifestations. Mais, on en a parlé, oui.

La revue *Relations* voit son appui aux mobilisations sociales en étant le vecteur d'une compréhension du monde qui les nourrit :

> Il n'y a pas de mouvements sociaux sans souci de comprendre le monde. Il y a une indignation, une confrontation, une violence ou un enjeu. Donc il y a nécessité de le comprendre, d'en analyser les soubassements. [...] Toute cette dynamique de compréhension qui est fondamentale à l'agir. Sinon l'agir tourne à vide, elle s'épuise.

Pour le collectif *À bâbord !*, leur rôle envers les mouvements sociaux est très clair et se concentre sur ce qu'il sait faire, soit la publication d'articles et aussi l'organisation de colloques. Par ailleurs, concernant la relation qui existe entre les mobilisations sociales et la revue, Claude Vaillancourt va ajouter :

> [...] c'est comme une espèce d'aller-retour. Les médias alternatifs ne sont pas là pour structurer le mouvement social, mais sont là pour aider, pour renforcer aussi le mouvement social. On fait partie du mouvement social, c'est très clair. On est là pour l'appuyer, pour le soutenir. Mais, on est vraiment dedans, c'est comme ça. On est une composante du mouvement social.

Ces derniers propos illustrent bien la posture des médias alternatifs comme mobilisations informationnelles au sein d'un mouvement social plus large.

On peut constater que Les Alter Citoyens et *Le Mouton noir* vont travailler également à l'organisation de luttes, bien que d'une manière sporadique, alors que les autres médias observent, si on peut dire, un certain retrait de l'action directe. Néanmoins, ils vont assumer la fonction d'intellectuel organique dans son rôle d'éducation. Pour CKRL, à cause de l'autonomie laissée aux producteurs ou productrices d'émission, cela va dépendre des individus en place.

5.5.2 Travail discursif dans le champ social et perspectives politiques

Les médias alternatifs sont donc des mobilisations sociales, mais également des agents d'articulation des revendications ainsi que des producteurs de sens. Nous envisagerons quelques éléments quant au rôle de ces médias dans le processus discursif d'articulation à partir de la vision des sujets de la recherche.

Selon Laclau et Mouffe (2009[1985]), il doit y avoir un extérieur discursif pour qu'une relation de subordination devienne une relation d'oppression, et qu'émerge une conscience sociale. Ce discours opère par une logique de différence qui établit le fait d'un antagonisme. Par ailleurs, pour construire une contre-hégémonie, la logique de différence doit se conjuguer à une logique d'équivalence qui, elle, unifie les différents sujets collectifs dans une dynamique d'opposition à un adversaire commun, soit les élites. Cette contre-hégémonie investirait l'arène politique pour arriver à ses fins.

Nous pouvons constater d'emblée que l'ensemble des médias étudiés soutiennent une pluralité de sujets collectifs, parfois dans une perspective régionale pour la station CKRL et *Le Mouton Noir*. Leur soutien s'incarne en donnant la parole ou en s'intéressant par l'analyse à une diversité de mouvements sociaux arborant des revendications polysémiques : environnementales, féministes, LGBT, raciales et plus. En ce sens, voyons quels discours d'articulation les médias étudiés mettent en place.

La revue *Relations* entend agir comme une nourriture des mobilisations sociales en révélant les causes des phénomènes d'exploitation et d'oppression. Le slogan « Pour qui veut une société juste », qui est finalement l'élément discursif de son point de vue éditorial, opère comme élément rassembleur pour tous ceux et celles qui combattent l'injustice. La revue *À bâbord !* oriente son discours vers la mise en commun des pensées de gauche, des postures rebelles, des idées anticonformistes. L'éducation populaire demeure la clé de la transformation sociale. Les Alter Citoyens veulent

sensibiliser à des réalités pour contrer les préjugés, développer la solidarité et informer le public des solutions avancées par les mouvements sociaux pour résoudre les problèmes. *Le Mouton Noir* veut faire connaître les enjeux et les problématiques des régions afin que les gens concernés fassent front commun. Pour tous ces médias, diffuser une information alternative serait à la base des transformations sociales. CKRL n'a pas de discours particulier à ce sujet, sinon celui d'encourager la différence et la liberté d'expression.

D'un point de vue discursif, on pourrait dire que ces médias, sauf CKRL, par leurs analyses et leurs choix éditoriaux, contribuent à mettre en place une logique de différence, en nommant les problématiques sociales et politiques, et une logique d'équivalence, en identifiant les élites. Cependant, aucun de ces médias ne met de l'avant une vision claire de la nouvelle société à instituer et des étapes pour y arriver. Ainsi, ils ne contribuent pas à une réarticulation formelle comme le définit Chantal Mouffe : « Il est par conséquent important que le temps de la « dés-identification » soit suivi du temps de la « ré-identification », qu'à la critique de l'hégémonie existante soit associée la proposition d'une alternative. » (Mouffe, 2010a, p. 86)

Ils agissent donc plutôt, par leurs productions médiatiques, comme un « agrégateur » de mouvements sociaux en cumulant les espaces de représentation des différents sujets collectifs sur un plan horizontal. Leur souci réside dans l'établissement d'une équité de la visibilité de chacun de ces sujets collectifs. De plus, ils ne veulent pas investir directement l'arène politique. Aucun d'entre eux ne prône une ligne partisane, ni la construction ou l'adhésion à une organisation.

Jean-Claude Ravet de la revue *Relations* s'exprime d'ailleurs en ces termes :

> Nous, on se situe vraiment dans l'ordre d'une gauche socialiste, une gauche humaniste, plurielle. On n'est pas un organe très militant. On est en décalage. [...] On est attentif justement à l'ouverture dans le discours, à ne pas marteler l'ordre

> de la vérité. On n'est pas dans cet ordre du militantisme aux ornières trop fermées qui empêchent justement de voir l'idéologie fondamentale, si on peut dire.

En ce sens, ils semblent mettre en doute le bienfait d'un système de représentation politique pour privilégier plutôt une transformation sociale qui surgirait d'en bas, immanente. La revue *À bâbord !* affirme assez clairement cette position :

> C'est une vision que les changements sociaux ne viendront pas des partis politiques. Dans le fond, c'est ça : pour arriver à un changement social, est-ce qu'il faut élire un parti de gauche au pouvoir qui, lui, va faire le changement social ou tu fais le changement social et là finalement ça va donner un parti, nécessairement, qui va reproduire les idées de ce changement social.

Si on essaie de situer les médias étudiés dans une perspective d'horizontalité ou de verticalité en regard d'une transformation sociale, on pourrait en un sens les placer dans le paradigme du réseau et, plus spécifiquement, dans le concept du rhizome de Deleuze et Guattari (1972, 1980). En effet, le modèle du rhizome pense l'organisation sur un plan horizontal où chaque élément est indépendant. Cependant tous ces éléments peuvent s'influencer entre eux, quel que soit leur position ou le moment choisi. De plus, leur rupture est a-signifiante, car d'autres éléments surgiront et se rattacheront à ce déploiement rhizomatique.

Cette proposition nous semble décrire la vision du mouvement social qui semblent être sous-tendue dans les propos des sujets de cette étude ou bien est-ce simplement les effets bien réels du morcèlement social, idéologique et politique de nos sociétés néolibérales auxquels se confrontent les acteurs et actrices du médiactivisme ?

CONCLUSION

Au Québec, comme dans plusieurs pays du monde, des médiactivistes se battent pour le droit à l'information et à la communication. Ce sont des citoyens et citoyennes qui croient à la nécessité de s'opposer aux discours dominants des machines médiatiques néolibérales, d'en contester le pouvoir symbolique et de prendre en main la production de sens. Malheureusement méconnus d'un large public, les médias alternatifs jouent pourtant un rôle vital dans l'espace public comme véhicules des autres mouvements sociaux ou comme espace d'expression des « sans-voix ». En réalisant cette étude, nous avons voulu répondre à des questions de recherche qui concernent un enjeu du champ des communications, soit la démocratisation de l'information, mais aussi, à notre mesure, faire connaître et rendre hommage à ces médiactivistes.

Notre questionnement de départ voulait comprendre la relation entre l'expert et le profane dans le cadre de ces pratiques médiatiques qui prônent justement une démocratisation avec, de manière implicite, le désir d'engager une réflexion sur les mécanismes d'accession à une conscience sociale. Le cheminement dans notre cadre théorique a élargi cette perspective. Ainsi, partant de la typologie de Cardon et Granjon (2013) qui nous permettait d'analyser cette relation entre l'expert et le profane à travers le processus de production de l'information, nous avons situé cette problématique dans le cadre de l'avènement des nouveaux mouvements sociaux et de la pluralité des sujets collectifs dans le capitalisme avancé. Cette perspective amenait une nouvelle dimension de compréhension des enjeux de relations de pouvoir et de représentation dans les mobilisations sociales en regard des finalités politiques. La question de la constitution d'un sujet collectif en mesure de fonder une contre-hégémonie au pouvoir néolibéral s'ajoutait alors à notre questionnement. C'est ainsi que les paradigmes

d'horizontalité et de verticalité ont enrichi notre cadre théorique avec notamment des auteurs comme Brustier (2016), Laclau et Mouffe (2009), et Gramsci.

Ainsi dans cette étude, nous avons voulu saisir de quelles manières les médias alternatifs québécois articulent l'horizontalité et la verticalité dans une perspective de démocratisation de l'information et de transformation sociale. Pour y répondre, nous avons abordé deux questions en particulier, soit comment les médias alternatifs pensent la production de savoirs selon leur typologie, expressiviste ou contre-hégémonique, et de quelles manières les médias alternatifs entrent en relation avec les lectorats ou auditoires dans leur processus éditorial spécifique.

Les entrevues ont fourni une matière très riche qui d'ailleurs pourrait être utilisée pour poursuivre l'exploration vers d'autres questionnements particuliers. Cela dit, les données recueillies ne nous ont pas permis de discuter comme souhaiter certains éléments théoriques notamment autour de la construction d'un sujet collectif dans un contexte québécois de globalisation néolibérale. Bien entendu, nous cherchions dans cette étude fondée sur une approche compréhensive à décrire et interpréter la perception que les sujets avaient de cette problématique.

Nous avons constaté au cours de la recherche que les médiactivistes rencontré-e-s semblaient ne pas avoir une vision arrêtée ou détaillée de la réponse à cette question, c'est-à-dire d'anticiper ou d'avoir une vision construite des étapes menant à un changement social qui nous aurait permis de mobiliser davantage ces ancrages théoriques. Est-ce parce qu'ils et elles mettent toutes leurs énergies à réaliser le mieux possible leurs missions au quotidien, dans l'urgence ? Ou bien, est-ce parce ce qu'ils et elles comprennent leur rôle simplement avec modestie ou ressentent un désarroi comme plusieurs d'entre nous devant la complexité du contexte social et politique postmoderne ? Une des pistes serait qu'ils et elles s'abstiennent d'imposer une vision politique unique ainsi que l'adhésion à une organisation partidaire afin d'être libres en

tant que média de critiquer toutes idées ou formations politiques. Il y a également cette volonté d'être un média « rassembleur » (Muhlmann, 2004b) d'un ensemble de forces vives progressistes en vue de faire un front. C'est du moins ce qui ressort assez clairement des citations de Jean-Claude Ravet de *Relations* et Claude Vaillancourt d'*À babord !* qui concluent la section précédente.

Néanmoins, il est difficile d'en juger dans le cadre de cette étude qui aurait demandé à notre avis un approfondissement de la recherche par l'ajout éventuel d'autres techniques de collecte de données à même ce terrain. Nous pensons, par exemple, à une analyse de contenus de leurs productions médiatiques sur deux segments temporels, dans une période « normale » et dans un épisode d'effervescence sociale sur le plan national. Nous aurions pu également procéder à des périodes d'observation participante chez tous les médias étudiés ou réaliser aussi des entrevues avec des représentants ou représentantes des mobilisations sociales faisant partie du public de ces médias. Évidemment, l'application de ces techniques n'était pas envisageable dans le temps qui nous était impartie pour la réalisation de ce mémoire.

Quoi qu'il en soit les résultats de cette étude nous ont permis de répondre à plusieurs aspects de nos questions de recherche et ont donné lieu à la découverte de plusieurs éléments insoupçonnés notamment dans cette incursion dans la vie des organisations à travers les propos des participants et participantes.

Tout d'abord, l'exercice de catégorisation des médias alternatifs selon la typologie de Cardon et Grajon (2013) s'est révélé plus complexe que prévu. Cette modélisation tout à fait pertinente pour notre étude nous montre une hybridité des critiques expressivistes et contre-hégémoniques dans chacun des médias étudiés et, en ce sens, une expression partagée de la verticalité et l'horizontalité.

Nous avons pu constater d'emblée que l'inscription de pratiques expressivistes présente dans ces mobilisations informationnelles a une incidence sur le mode de production de savoirs et les relations avec les publics. D'une part, elle encourage l'inclusion du profane dans ce processus, et d'autre part, elle favorise un rapprochement avec les publics. Ces premières constatations différencient les modèles journalistiques alternatifs des modèles traditionnels.

Ainsi, dans le processus de production éditoriale, la mise en place de collectifs faisant office notamment de comité de rédaction et de programmation assurent la représentation des différents sujets collectifs, permet l'intégration de profanes issus de différents milieux, surtout militants, et privilégient le choix de sources « ordinaires ». Ces collectifs de *gatekeepers* qui constituent tout de même des filtres, sont par ailleurs balisés par des processus relativement consensuels qui finalement nous permettrait de les désigner plutôt comme des *gate-openers*. C'est aussi par l'entremise des membres de ces collectifs qu'émerge une multiplicité de réseaux connectés à l'organisation qui nourrissent celle-ci de nouveaux publics, individus et mouvements sociaux. Cette dynamique des différents publics — passifs, actifs, utilisateurs et contributeurs — (Downing, 2001a, 2003) opérant dans un flux continuel serait à la source de la régénérescence des médias alternatifs.

Par ailleurs, les médias alternatifs étudiés se définissent tout de même dans la comparaison avec le paradigme journalistique, ce qui ne les empêche pas de contester le travail des médias dominants. C'est probablement ici que l'expression de la critique contre-hégémonique tend à se faire sentir. Ainsi, certains standards journalistiques sont systématiquement abordés par les sujets comme la question de l'objectivité et les critères de qualité. Néanmoins, ils se sont tous opposés à la neutralité journalistique, revendiquant un parti pris assumé de gauche, sauf pour la station radiophonique qui a un point de vue plus ambigu. En revanche, la lutte pour leur reconnaissance comme média, pour la légitimité de leur mission, les pousse à adopter des critères de qualité et,

à la limite, des formats d'énonciation plus classiques qui pourraient faire obstacle à l'inclusion de profanes et éloigner certains publics qui ne possèdent pas cette littératie, mais en gagner d'autres. Finalement, leur désir d'inclusion dans la sphère médiatique et « l'investissement de la scène politico-médiatique » (Granjon, 2009) pourrait représenter une tactique contre-hégémonique pour élargir les bases de leurs publics à des points de vue critiques.

À notre sens, l'adoption de pratiques expressivistes par les médias alternatifs dont la critique est essentiellement contre-hégémonique semble permettre une réduction de la distance entre l'expert et le profane et, par-là, offrir certaines conditions nécessaires à la construction d'un sujet collectif. Il nous faut tirer les leçons de l'insuccès des projets révolutionnaires des organisations de gauche qui, se considérant comme l'avant-garde éclairée, se sont coupées des masses populaires qu'elles voulaient pourtant servir. Pour utiliser une métaphore, ces organisations sont comme des locomotives très performantes, mais auxquelles les wagons ne peuvent s'accrocher, car le système d'attache est incompatible. Ainsi, les pratiques expressivistes pourraient représenter la mise en place d'ancrages compatibles avec les wagons, car sans wagons le train perd sa légitimité.

En conclusion, il nous semble que les chercheurs et chercheuses du champ des études en communication au Québec auraient intérêt à accorder plus d'importance aux pratiques médiatiques alternatives qui y prennent place. Bien que le médiactivisme québécois soit moins développé qu'en France ou aux États-Unis, par exemple, il reste que ces mobilisations informationnelles sont des pièces constituantes de notre sphère médiatique.

ANNEXE A

PREMIÈRE SÉLECTION DES MÉDIAS ALTERNATIFS

Médias alternatifs québécois	**Moyen de communication**	**Présence sur Infos.media**
@frogsarelovely	Textes (Twitter)	
99%Media	Images en mouvement	www.infos.media
À Bâbord !	Textes	www.infos.media
Anarchopanda pour la gratuité scolaire	Textes	
ATTAC-Québec	Textes	www.infos.media
blogocram	Textes	
Burning Billboard	Mixte	www.infos.media
CIBL 101,5	Radio	
CISM 89,3	Radio	
CKUT 90,3 FM	Radio	
CKUT News Collective (émission)	Radio	www.infos.media
CLAC (convergence des luttes anti-capitalistes)	Textes	
Conspiration dépressionniste	Textes	
Coop média de Montréal	Mixte	
Courts critiques	Images en mouvement	
CUTV (Concordia)	Images en mouvement	
Cyclope tour	Images en mouvement	
David Rovics	Mixte	
Dure réalité	Textes	
Ekopolitica	Textes	www.infos.media
Ensemble, presse coopérative et indépendante	Textes	

Entrée Libre	Textes	www.infos.media
Funambule Médias (Cinéma sous les étoiles)	Images en mouvement	
GAPPA	Images en mouvement	www.infos.media
Graffici	Textes	www.infos.media
Impact Campus	Textes	
Infos.media	Agrégateur	
Institut de recherche et d'informations socio-économiques (Iris)	Textes	www.infos.media
Journal le Couac	Textes	
L'Aut'journal	Textes	
L'Esprit Libre	Textes	
L'inconvénient	Textes	
L'Itinéraire	Textes	
L'Action nationale	Textes	
L'Esprit Libre	Textes	www.infos.media
L'Indice bohémien	Textes	www.infos.media
La Coop Média de Montréal	Mixte	www.infos.media
La Pointe Libertaire	Textes	www.infos.media
La Pravda	Textes	
La Tribu du Verbe	Textes	
Le démagogue	Textes	
Le Journal des Alternatives	Textes	www.infos.media
Le Journal Ensemble	Textes	www.infos.media
Le mouton noir	Textes	
Le Navet	Textes	
Le Tribunal de l'infaux	Textes	www.infos.media
Les Alter Citoyens	Images en mouvement	www.infos.media
Revue Liberté	Textes	
Littoral	Textes	www.infos.media
Réseau Fórum (réseauforum.org)	Agenda et babillard militant	www.infos.media
Médias Libres	Collectif	www.infos.media
Moïse Marcoux-Chabot	Mixte	
Montréal Campus	Textes	

MTL Contre-information	Textes	www.infos.media
Musironie	Radio	
Ni Québec, ni Canada : projet anticolonial	Textes	www.infos.media
Nouveau Projet	Textes	
Nouveaux Cahiers du socialisme	Textes	
odasselin.wordpress.com	Images en mouvement	
Presse-toi à gauche !	Textes	www.infos.media
Quartier Libre	Textes	
Radio Centre-ville	Radio	
Raisons Sociales	Textes	
Recherches sociographiques	Textes	
Revue Possibles	Textes	
Revue Relations	Textes	www.infos.media
Rezomedia (Yvon D. Ranger)	Textes + agrégateur Facebook	www.infos.media
Ricochet	Textes + Mixte	www.infos.media
Seizeneuf.tv (UQAM)	Images en mouvement	
Submedia	Images en mouvement	
The Link	Textes	www.infos.media
TicArtToc	Textes	
UniversiTV (UdeM)	Images en mouvement	
CKIA-FM Radio Basse-Ville	Radio	
MaDOC	Images en mouvement	
Autres sites consultés :		
Médias communautaires reconnus par le ministère Culture et communication (Québec)	https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=4613	
Association des radiodiffuseurs communautaires du québec	https://arcq.qc.ca/	
Association des médias écrits communautaires du Québec	https://amecq.ca/journauxmembres/	

ANNEXE B

GRILLE D'ENTRETIEN ET D'OPÉRATIONNALISATION DES CONCEPTS

GRILLE D'ENTRETIEN

Introduction :

- Présentation de l'intervieweuse
- Présentation du projet de recherche
- Exposé des règles d'éthique
- Signature du formulaire de consentement

Présentation du projet de recherche

Le but de cette recherche est d'esquisser des portraits de médias alternatifs généralistes québécois, c'est-à-dire qui traitent de sujets variés et d'intérêt général, et d'en dégager les modèles.

Nous analyserons donc leur mission, leur positionnement face aux autres mouvements sociaux, ainsi que leurs modes de production de contenus journalistiques. À cet égard, nous étudierons plus spécifiquement la relation entre, d'une part, les journalistes ou contributrices, contributeurs des médias et, d'autre part, le public (lectorats, auditoires).

Nos objectifs sont de faire connaître l'existence des médias alternatifs, de voir comment ils évoluent dans leur rapport avec le public et les autres mouvements sociaux, dans leurs façons de produire l'information et, finalement de mettre en valeur leurs contributions.

L'étape de recherche se termine au mois d'août 2018 et implique l'analyse de cas de cinq médias. Nous réaliserons une entrevue avec une représentante ou un représentant de chacun de ses médias. Les données seront diffusées dans le cadre d'un mémoire de maitrise, d'articles et de communications publiques.

(Lecture et signature du formulaire de consentement)

Catégories	Questions	Concepts théoriques
	PROFIL GÉNÉRAL	
Représentation, points de vue (régions, groupes, revendications, enjeux) Rôle social et politique (engagement, moyens, prise de position) Présentation du média	**Pouvez-vous me décrire votre mission ?** Quels sont les objectifs du média ?	Critique expressiviste et contre-hégémonique
	Pouvez-vous me résumer brièvement votre histoire ? Quelle est la date de fondation ? pouvez-vous me décrire les circonstances sociales ou politiques ? Pouvez-vous me parler de son évolution ? (format médiatique, contenus journalistiques, rayonnement, etc.)	
Présentation du média Modèle d'organisation (structure, équipe, financement, ressources) Types de relation de pouvoir (interne et externe à l'organisation)	**Pouvez-vous me parler de l'équipe, des contributeurs ?** Combien de personnes constituent votre équipe ? Quelle est la composition ? (bénévoles, employés, etc.) Comment recrutez-vous vos producteurs d'information ? De quels milieux viennent-ils ?	Verticalité, horizontalité (interne/ externe)
Présentation du média Modèle d'organisation (structure, équipe, financement, ressources)	**Comment l'organisme est-il financé ?** Publicité, financement gouvernemental, public (don lecteur/auditeur, campagne de financement), etc.	
Présentation du média Représentation et points de vue (régions, revendications)	**Pouvez-vous me parler du rayonnement actuel de votre média ?** À qui voulez-vous vous adresser ? (publics cibles) Qui sont vos lecteurs-trices, auditeurs-trices ou destinataires ? Comment s'organise la diffusion ? (plateformes, réseaux, etc.)	Critique expressiviste et contre-hégémonique

Catégories	Questions	Concepts théoriques
	PROCESSUS DE PRODUCTION DE CONTENUS ET POLITIQUE ÉDITORIALE	
Mode de production de l'information et de savoirs (filtres, équipe rédactionnelle, prise décisions) Choix éditorial, choix de sujets Posture journalistique (objectivité ou subjectivité) Modèle journalistique (formats court ou long, vérification, distanciation, qualité, esthétique, etc.) Types de relation de pouvoir (interne et externe à l'organisation) Types de relation avec le lectorat/auditoire (intégration, moyens de rétroaction) Types de relation avec les autres mouvements sociaux (engagement, actions, etc.)	Avez-vous une politique ou une ligne éditoriale ? Pourriez-vous me décrire le processus de production de contenus dans votre média ? Comment établissez-vous le choix des contenus ? (comité de rédaction, publication ouverte, appel aux lecteurs ou lectrices, etc.) Pourriez-vous me parlez des sujets qui intéressent votre média ? Comment voyez-vous le rôle du contributeur ou journaliste ? Comment voyez-vous le rôle du lecteur ou auditeur ? Avez-vous des rétroactions de lecteur ou auditeur concernant les productions de votre média ? Et par quels mécanismes ? Pourriez-vous me parlez des sujets qui intéressent vos lecteurs-trices, auditeurs-trices ?	Critique expressiviste et contre-hégémonique Logique de différence, logique d'équivalence Verticalité, horizontalité (interne/ externe)

Catégories	Questions	Concepts théoriques
	RÔLE DES MÉDIAS ALTERNATIFS ET TRADITIONNELS	
Rôle social et politique (engagement, moyens, prise de position) Opinions envers les autres médias alternatifs (entente, mésentente) Opinions envers les médias traditionnels et médias sociaux Posture journalistique (objectivité ou subjectivité) Modèle journalistique (formats court ou long, vérification, distanciation, qualité, esthétique, etc.)	Que pensez-vous de la démocratisation de l'information ? Qui selon vous a le rôle de produire du sens, produire du savoir ? Que pensez-vous de l'idée que chaque personne puisse être un média ? Que pensez-vous de la professionnalisation de l'information ? Que pensez-vous du travail des médias traditionnels actuellement ? Selon vous, quel est le rôle des médias traditionnels ? Que pensez-vous du travail des médias alternatifs au Québec ? Selon vous, quel est le rôle des médias alternatifs ? Pensez-vous que votre modèle est différent du modèle traditionnel ? Pensez-vous que votre modèle renouvèle le genre journalistique et comment ?	Verticalité, horizontalité (interne/ externe)
	RÔLE SOCIAL ET POLITIQUE DU MÉDIA	
Types de relation avec les autres mouvements sociaux (engagement, actions, etc.) Rôle social et politique (engagement, moyens, positions)	Parlez-moi de votre rôle comme média alternatif dans la société ? Qu'est-ce que vous pensez des mouvements sociaux aujourd'hui ? Pensez-vous avoir un rôle envers ces mouvements sociaux ? Pensez-vous que les médias alternatifs devraient se coaliser ?	Sujet collectif, identité subjective (MS et NMS) Réseau ou organisation

Catégories	Questions	Concepts théoriques
	POSITIONNEMENT IDÉOLOGIQUE DU MÉDIA	
Rôle social et politique (engagement, moyens, positions)	Comment situez-vous votre média au niveau des idées politiques ? Est-ce qu'il y a des penseurs ou des idéologies qui vous influencent ? Est-ce que vous défendez une idéologie ?	Réseau ou organisation Articulation hégémonique, contrepouvoir
	CONCLUSION	
	Comment voyez-vous le futur de votre média ? (Forme, contenu, relation au lecteur/auditeur, structure organisationnelle, etc.)	

APPENDICE A

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

UQÀM | Université du Québec à Montréal

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Titre du projet de recherche

Modèles journalistiques des médias alternatifs au Québec : horizontalité, verticalité et démocratisation de l'information

Étudiant-chercheur : Hélène Legault, étudiante à la maitrise, Faculté de communication, Université du Québec à Montréal. Coordonnées : helenelegault01@gmail.com/ legault.helene@courrier.uqam.ca — 514-833-1943

Direction de recherche : Maxime Ouellet, École des médias, Université du Québec à Montréal, ouellet.maxime@uqam.ca — Coordonnées : 514-987-3000, poste: 5291

Préambule

Nous vous demandons de participer à un projet de recherche qui implique la participation à un entretien semi-directif d'une durée d'environ une heure. Avant d'accepter de participer à ce projet de recherche, veuillez prendre le temps de comprendre et de considérer attentivement les renseignements qui suivent.

Ce formulaire de consentement vous explique le but de cette étude, les procédures, les avantages, les risques et inconvénients, de même que les personnes avec qui communiquer au besoin.

Le présent formulaire de consentement peut contenir des mots que vous ne comprenez pas. Nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles.

Description du projet et de ses objectifs

Le but de cette recherche est d'esquisser un portrait des types de médias alternatifs généralistes québécois, c'est-à-dire qui traitent de sujets variés et d'intérêt général. Nous analyserons donc leur mission, leur positionnement face aux autres mouvements sociaux, ainsi que leurs modes de production de contenus journalistiques. À cet égard, nous étudierons plus spécifiquement la relation entre, d'une part, les journalistes ou contributrices, contributeurs des médias et, d'autre part, le public (lectrices, lecteurs, auditrices, auditeurs, etc.).

Nos objectifs sont de faire connaître l'existence des médias alternatifs, de voir comment ils évoluent dans leur rapport avec le public et les autres mouvements sociaux, et de mettre en valeur leur contribution.

Le projet de recherche se termine en septembre 2018 et implique l'analyse de cas de six médias. Nous réaliserons une entrevue avec une représentante ou un représentant de chacun de ses médias. Les données seront diffusées dans le cadre d'un mémoire de maitrise, d'articles et de communications publiques.

Nature et durée de votre participation

Nous vous demandons de participer à un entretien semi-directif d'une durée approximative de 45 à 90 minutes. Durant cet entretien, nous vous questionnerons sur différents aspects de votre organisation ou votre collectif. Afin de définir le profil de votre média, nous nous intéresserons donc à son histoire, sa mission, sa structure organisationnelle, ses ressources humaines, son financement, ses activités, son mode de production de l'information, sa relation avec le public, la portée de sa diffusion, sa vision sociale ainsi que sa relation avec les autres mouvements sociaux.

L'entrevue peut être effectuée dans les locaux de l'Université du Québec ou à un endroit propice, selon votre convenance. Aux fins de la recherche, nous prendrons des notes durant l'entretien. Nous comptons réaliser aussi un enregistrement sonore de l'entretien, si vous nous le permettez.

Le média (organisation ou collectif) dans lequel vous collaborez à titre de bénévole ou d'employé-e sera nommé dans le mémoire. Vos propos pourraient être cités dans le mémoire de recherche et votre identité pourrait être mentionnée. Cela dit, si pour une raison idéologique vous ne voulez pas être nommer, par exemple, la volonté de votre collectif ou organisation de ne pas vouloir mettre un individu à l'avant-plan, il serait possible de vous attribuer un nom de remplacement (ex. collaboratrice, collaborateur, ou participante, participant de tel média).

Si vous le désirez, la transcription de l'entrevue vous sera transmise avant toutes utilisations des données, soit par courriel dans une version PDF cryptée dont vous aurez le mot de passe. Ainsi, vous pourrez réviser vos propos, donner vos commentaires, et nous retransmettre le document par courriel en toute sécurité. Vous pourrez aussi, si vous le désirez, faire valider vos propos dans la transcription de l'entrevue auprès de votre organisation ou de votre collectif.

Vous pouvez décider de mettre fin à l'entrevue à n'importe quel moment au cours de l'entrevue.

Avantages et risques liés à la participation

Vous ne retirerez personnellement pas d'avantages à participer à cette étude. Toutefois, vous aurez contribué à l'avancement des connaissances. En principe, il y a peu de risque lié à la participation à cette recherche.

Cependant, il pourrait y avoir des répercussions sociales dans la mesure où vous pourriez tenir des propos qui diffèrent ou sont critiques de l'organisation ou du collectif, ce qui

pourrait vous placer éventuellement dans une situation inconfortable ou délicate envers vos pairs ou votre employeur. C'est pourquoi nous proposons de vous transmettre la transcription de l'entrevue afin que vous puissiez réviser vos propos et les faire valider par l'organisation ou le collectif, si vous en sentez le besoin.

Confidentialité

Mon directeur de recherche et moi-même serons les seuls à connaître vos coordonnées personnelles. Ces informations personnelles ne seront pas dévoilées lors de la diffusion des résultats.

Dans la transcription des entretiens, votre nom et celui de votre organisme seront codés ainsi que le titre du document. Les noms des organisations et les noms des sujets associés aux identifications codées utilisées dans les transcriptions seront consignés dans un registre. Nous utiliserons un logiciel de cryptage pour tous les fichiers de données (texte, audio, tableur, registre).Vos informations personnelles et les données recueillies seront conservées dans des fichiers cryptés, sur un disque dur externe avec un mot de passe. Le disque dur externe protégé par un mot de passe et les papiers seront dans un classeur sous clé à mon domicile.

Les données seront conservées pour une durée de cinq ans. Vos informations personnelles ainsi que les données seront détruites (déchiqueteur et logiciel approprié) cinq ans après l'approbation officielle du mémoire par l'UQAM.

Utilisation secondaire des données

Acceptez-vous que les données de recherche soient utilisées pour réaliser d'autres projets de recherche dans le même domaine ?

Ces projets de recherche seront évalués et approuvés par un Comité d'éthique de la recherche de l'UQAM avant leur réalisation. Les données de recherche seront conservées de façon sécuritaire. Afin de préserver votre identité et la confidentialité des données de recherche, vous ne serez identifié que par un numéro de code.

Acceptez-vous que les données de recherche soient utilisées dans le futur par d'autres chercheurs à ces conditions ?

□ Oui □ Non

Participation volontaire et retrait

Votre participation est entièrement libre et volontaire. Vous pouvez refuser d'y participer ou vous retirer en tout temps sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de l'étude, vous n'avez qu'à aviser Hélène Legault verbalement ; toutes les données vous concernant seront détruites.

Indemnité compensatoire

Aucune indemnité compensatoire n'est prévue.

Des questions sur le projet ? Pour toute question additionnelle sur le projet et sur votre participation, vous pouvez communiquer avec les responsables du projet :

Hélène Legault, étudiante à la maitrise, Faculté de communication, Université du Québec à Montréal. Coordonnées : helenelegault01@gmail.com/ legault.helene@courrier.uqam.ca — 514-833-1943

Maxime Ouellet, directeur de recherche, École des médias, Université du Québec à Montréal, ouellet.maxime@uqam.ca — Coordonnées : 514-987-3000, poste : 5291

Des questions sur vos droits ?

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE) a approuvé le projet de recherche auquel vous allez participer. Pour des informations concernant les responsabilités de l'équipe de recherche au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains ou pour formuler une plainte, vous pouvez contacter, Caroline Vrignaud, du CERPE2: vrignaud.caroline@uqam.ca ou 514-987-3000, poste 6188.

Remerciements

Votre collaboration est essentielle à la réalisation de ce projet et je tiens à vous en remercier.

Consentement

Je déclare avoir lu et compris le présent projet, la nature et l'ampleur de ma participation, ainsi que les risques et les inconvénients auxquels je m'expose tels que présentés dans le présent formulaire. J'ai eu l'occasion de poser toutes les questions concernant les différents aspects de l'étude et de recevoir des réponses à ma satisfaction.

Je, soussigné(e), accepte volontairement de participer à cette étude. Je peux me retirer en tout temps sans préjudice d'aucune sorte. Je certifie qu'on m'a laissé le temps voulu pour prendre ma décision.

Dans le cadre de cette étude :

□ j'accepte que mon nom soit cité

□ j'accepte que le nom de mon organisation ou collectif soit cité

□ j'accepte que l'entretien soit enregistré (audio)

□ je désire réviser mes propos et recevoir la transcription de l'entretien

□ je désire recevoir par courriel le mémoire une fois déposé sur la plateforme Archipel

Une copie signée de ce formulaire d'information et de consentement doit m'être remise.

_____

Prénom Nom

_____ Date : _____

Signature

Engagement du chercheur

Je, soussignée certifie

(a) avoir expliqué au signataire les termes du présent formulaire ; (b) avoir répondu aux questions qu'il m'a posées à cet égard ;

(c) lui avoir clairement indiqué qu'il reste, à tout moment, libre de mettre un terme à sa participation au projet de recherche décrit ci-dessus ;

(d) que je lui remettrai une copie signée et datée du présent formulaire.

Hélène Legault, étudiante à la maitrise en communication, UQAM

_____ Date : _____

Signature

APPENDICE B

CERTIFICAT ÉTHIQUE

UQÀM | Comités d'éthique de la recherche avec des êtres humains

No. de certificat: 2869
Certificat émis le: 21-06-2018

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE 2: communication, science politique et droit, arts) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (Janvier 2016) de l'UQAM.

Titre du projet:	Modèles journalistiques des médias alternatifs au Québec : horizontalité, verticalité et démocratisation de l'information
Nom de l'étudiant:	Hélène LEGAULT
Programme d'études:	Maîtrise en communication (études médiatiques)
Direction de recherche:	Maxime OUELLET

Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission. Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.

Mouloud Boukala
Président du CERPE 2 : Facultés de communication, de science politique et droit et des arts
Professeur, École des médias

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Albertani, C. (2003). Toni Negri et la déconcertante trajectoire de l'opéraïsme italien. *À contretemps*, (13). Récupéré de http://acontretemps.org/IMG/pdf/AC13AlbertaniNegri.pdf

Anadon, M. (2006). La recherche dite « qualitative » : de la dynamique de son évolution aux acquis indéniables et aux questionnements présents. *Recherches qualitatives*, *26*(1), 5-31.

Antonioli, M. (2009). Chap. 7 : Gilles Deleuze et Félix Guattari : pour une géophilosophie. [7]. Recherches. Dans T. Paquot, *Le territoire des philosophes* (p. 117-137). Paris : La Découverte. Récupéré de Cairn.info https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2443/le-territoire-des-philosophes--9782707156471-page-117.htm

Atton, C. (2002). *Alternative media*. London; Thousand Oaks, Calif. : SAGE Publications.

Atton, C. (2011). Alternative Media. Dans J. Downing (dir.), *Encyclopedia of social movement media* (p. 16-20). Thousand Oaks, Calif. : SAGE Publications.

Atton, C. et Wickenden, E. (2005). Sourcing Routines and Representation in Alternative Journalism: a case study approach. *Journalism Studies*, *6*(3), 347-359. doi: 10.1080/14616700500132008

Aubin, F., George, É., Landry, N. et Sénécal, M. (2014). Luttes sociales et technologies médiatiques numériques : pratiques de mobilisation collective. *Cahiers du CRICIS*, (3), 104-104.

Berardi, F. (2001). Techno-nomadisme et pensée rhizomatique. *Multitudes*, *5*(2), 200. doi: 10.3917/mult.005.0200

Bird, E. et Dardenne, R. (1988). Myth, Chronicle and Story. Exploring the Narrative Qualities of News. Dans J. Carey (dir.), *Media, Myths and Narratives* (p. 67-87). Beverly Hills, Calif : SAGE Publications.

Brown, N. et Szeman, I. (2005). What is the multitude?: Questions for Michael Hardt and Antonio Negri. *Cultural Studies*, *19*(3), 372-387. doi: 10.1080/09502380500146998

Brustier, G. (2016a). Nuit Debout, premier mouvement social postmarxiste ? *Le Débat*, *191*(4), 76. doi: 10.3917/deba.191.0076

Brustier, G. (2016b, 26 juin). La «transversalité» fait turbuler l'Espagne... et demain l'Europe? *Slate.fr*. Récupéré de http://www.slate.fr/story/119697/elections-espagnoles-podemos-transversalite

Cardon, D. et Granjon, F. (2003a). *Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste*. Paris : Association française de science politique. GERMM avec le soutien du CNRS, du CEVIPOF, du CREDEP, du CRPS, du CURAPP et de la Fondation de France.

Cardon, D. et Granjon, F. (2003b). Peut-on se libérer des formats médiatiques? Le mouvement alter-mondialisation et l'Internet. *Mouvements*, *1*(25), 67-73. doi: 10.3917/mouv.025.0067

Cardon, D. et Granjon, F. (2005). Médias alternatifs et médiactivistes. Dans E. Agrikoliansky, O. Fillieule et N. Mayer (dir.), *L'altermondialisme en France: la longue histoire d'une nouvelle cause* (p. 175-198). Paris : Flammarion.

Cardon, D. et Granjon, F. (2013). *Médiactivistes* (Contester, vol. 9). Paris : Presses Sciences Po.

Castells, M. (2009). *Communication power*. Oxford ; New York : Oxford University Press.

Castells, M. (2010). *The power of identity* (2e ed.).The information age: economy, society, and culture. Malden, MA, Chichester : Wiley-Blackwell. Récupéré de : http://proxy.bibliotheques.uqam.ca/login?url=http://onlinelibrary.wiley.com/book/10.1002/9781444318234

Castells, M. (2012). *Ni dieu ni maître: les réseaux*. Paris: Fondation Maison des sciences de l'homme. Récupérer de https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00677225/document

Castells, M. (2015). *Networks of outrage and hope: social movements in the Internet age* (2 ed.). Malden, MA, Chichester : Polity Press.

Cauchon, F. (2001). *Recto Verso : Cinquante ans d'histoire* (3), p. 54. Montréal : Observatoire montréalais du développement et Services à la collectivité de l'UQAM.

Chalaby, J. K. (1998). *The invention of journalism*. New York, Houndmills, Angleterre : StMartin's Press, Macmillan Press.

Ciavolella, R. (2015). Un nouveau prince au-delà des antinomies: lectures de Gramsci dans les mouvements sociaux contemporains. *Actuel Marx*, *1*(57), 112–124. doi: 10.3917/amx.057.0112

Confavreux, J. (2016, 8 avril). Chantal Mouffe: «Il est nécessaire d'élaborer un populisme de gauche». *Médiapart* (Paris). Récupéré de https://www.mediapart.fr/journal/international/080416/chantal-mouffe-il-est-necessaire-d-elaborer-un-populisme-de-gauche

Couldry, N. *et al.* (2018). Media, communication and the struggle for social progress. *Global Media and Communication*, *14*(2), 173-191. doi: 10.1177/1742766518776679

Day, R. (2005). *Gramsci is Dead : Anarchist Currents in the Newest Social*. Londres : Pluto Press.

Deleuze, G. et Guattari, F. (1972). *Capitalisme et schizophrénie 1 : L'Anti-Œdipe*. Paris : Éditions de Minuit.

Deleuze, G. et Guattari, F. (1980). *Capitalisme et schizophrénie 2 : Mille plateux*. Paris : Éditions de Minuit.

Delforce, B. (1996). La responsabilité sociale du journaliste : donner du sens. *Les Cahiers du journalisme*, *2*, 16-32.

Dolbec, A. et Prud'homme, L. (2009). La recherche-action. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données* (5e éd., p. 531-570). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Downing, J. (2001a). Popular Culture, Audiences, and Radical Media. Dans *Radical media: rebellious communication and social movements* (p. 3-11). Thousand Oaks, Calif; London : SAGE Publications.

Downing, J. (2001b). *Radical media: rebellious communication and social movements*. Thousand Oaks, Calif; London : SAGE Publications.

Downing, J. (2003). Audiences and Readers of Alternative Media: The Absent Lure of the Virtually Unknown. *Media, Culture & Society*, *25*(5), 625-645. doi: 10.1177/01634437030255004

Downing, J. (2011). *Encyclopedia of Social Movement Media*. 2455 Teller Road, Thousand Oaks California 91320 United States : SAGE Publications. doi: 10.4135/9781412979313

Fédération professionnelle des journalistes du Québec. (2010). Guide de déontologie des journalistes du Québec. FPJQ. Récupéré de https://www.fpjq.org/fr/guide-de-deontologie

Ferron, B. (2006). Les médias alternatifs : entre luttes de définition et luttes de (dé-)légitimation. Dans *Les Enjeux de l'information et de la communication*. Université Stendhal, Grenoble : GRESEC. Récupéré de http://essaismb.gresec.fr/lesenjeux2/medias-alternatifs-entre-luttes-de-definition-luttes-de-de-legitimation/

Ferron, B. (2010). Des médias de mouvements aux mouvements de médias: Retour sur la genèse du « Réseau Intercontinental de Communication Alternative » (1996-1999). *Mouvements*, *61*(1), 107. doi: 10.3917/mouv.061.0107

Ferron, B. (2016). Professionnaliser les « médias alternatifs » ? Enjeux sociaux et politiques d'une mobilisation (1999-2016). *Savoir/Agir*, *38*(4), 21. doi: 10.3917/sava.038.0021

Fontan, J.-M. (2006). 4. La presse écrite indépendante québécoise : état de la situation. [4. La presse écrite indépendante québécoise]. Dans I. Gusse (dir.),

Diversité et indépendance des médias (p. 99-115). Presses de l'Université de Montréal. doi: 10.4000/books.pum.10283

Forum des politiques publiques. (2017). *Le miroir éclaté: Nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique.* Ottawa : Forum des politiques publiques. Récupéré de : http://www.deslibris.ca/ID/10065656

Frank, T. (2013, 1 janvier). Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même. *Le Monde diplomatique.* Récupéré de https://www.monde-diplomatique.fr/2013/01/FRANK/48630

Garnham, N. (2000). La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie : une critique. *Réseaux*, *18*(101), 53-91. doi: 10.3406/reso.2000.2245

Garo, I. et Sauvagnargues, A. (2012). Deleuze, Guattari et Marx. *Actuel Marx*, *52*(2), 11. doi: 10.3917/amx.052.0011

Gauthier, B. (dir.). (2009). *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données* (5e éd). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Gauthier, G. (1991). La mise en cause de l'objectivité journalistique. *Communication*, *12*(2), 80-115. doi: 10.3406/comin.1991.1541

George, É. (2000a). De l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation: Les cas d'ATTAC et de SalAMI. *Sociologie et sociétés*, *32*(2), 172. doi: 10.7202/001293ar

George, É. (2000b). De l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation : Les cas d'ATTAC et de SalAMI. *Sociologie et sociétés*, *32*(2), 172-188. doi: 10.7202/001293ar

George, É. (2008). De la complexité des relations entre démocratie et TIC. *Nouvelles pratiques sociales*, *21*(1), 38. doi: 10.7202/019357ar

Glasgow University Media Group (dir.). (1976). *Bad news.* London ; Boston : Routledge & K. Paul.

Gramsci, A. (1983). *Textes (1917-1934)* (2001 [ressource électronique]. Classiques des sciences sociales (Université du Québec à Chicoutimi). Paris : Éditions sociales.

Granjon, F. (2002). Michael Hardt, Antonio Negri, Empire. *Questions de communication*, (2). Récupéré de http://questionsdecommunication.revues.org/7294

Granjon, F. (2005). Michael Hardt, Antonio Negri, Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire. *Questions de communication*, (7). Récupéré de http:// questionsdecommunication.revues.org/5546

Granjon, F. (2006). Aller au-delà des marges médiatiques. Dans Andréa Langlois et F. Dubois (dir.), *Médias autonomes: nourrir la résistance et la dissidence.* Montréal : Lux Éditeur.

Granjon, F. (2009). Média. Références. Sociétés en mouvement. Dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Granjon, F. (2011). Le web fait-il les révolutions ? *Sciences humaines, N° 229*(9), 13-13. Récupéré de https://www.cairn.info/magazine-sciences-humaines-2011-9-page-13.htm

Grimbert, M. et Ferron, B. (2017). « Les ''médias libres'' ne sont pas extérieurs au système médiatique ». *InaGlobal*. Récupéré de https://www.inaglobal.fr/presse/article/les-medias-libres-ne-sont-pas-exterieurs-au-systeme-mediatique-9731

Grossman, É. (2008). Vous avez dit « populisme »? *Rue Descartes, 62*(4), 111-116. doi: 10.3917/rdes.062.0111

Gusse, I. (dir.). (2006). *Diversité et indépendance des médias.* Presses de l'Université de Montréal. doi: 10.4000/books.pum.10272

Habermas, J. (1962). L'espace public: archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise. Paris : Payot.

Habermas, J. (1992). « L'espace public », 30 ans après. *Quaderni, 18*(1), 161-191. doi: 10.3406/quad.1992.977

Holloway, J. (2007). *Changer le monde sans prendre le pouvoir: le sens de la révolution aujourd'hui.* Paris: Éditions Syllepse ; Montréal: Lux Éditeur

Inglehart, R. (1977). *The silent revolution: changing values and political styles among Western publics.* Princeton, N.J : Princeton University Press.

Kalinowski, I. (2005). Leçons wéberiennes sur la science et la propagande. Dans M. Weber, *La science, profession et vocation.* Marseille : Agone.

Kane, O. (2017). Innovation technologique et crise d'identité professionnelle. Sur quelques implications normatives de la redéfinition du journalisme comme pratique culturelle élargie. *Refsicom.* Récupéré de http://www.refsicom.org/337

Keller, R. (2011). Comprendre, ou bien la mort! Réflexion sur une question de base de la recherche qualitative. *Recherches Qualitatives, (10)*, 17-29. Récupéré de http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html

Laclau, E. (2000). *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation.* Paris : La Découverte. [London : Verso, 2007, c1996.].

Laclau, E. (2008). *La raison populiste.* Paris : Seuil. [Édition anglaise :Verso, 2005].

Laclau, E. et Mouffe, C. (2009). *Hégémonie et stratégie socialiste: vers une politique démocratique radicale.* (Expériences philosophiques). Paris : Les Solitaires intempestifs. [Édition originale: 1985].

Langlois, A. et Dubois, F. (dir.). (2006). *Médias autonomes: nourrir la résistance et la dissidence.* Montréal : Lux Éditeur.

Mattelart, A. (2013). Les enjeux des luttes pour la démocratisation de la communication. *Mouvements, 76*(4), 66. doi: 10.3917/mouv.076.0065

Melucci, A. (1980). The new social movements: A theoretical approach. *Social Science Information, 19*(2), 199-226. doi: 10.1177/053901848001900201

Melucci, A. (1983). Partir des conflits pour analyser les mouvements sociaux. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (10), 41-44. doi: 10.7202/1034654ar

Melucci, A. (2016). Mouvements sociaux, mouvements post-politiques. *Lien social et Politiques*, (75), 173. doi: 10.7202/1036303ar

Merriam, S. B. (1991). *Case study research in education: a qualitative approach.* San Francisco, Calif. : Jossey-Bass.

Mouffe, C. (2010a). Communisme ou démocratie radicale ? *Actuel Marx*, (48), 83-88. doi: 10.3917/amx.048.0083

Mouffe, C. (2010b). Politique et agonisme. *Rue Descartes*, *67*(1), 18. doi: 10.3917/rdes.067.0018

Mouffe, C. (2016). *L'illusion du consensus* (Colonna d'Istria, Pauline, trad.). Paris : Albin Michel. [Ibook].

Muhlmann, G. (2004a). *Du journalisme en démocratie.* Paris : Payot.

Muhlmann, G. (2004b). *Une histoire politique du journalisme.* Paris : Presses universitaires de France.

Negri, A. et Vercellone, C. (2008). Le rapport capital / travail dans le capitalisme cognitif. *Multitudes*, *32*(1), 39. doi: 10.3917/mult.032.0039

Neveu, É. (2005). *Sociologie des mouvements sociaux.* (207). Collection Repères. Paris : La Découverte.

Ouellet, M. (2016). *La révolution culturelle du capital: le capitalisme cybernétique dans la société globale de l'information.*Théorie ; TH 09. Montréal : Éditions Écosociété.

Pajnik, M. (2015). Changing citizenship, practicing (alternative) politics. Dans C. Atton (dir.), *The Routledge companion to alternative and community media* (p. 113-121). London ; New York : Routledge, Taylor & Francis Group.

Payette, D. et Tremblay-Pepin, S. (2017). Sommes-nous vraiment dans une ère « post-vérité » ? *Relations*, (790), 12-13. Récupéré de http://www.erudit.org/fr/revues/rel/2017-n790-rel03044/85480ac/

Pfefferkorn, R. (2014). L'impossible neutralité axiologique. *Raison présente*, (191), 85-96.

Pichardo, N. A. (1997). New Social Movements: A Critical Review. *Annual Review of Sociology, 23*, 411-430. Récupéré de ProQuest : https://search-proquest-com.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2443/docview/199614868/abstract/2F0C962D66224B34PQ/1

Piotte, J.-M. (2010). *La pensée politique de Gramsci.* Humanités. Montréal : Lux Éditeur. [Édition originale: 1970].

Proulx, S. (1999). La pensée communicationnelle dans les années soixante-dix : critique des médias et émergence de nouvelles pratiques alternatives. *Recherches en communication, 11*. Récupéré de sites.uclouvain.be/rec/index.php/rec/article/download/2591/2391

Proulx, S., Couture, S., Rueff, J. et Fauteux, S. (dir.). (2008). *L'action communautaire québécoise à l'ère du numérique.* Communication. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Raboy, M. (1983). Libérer la communication : médias et mouvements sociaux au Québec, 1960-1980. Montréal : Nouvelle optique.

Raetzsch, C. (2011). All the News that's Fit to Circulate – Reframing Journalistic Practices after Journalism. REAL - Yearbook of Research in English and American Literature. Dans C. Raetzsch, W. Fluck, K. Motyl et D. Pease (dir.), *States of Emergency – States of Crisis* (p. 143-164). Tübingen : Narr. Récupéré de https://www.narr.de/real-yearbook-of-research-in-english-and-american-literature-vol-27-2011-14182

Rancière, J. (2013). *Le maître ignorant: cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle.* Paris : Fayard. (Édition originale: 1987)

Rimbert, P. (2016, 1er mai). Contester sans modération. Dans *Le Monde diplomatique*. Récupéré de https://www.monde-diplomatique.fr/2016/05/RIMBERT/55467

Rodríguez, C. (2001). *Fissures in the mediascape: an international study of citizens' media*The Hampton Press communication series. Cresskill, NJ : Hampton Press.

Rodríguez, C., Ferron, B. et Shamas, K. (2014). Four challenges in the field of alternative, radical and citizens' media research. *Media, Culture & Society, 36*(2), 150-166. doi: 10.1177/0163443714523877

Rodríguez, C., Kidd, D. et Stein, L. (dir.). (2009). *Making our media: global initiatives toward a democratic public sphere.* Euricom monographs. Cresskill, NJ : Hampton Press.

Roy, S., N. (2009). L'étude de cas. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données* (5e éd., p. 199-226). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Savoie-Zacj, L. (2009). L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données* (5e éd., p. 349-372). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Smyrnaios, N. (2006). Une doxa moderne. Bref historique critique de la société de l'information. *COMMposite, 1*, 109-128. Récupéré de http://www.commposite.org/index.php/revue/article/view/80

Stake, R. E. (2006). *Multiple case study analysis.* New York : The Guilford Press.

Touraine, A. (1973). *Production de la société.* Paris : Éditions du Seuil.

Touraine, A. (1978). *La voix et le regard.* (1). Paris : Éditions du Seuil.

Traverso, E. et Meyran, R. (2013). *Où sont passés les intellectuels?* Paris : Textuel. Récupéré de http://banq.pretnumerique.ca/accueil/isbn/9782845976290

Tremblay, M. (2001). Portrait de la presse alternative au Québec : de l'engagement politique aux préoccupations socioculturelles 30 ans d'évolution (1970-2000)

(1), p. 47. Montréal : Observatoire montréalais du développement et Services à la collectivité de l'UQAM.

Tremblay, M. et Garneau, J.-F. (2001). *Regards croisés sur dix journaux alternatifs francophones québécois et européens* (2), p. 43. Montréal : Observatoire montréalais du développement et Services à la collectivité de l'UQAM.

Uzelman, S. (2006). Trimer dur dans le jardin de bambous. Les médiactivistes et les mouvements sociaux. Dans Andrea Langlois et F. Dubois (dir.), *Médias autonomes: nourrir la résistance et la dissidence.* Montréal : Lux Éditeur.

Vitiello, A. (2015). Hommage à Ernesto Laclau (1935-2014). Réinventer l'émancipation démocratique. *Revue du MAUSS, 45*(1), 394. doi: 10.3917/rdm.045.0394

Voirol, O. (2005). Les luttes pour la visibilité: Esquisse d'une problématique. *Réseaux, 129-130*(1), 89. doi: 10.3917/res.129.0089

Warren, J.-P. (2007). *Ils voulaient changer le monde: le militantisme marxiste-léniniste au Québec.* Études québécoises. Montréal : VLB.

Warren, J.-P. (2012). Fondation et production de la revue Mainmise (1970-1978). *Mémoires du livre, 4*(1). doi: 10.7202/1013326ar

Warren, J.-P. et Fortin, A. (2015). *Pratiques et discours de la contreculture au Québec.* Québec : Septentrion.

Wasserman, H. (2013). Journalism in a new democracy: The ethics of listening. *Communicatio, 39*(1), 67-84. doi: 10.1080/02500167.2013.772217

Weber, M. (1995). Économie et société. Tome 1. Les catégories de la sociologie. Paris : Pocket.

Weber, M. (2005). La science, profession et vocation. Suivi de Leçons wéberiennes sur la science et la propagande. Marseille : Agone.

Yin, R. K. (2014). *Case study research: design and methods* (Fifth edition). Los Angeles : SAGE Publications.